

Publications périodiques

Comptes annuels

CREDIT MUTUEL ARKEA

Société Anonyme Coopérative de crédit à capital variable
Siège social : 1 rue Louis Lichou, 29480 Le Relecq Kerhuon / Brest
775 577 018 R.C.S. Brest

Comptes annuels approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire du 16 mai 2019

A. — Comptes globalisés du 31 décembre 2018**I. — Bilan**

(En milliers d'euros)

Actif	Notes	31/12/2018	31/12/2017
Caisse, Banques centrales	1	3 176 987	4 125 085
Effets publics et valeurs assimilées	2	4 384 559	4 328 011
Créances sur les établissements de crédit	3	24 933 506	21 774 441
Opérations avec la clientèle	4	34 213 223	31 877 658
Obligations et autres titres à revenu fixe	5	7 042 640	5 502 040
Actions et autres titres à revenu variable		153 705	150 234
Participations et autres titres détenus à long terme	6	434 767	438 157
Parts dans les entreprises liées	6	4 076 099	4 013 687
Immobilisations incorporelles	7	13 758	12 945
Immobilisations corporelles	7	212 526	207 822
Autres actifs	8	890 208	784 914
Comptes de régularisation	9	719 123	910 137
Total		80 251 101	74 125 131

Passif	Notes	31/12/2018	31/12/2017
Dettes envers les établissements de crédit	10	32 960 908	29 624 390
Opérations avec la clientèle	11	32 543 612	30 337 580
Dettes représentées par un titre	12	5 614 473	4 836 967
Autres passifs	13	619 556	701 422
Comptes de régularisation	14	946 614	987 210
Provisions	15	57 510	46 429
Dettes subordonnées	16	1 648 900	1 930 341
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)		715 684	655 941
Capitaux propres hors FRBG	17	5 143 844	5 004 851
Capital souscrit		2 260 952	2 202 426
Primes d'émission		5 438	5 438
Réserves		2 741 661	2 264 383
Provisions réglementées et subventions d'investissement		4 527	4 525
Report à nouveau		13 772	13 731
Résultat de l'exercice		117 494	514 348
Total		80 251 101	74 125 131

Hors-bilan	Notes	31/12/2018	31/12/2017
Engagements donnés	21	6 639 577	6 051 300
Engagements de financement		3 855 353	4 021 556
Engagements de garantie		2 328 326	2 004 859
Engagements sur titres		455 898	24 885
Engagements reçus	21	12 546 620	10 382 628
Engagements de financement		11 263 033	9 331 095
Engagements de garantie		1 040 619	859 984
Engagements sur titres		242 968	191 549
Instruments financiers à terme	22	69 547 426	54 027 777

II. — Compte de résultat

En milliers d'euros	Notes	31/12/2018	31/12/2017
Intérêts et produits assimilés	23	1 427 942	1 390 984
Intérêts et charges assimilées	23	-1 164 229	-1 204 539
Revenus des titres à revenu variable	24	217 876	756 659
Commissions (produits)	25	505 746	499 806
Commissions (charges)	25	-58 600	-56 694
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	26	1 111	1 224
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	26	46 807	57 429

Autres produits d'exploitation bancaire		12 629	26 719
Autres charges d'exploitation bancaire		-6 783	-5 137
Produit net bancaire		982 499	1 466 451
Charges générales d'exploitation	27	-814 072	-778 743
Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles		-13 386	-12 899
Résultat brut d'exploitation		155 041	674 809
Coût du risque	28	-9 535	-2 873
Résultat d'exploitation		145 506	671 936
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	29	426	188 620
Résultat courant avant impôt		145 932	860 556
Résultat exceptionnel		-3 506	1
Impôt sur les bénéfices	30	34 811	9 280
Dotations/Reprises de FRBG et provisions réglementées		-59 743	-355 489
Résultat net		117 494	514 348

III. - Affectation du résultat 2018, fixation de dividende

L'Assemblée générale constate que le résultat de l'exercice 2018 s'élève à 27 532 659,80 € euros et, en conséquence, décide :

- de fixer le taux de rémunération du capital social à 1,80 %
- d'affecter comme suit et conformément aux statuts, ledit résultat de l'exercice :

Réserve légale (15 % du résultat net)	4 129 898,97 €
Rémunération du capital	23 399 969,22 €
Réserves facultatives	591,90 €
Réserve spéciale (article 238 bis AB CGI)	2 199,71 €

Il a été versé un taux de rémunération de 1,81 % au titre de l'exercice 2015, de 1,70 % au titre de l'exercice 2016 et de 1,70 % au titre de 2017. Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à la majorité exprimée soit 273 voix pour et 1 voix contre.

IV. — Annexes

1- Cadre juridique et financier et faits marquant de l'exercice

1-1 Cadre juridique et financier

Les comptes globalisés publiables de Crédit Mutuel Arkéa regroupent, en application du règlement R511-3 du code monétaire et financier :

- la Fédération du Crédit Mutuel de Bretagne et les caisses de Crédit Mutuel affiliées
- la Fédération du Crédit Mutuel du Sud-Ouest et les caisses de Crédit Mutuel affiliées
- la Fédération du Crédit Mutuel Massif Central et les caisses de Crédit Mutuel affiliées
- Crédit Mutuel Arkéa.

Ces comptes globalisés correspondent à l'établissement bancaire dénommé Crédit Mutuel Arkéa et portant le code banque 15589.

1-2 Faits marquants de l'exercice

Le projet d'indépendance du groupe a marqué l'exercice 2018. Ainsi, le Conseil d'administration du Crédit Mutuel Arkéa, qui s'est tenu le 17 janvier 2018, a donné mandat aux dirigeants du groupe Arkéa d'engager toute action permettant au Crédit Mutuel Arkéa de devenir un groupe bancaire coopératif et territorial, aux valeurs mutualistes, indépendant du reste du Crédit Mutuel.

Les Caisses Locales et les administrateurs des fédérations de Bretagne, du Sud-Ouest et du Massif Central ont été invités à voter lors du premier semestre 2018. 94,5 % des Caisses Locales qui se sont exprimées, se sont prononcées en faveur de l'indépendance pour Crédit Mutuel Arkéa.

Le Conseil d'administration de Crédit Mutuel Arkéa, en date du 29 juin 2018, a approuvé le schéma d'organisation cible du futur groupe indépendant. Sur ces bases, le groupe a engagé les travaux préparatoires à une séparation ordonnée de l'ensemble Crédit Mutuel.

La mise en œuvre opérationnelle de la sortie de l'ensemble Crédit Mutuel par le Groupe Arkéa, reste soumise à l'approbation des caisses locales. La consultation des caisses locales interviendra à l'issue des discussions et travaux en cours avec les autorités de supervision notamment, et sur la base d'un dossier de consultation finalisé.

2- Principes comptables et méthodes d'évaluation

2-1 Présentation des comptes

La présentation des comptes est faite en conformité avec le Règlement n° 2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire.

2-2 Principes généraux et méthodes d'évaluation

- Principes généraux

Les comptes globalisés de Crédit Mutuel Arkéa sont établis conformément aux principes comptables généralement admis ainsi qu'aux dispositions réglementaires applicables aux établissements de crédit en France, prescrites par le règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 qui regroupe à droit constant dans un règlement unique l'ensemble des normes comptables applicables aux établissements de crédit.

- Options et méthodes d'évaluation

Créances

Les créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle sont régies par le règlement ANC 2014-07 relatif au traitement comptable du risque de crédit dans les entreprises relevant du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière. Les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Conformément au règlement ANC 2014-07, les comptes globalisés de Crédit Mutuel Arkéa applique l'étalement des commissions d'octroi de crédits (COC) et des commissions de renégociation sur la durée de vie effective du crédit au prorata du capital restant dû. Les commissions reçues sont présentées en produits nets d'intérêts dans le produit net bancaire au compte de résultat et intégrées à l'encours de crédit concerné au bilan.

Classement

Les créances sont réparties en encours sains et encours douteux.

Sont classées en encours douteux les créances pour lesquelles un risque de non-recouvrement partiel ou total est probable et qui répondent à l'une des 2 conditions suivantes :

- impayés de plus de six mois pour les crédits immobiliers ou de plus de trois mois pour les autres types de crédits;
- contrepartie présentant une situation financière dégradée ou faisant l'objet de procédures contentieuses.

Le passage d'une créance en encours douteux entraîne par contagion un classement identique de l'ensemble des créances d'une contrepartie donnée.

Sont qualifiées d'encours douteux compromis les créances dont la déchéance du terme est prononcée.

La notion de « créances douteuses » recouvre les encours douteux et les encours douteux compromis. La comptabilisation des intérêts est suspendue à la date de passage en encours douteux compromis.

Lorsque les paiements des échéances ont repris de manière régulière, les créances sont reclassées en encours sains. Les créances restructurées dont la probabilité de recouvrement est jugée suffisante figurent également en encours sains.

Dépréciations

Les créances douteuses font l'objet, dossier par dossier, d'une dépréciation destinée à couvrir la perte probable. Ces dépréciations viennent en déduction des créances correspondantes à l'actif. Les intérêts sur créances douteuses comptabilisés en produits sont intégralement dépréciés.

Au compte de résultat, les dotations et reprises des dépréciations, les pertes sur créances irrécouvrables et les récupérations sur créances amorties sont portées dans la rubrique « Coût du risque », à l'exception des dotations et reprises des dépréciations relatives aux intérêts sur encours douteux qui sont présentées dans le produit net bancaire.

Conformément au règlement ANC 2014-07, ces dépréciations sont constituées en valeur actualisée afin de couvrir l'ensemble des pertes prévisionnelles sur les encours douteux ou douteux compromis. Les pertes prévisionnelles sont égales à la différence entre les flux contractuels initiaux restant dus et les flux prévisionnels actualisés.

L'actualisation est effectuée au taux effectif d'origine des encours correspondants pour les prêts à taux fixe, ou au dernier taux effectif déterminé selon les termes contractuels pour les prêts à taux variable.

En pratique, les flux prévisionnels ne sont actualisés que si l'incidence de l'actualisation est significative au regard de leurs montants prudemment estimés ; en conséquence, seules les dépréciations sur créances contentieuses font l'objet d'une actualisation. Au compte de résultat, les dotations relatives à l'actualisation sont portées en coût du risque et les reprises relatives aux effets de désactualisation sont portées en produit net bancaire. Sont recensées au passif les provisions destinées à couvrir des risques hors-bilan individualisés.

Portefeuille titres

Les opérations sur portefeuille titres sont comptabilisées conformément aux dispositions prévues dans le règlement ANC 2014-07.

Titres de transaction

Sont considérés comme des titres de transaction les titres qui, à l'origine sont :

- soit acquis ou vendus avec l'intention de les revendre ou de les racheter à court terme
- soit détenus par un établissement du fait de son activité de mainteneur de marché, ce classement en titres de transaction étant subordonné à la condition que le stock de titres fasse l'objet d'une rotation effective et d'un volume d'opérations significatif compte tenu des opportunités du marché et respectant les conditions suivantes : ces titres doivent être négociables sur un marché actif et les prix de marché ainsi accessibles doivent être représentatifs de transactions réelles intervenant régulièrement sur le marché dans des conditions de concurrence normale.

Les titres de transaction sont comptabilisés au bilan à la date de leur acquisition et pour leur prix d'acquisition frais exclus en incluant le cas échéant les intérêts courus. A chaque arrêté, ces titres sont évalués au prix de marché du jour le plus récent. Le solde global des différences résultant des variations de cours est porté au compte de résultat.

Titres de placement

Sont considérés comme des titres de placement les titres qui ne sont pas inscrits ni parmi les titres de transaction, ni parmi les titres d'investissement, ni parmi les titres visés au chapitre 5 du titre 3 du livre II de l'article 2014.07 de l'ANC.

Les titres de placement sont comptabilisés au bilan à la date de leur acquisition et pour leur prix d'acquisition frais exclus en incluant le cas échéant les intérêts courus. À chaque arrêté, ces titres sont évalués au prix de marché du jour le plus récent. Le solde global des différences résultant des variations de cours est porté au compte de résultat.

La différence positive entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement des titres à revenu fixe est amortie sur la durée de vie résiduelle des titres en utilisant la méthode actuarielle à l'exception des titrisations et des obligations structurées pour lesquelles la méthode linéaire est appliquée.

À chaque arrêté comptable, par ligne de titre, les moins-values latentes ressortant de la différence entre la valeur comptable et le prix de marché des titres ne s'inscrivant pas dans une stratégie de couverture font l'objet d'une dépréciation. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Titres d'investissement

Sont considérés comme des titres d'investissement les titres à revenu fixe assortis d'une échéance fixée qui ont été acquis ou reclassés de la catégorie « titres de placement » ou de la catégorie "titres de transaction" avec l'intention manifeste de les détenir jusqu'à échéance.

L'établissement doit disposer de la capacité de financement nécessaire pour les détenir jusqu'à leur échéance tout en n'étant soumis à aucune contrainte juridique ou autre qui pourrait remettre en cause leur intention de les détenir jusqu'à leur échéance.

Les titres d'investissement sont enregistrés à la date de leur acquisition et pour leur prix d'acquisition, frais exclus. Les intérêts courus constatés lors de l'acquisition des titres, le cas échéant, sont comptabilisés dans des comptes rattachés.

La règle d'amortissement de la différence entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement est identique à celle appliquée pour les titres de placement. Les moins-values latentes ressortant de la différence entre la valeur comptable et le prix de marché ne font pas l'objet d'un provisionnement.

Seul le risque de défaillance de l'émetteur des titres peut donner lieu à constitution d'une dépréciation. Cette dépréciation est constatée en compte de résultat, dans la rubrique « coût du risque ».

Les plus values latentes ne sont pas comptabilisées.

Titres de l'activité de portefeuille

Relèvent de l'activité de portefeuille les investissements réalisés de façon régulière avec pour seul objectif d'en retirer un gain en capital à moyen terme, sans intention d'investir durablement dans le développement du fonds de commerce de la société émettrice ni de participer activement à sa gestion opérationnelle. Il s'agit notamment des titres détenus dans le cadre de l'activité de capital-développement.

Les titres de l'activité de portefeuille sont enregistrés à la date de leur acquisition pour leur prix d'acquisition frais exclus.

Les titres de l'activité de portefeuille sont comptabilisés à la valeur la plus basse entre leur coût d'acquisition et leur valeur d'utilité. Les moins-values latentes résultant de la différence entre la valeur comptable et la valeur d'utilité, calculées par lignes de titres, font l'objet d'une dotation pour dépréciation sans compensation avec les plus-values latentes constatées. Les plus values latentes ne sont pas comptabilisées.

Autres titres détenus à long terme

Les « autres titres détenus à long terme » sont des actions ou des valeurs assimilées qui sont détenues dans l'intention de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice mais sans influence dans la gestion de cette dernière, en raison de la faiblesse des droits de vote liés à ces titres. Les autres titres détenus à long terme sont comptabilisés à la date de leur acquisition et pour leur prix d'acquisition, frais exclus. Ils sont ensuite évalués en fonction de leur valeur d'utilité et figurent au bilan au plus bas de leur valeur d'acquisition et de cette valeur d'utilité.

Les moins-values latentes résultant de la différence entre la valeur comptable et la valeur d'utilité, calculées par lignes de titres, font l'objet d'une dotation pour dépréciation sans compensation avec les plus-values latentes constatées. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Titres de participation et parts dans les entreprises liées

Les titres de participation et parts dans les entreprises liées sont constitués d'actions et de valeurs assimilées dont la possession durable est estimée utile au développement de l'entreprise et qui permettent d'exercer une influence notable sur la société émettrice ou d'en assurer le contrôle. Cette influence est présumée pour un pourcentage de contrôle supérieur ou égal à 10 %.

Les titres de participation et parts dans les entreprises liées sont comptabilisés à la date de leur acquisition et pour leur prix d'acquisition, frais exclus. Ils sont ensuite évalués en fonction de leur valeur d'utilité et figurent au bilan au plus bas de leur valeur d'acquisition et de cette valeur d'utilité.

Les moins-values latentes résultant de la différence entre la valeur comptable et la valeur d'utilité, calculées par lignes de titres, font l'objet d'une dotation pour dépréciation sans compensation avec les plus-values latentes constatées. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Titres donnés en pension livrée

Les titres donnés en pension livrée sont conservés à l'actif du bilan et sont traités suivant les règles propres au portefeuille auquel ils appartiennent. La dette du cessionnaire est enregistrée au passif.

Opérations sur instruments financiers à terme

Les opérations sont comptabilisées conformément aux dispositions du règlement ANC n° 2014-07.

Les engagements sur les instruments financiers à terme sont portés sur une ligne du hors-bilan pour leur valeur nominale. Ce montant ne constitue qu'une indication du volume d'opérations en cours à la clôture et ne reflète pas les risques de marché attachés à ces instruments. La juste valeur des instruments financiers est déterminée par référence à une valeur de marché ou par application de modèles d'évaluation généralement admis.

Instruments de taux

Marchés organisés

Les contrats de marché à terme sont réévalués à chaque arrêté à leur valeur de marché. Pour les opérations de couverture, les gains et les pertes réalisés sont comptabilisés en compte de résultat symétriquement à l'enregistrement des charges et produits relatifs à l'élément couvert. Pour les positions isolées, les gains et les pertes liés à la réévaluation sont portés directement au compte de résultat.

Marchés de gré à gré

Les contrats d'échange de taux d'intérêt (swaps) et les accords de taux futurs (FRA) donnent lieu à un calcul d'intérêts prorata temporis sur leur durée de référence.

Les charges et produits sur un même contrat sont enregistrés pour leur montant net.

Pour les contrats optionnels (cap, floor, collar), les primes et les intérêts courus sont comptabilisés en résultat prorata temporis.

Dans le cas des swaps spéculatifs, une provision est comptabilisée en cas de moins-value latente.

Dans le cas des swaps de couverture, une provision est comptabilisée sur le titre couvert qui dégage une moins-value (qui ne serait pas totalement compensée par la plus-value latente du swap).

Instruments de change

Sur les swaps de change, le différentiel de valorisation est comptabilisé en résultat à chaque date d'arrêté.

Pour les options de change, les plus ou moins-values latentes sont constatées en résultat. A l'échéance, si l'option est exercée, cela se traduit par une opération d'achat ou de ventes de devises.

Immobilisations

Les immobilisations figurent au coût historique, diminué des amortissements cumulés. Les amortissements sont pratiqués sur le mode linéaire.

Conformément au règlement ANC n° 2014-03 relatif aux règles d'amortissement et de dépréciation des actifs, les principaux composants des constructions sont isolés en comptabilité et amortis sur leurs durées d'utilisation respectives. Les composants et durées d'amortissements suivants ont été retenus :

Composant	Durée d'amortissement
Gros œuvre bâtiments administratifs	50 ans
Gros œuvre agence	25 ans
Clots et couverts	25 ans
Lots techniques	20 ans
Agencements	10 ans
Matériel de bureau	4 à 5 ans
Matériel d'exploitation	3 à 8 ans
Mobilier de bureau	10 ans
Matériel de sécurité	2 à 10 ans
Matériel de transport	4 ans
Logiciel	3 à 5 ans
Logiciel interne	2 à 9 ans

En application du règlement n° 2014-03 de l'Autorité des Normes Comptables relatif à la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs, les frais d'acquisition des immobilisations sont incorporés à la valeur d'entrée au bilan de ces immobilisations.

La méthode préférentielle en matière de comptabilisation des logiciels créés en interne est appliquée. Ainsi, toutes les dépenses de logiciels survenues après le début du processus de production (analyse détaillée, développement, recettes, documentation) sont immobilisées ; les dépenses ne répondant pas aux conditions d'activation (et notamment les dépenses d'étude préalable et d'analyse fonctionnelle) sont quant à elles comptabilisées en charges.

Lorsqu'il existe des indices de perte de valeur, un test de dépréciation visant à comparer la valeur comptable du bien et sa valeur actuelle est effectuée. En cas de perte de valeur, une dépréciation est constatée en compte de résultat, dans la rubrique « Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles ». En particulier, le mali généré par une opération de fusion ou assimilée subit une dépréciation lorsque la valeur actuelle d'un actif sous-jacent auquel une quote-part du mali a été affectée devient inférieure à la valeur comptable de l'actif précité, majorée de la quote-part du mali affecté.

En application du règlement 2015-06 de l'ANC transposant la directive européenne 2013, le mali technique est comptabilisé au bilan par catégories d'actifs selon son affectation aux plus values latentes sur les actifs sous-jacent apportés (PCG art 745-5 et 745-6).

Le mali technique résiduel après affectation aux différents actifs sous-jacents est porté pour son solde net en fonds commercial.

Le fonds commercial est constitué des éléments non identifiables d'un fonds de commerce et qui n'ont pas fait l'objet d'une évaluation séparée au bilan. Il concourt au maintien et au développement du potentiel d'activité : les fonds commerciaux présumés à durée indéfinie ne font pas l'objet d'amortissements mais de tests de dépréciation annuels conformément au règlement de l'ANC 2015-06 du 23/11/2015. Dans l'hypothèse où cela aboutirait à un montant inférieur à celui figurant à l'actif du bilan, une dépréciation serait enregistrée. La dépréciation sur le mali technique résiduel et le fonds commercial ne peut être reprise.

Provisions

Des provisions sont constituées en vue de couvrir des risques ou charges clairement identifiés et mesurables. Les provisions non liées à des opérations bancaires sont constituées conformément au règlement ANC 2014-03 : elles sont subordonnées à l'existence d'une obligation à l'égard des tiers sans contrepartie future.

Provisions épargne-logement

Il est fait application du règlement ANC n°2014-07 relatif à la comptabilisation des comptes et plans épargne logement.

La provision épargne-logement est destinée à couvrir les risques liés à :

- l'engagement d'octroyer des prêts habitat aux souscripteurs des comptes et plans d'épargne-logement à un taux réglementé potentiellement inférieur aux conditions de marché du moment,
- l'obligation de rémunérer pour une durée indéterminée l'épargne collectée en plans épargne-logement à un taux d'intérêt fixé à l'ouverture du contrat (taux pouvant s'avérer supérieur aux futures conditions de marché).

Cette provision est calculée par génération de plans d'épargne-logement (les PEL de même taux à l'ouverture constituant une génération) d'une part, et pour l'ensemble des comptes d'épargne-logement (qui constitue une seule et même génération) d'autre part, sans compensation entre les engagements relatifs à des générations différentes. Les engagements sont établis à partir d'un modèle prenant en compte notamment :

- les observations historiques des comportements des souscripteurs,
- la courbe des taux et une modélisation stochastique de ses évolutions.

Provisions pour engagements sociaux

Les comptes globalisés de Crédit Mutuel Arkéa applique la recommandation n° ANC 2013 - 02 du 7 Novembre 2013 relative aux règles de comptabilisation et d'évaluation des engagements de retraite et avantages similaires.

Les régimes de retraite peuvent être des régimes à cotisations définies ou des régimes à prestations définies. Les régimes à cotisations définies ne comportent aucun engagement de la société sur le niveau de prestations fournies. Les cotisations versées constituent une charge de l'exercice, enregistrée dans la rubrique « frais de personnels ». Les régimes à prestations définies désignent des régimes pour lesquels la société s'est engagée à assurer un montant ou un niveau de prestation. Cet engagement constitue un risque à moyen ou long terme. Les engagements en matière de retraite qui ne relèvent pas des régimes à cotisations définies sont intégralement provisionnés dans la rubrique du bilan « provisions ». Les indemnités de fin de carrière et les médailles du travail sont également enregistrées à ce même poste.

Fonds pour risques bancaires généraux

Institué par le règlement n°90-02 du Comité de la réglementation bancaire et financière, ce fonds est constitué à la discrétion des dirigeants en vue de faire face à des risques dont la concrétisation est incertaine et qui relèvent de l'activité bancaire.

Les dotations ou reprises sont portées au niveau du compte de résultat dans la rubrique « dotations, reprises des fonds pour risques bancaires généraux ».

Conversion des comptes en devises

Conformément aux dispositions édictées par le règlement ANC 2014-07, les éléments d'actif, de passif et les engagements hors-bilan de change au comptant exprimés en devises sont évalués au cours de marché à la clôture de l'exercice, à l'exception des éléments libellés en devises participant à la monnaie unique européenne, pour lesquels le taux de conversion officiel a été retenu. Les engagements de change à terme suivent la même règle. Les produits et charges en devises sont enregistrés au cours de change en vigueur le dernier jour du mois de leur perception ou de leur paiement; les charges et produits courus mais non payés à la date de clôture sont convertis au cours de change à cette date.

Informations sur les postes du bilan, du hors-bilan et compte de résultat**Note 1. Caisses, Banques Centrales**

En milliers d'euros	31/12/2018	31/12/2017
Caisse	131 971	136 247
Banques centrales	3 045 016	3 988 838
Total	3 176 987	4 125 085

Note 2. Effets publics et valeurs assimilées

	31/12/2018			31/12/2017		
	Placement	Investissement	Total	Placement	Investissement	Total
Titres détenus (valeur brute)	4 378 697	0	4 378 697	4 267 065	54 011	4 321 076
Créances rattachées	6 738	0	6 738	7 607	554	8 161
Total brut	4 385 435	0	4 385 435	4 274 672	54 565	4 329 237
Dépréciations	-876		-876	-1 226		-1 226
Total net	4 384 559	0	4 384 559	4 273 446	54 565	4 328 011
Plus et moins-values latentes	61 048	0	61 048	69 995	814	70 809
Différence entre prix d'acquisition et prix de remboursement	23 686	0	23 686	10 816	1 195	12 011

En 2018, aucun transfert n'a été opéré des titres de placement vers les titres d'investissement et les titres d'investissement ont été cédés avant l'échéance.

Note 3. Créances sur les établissements de crédit

	31/12/2018			31/12/2017		
	A vue	A terme	Total	A vue	A terme	Total
Comptes ordinaires	814 318		814 318	164 171		164 171
Prêts, valeurs reçues en pension		24 054 478	24 054 478		21 550 675	21 550 675
Créances rattachées	355	64 355	64 710	510	59 085	59 595
Total	814 673	24 118 833	24 933 506	164 681	21 609 760	21 774 441

Actifs subordonnés

En milliers d'euros	31/12/2018	31/12/2017
Créances sur les établissements de crédit	840 370	326 127

Note 4. Opérations avec la clientèle Actif

	31/12/2018	31/12/2017
Créances commerciales	4 663	4 721
Créances rattachées		
Prêts et crédits	33 429 800	31 155 149
Créances rattachées	25 020	19 799
Comptes ordinaires	446 098	383 264
Créances rattachées	7 292	7 078
Créances douteuses	617 495	635 059
Dont douteux compromis	483 851	471 958
Créances rattachées	102 249	92 743
Dépréciations	-419 394	-420 155
Dont dépréciation s/ douteux compromis	-323 579	-313 575
Total	34 213 223	31 877 658

Les créances éligibles à la Banque de France pour le compte du Groupe Arkéa s'élèvent à 2 181 217 milliers d'euros en 2018.

Dépréciations et provisions sur le risque crédit constituées sur les opérations avec la clientèle :

En milliers d'euros	31/12/2017	Dotations	Reprises	Autres var.	31/12/2018
Dépréciations déduites de l'actif	420 155	89 182	-99 308	9 366	419 395
Provisions inscrites au passif	12 389	3 434	-3 347	0	12 476
au titre des engagements par signature	5 334	1 382	-711	0	6 005
au titre des créances clientèle	7 055	2 052	-2 636	0	6 471
Total	432 544	92 616	-102 655	9 366	431 871

Note 5. Obligations et autres titres à revenu fixe

	31/12/2018				31/12/2017			
	Transaction	Placement	Invest.	Total	Transaction	Placement	Invest.	Total
Titres détenus (valeur brute)		6 996 442	0	6 996 442		5 436 621	39 999	5 476 620
Créances rattachées		52 203	0	52 203		30 879	23	30 902
Total brut	0	7 048 645	0	7 048 645	0	5 467 500	40 022	5 507 522
Dépréciations		-6 005	0	-6 005		-5 482	0	-5 482
Total net	0	7 042 640	0	7 042 640	0	5 462 018	40 022	5 502 040
Plus et moins-values latentes	0	12 217	0	12 217	0	21 170	648	21 818
Différence entre prix d'acquisition et prix de remboursement	0	61 697	0	61 697	0	96 605	498	97 103

En 2018, aucun transfert n'a été opéré entre les différentes catégories de titres.

Note 6. Participations, autres titres détenus à long terme et parts dans les entreprises liées

En milliers d'euros	31/12/2017	Augmentation	Diminution	Autres	31/12/2018
Participations					
Valeur brute	368 751	13 802	-267	-16 729	365 556
Dépréciations	-8 356	-36	66	11	-8 314
Valeur nette	360 396	13 766	-201	-16 718	357 242
Autres titres détenus à long terme					
Valeur brute	79 035	15 775	-16 277	281	78 814
Dépréciations	-1 271	-20	3		-1 288
Valeur nette	77 764	15 755	-16 274	281	77 526
Entreprises liées					
Valeur brute	3 906 594	75 803	-235 360	16 706	3 763 743
Mali affecté	309 780	2 611			312 391
Dépréciations	-202 686	-34	202 686		-34
Valeur nette	4 013 687	78 380	-32 674	16 706	4 076 099

Le montant des participations et des parts dans les entreprises liées détenues dans les établissements de crédit s'élève à 1 534 109 milliers d'euros. Suite à l'application du règlement 2015-06, le mali a été affecté aux titres sur les entreprises liées. Il n'a été ni déprécié, ni amorti au 31.12.2018.

Liste des filiales et participations :

En milliers d'euros	Part de capital détenue	Capitaux propres	Résultat du dernier exercice clos
Dénomination, adresse des sociétés			
Renseignements détaillés sur chaque titre dont la valeur brute excède 1 % du capital			
1. Filiales (sociétés détenues à plus de 50 %)			
- ARKEA BANQUE ENTREPRISES ET INSTITUTIONNELS Allée Louis Lichou - 29480 LE RELECQ-KERHUON / BREST	100,00%	1 110 727	84 827
- ARKEA BANKING SERVICES Place de la pyramide - Tour Ariane La défense - 92800 PUTEAUX	100,00%	39 590	1 996
- ARKEA CAPITAL INVESTISSEMENT 1, rue Louis Lichou - 29480 LE RELECQ-KERHUON / BREST	99,99%	233 338	13 937
- ARKEA CAPITAL PARTENAIRE 1, rue Louis Lichou - 29480 LE RELECQ-KERHUON / BREST	100,00%	205 303	-3 701
- ARKEA CREDIT BAIL 255, rue de Saint Malo - 35000 RENNES	100,00%	35 151	-5 048
- ARKEA FONCIERE 1, rue Louis Lichou - 29480 LE RELECQ KERHUON / BREST	98,08%	120 461	5 205
- ARKEA HOME LOANS SFH 232 rue Général Paulet - 29200 / BREST	100,00%	42 606	370
- ARKEA PUBLIC SECTOR SCF 1, rue Louis Lichou - 29480 LE RELECQ-KERHUON / BREST	100,00%	49 763	166
- CREDIT FONCIER ET COMMUNAL D'ALSACE ET DE LORRAINE BANQUE 1, rue Dôme BP 102 - 67000 STRASBOURG	100,00%	235 433	37 841
- FEDERAL EQUIPEMENTS 1, rue Louis Lichou - 29480 LE RELECQ KERHUON / BREST	100,00%	132 914	31

- FEDERAL FINANCE 1, rue Louis Lichou - 29480 LE RELECQ-KERHUON / BREST	100,00%	120 614	31 047
- FINANCO 335, rue Antoine de Saint - Exupéry - 29490 GUIPAVAS	100,00%	105 701	10 096
- LEASECOM 19 rue Leblanc - 75015 PARIS	100,00%	16 730	2 452
- MONEXT Tour Egée 17 Avenue de l'Arche - 92671 COURBEVOIE	100,00%	82 952	9 387
- SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE INTERFEDERALE (1) 1, rue Louis Lichou - 29480 LE RELECQ KERHUON / BREST	100,00%	165 885	3 473
- SURAVENIR 232, rue Général Paulet - 29802 BREST CEDEX	100,00%	1 019 471	167 324
- SURAVENIR ASSURANCES 2, rue Vasco de Gama - 44800 ST HERBLAIN	100,00%	156 544	42 831
- ARKEA BOURSE RETAIL 1, rue Louis Lichou - 29480 LE RELECQ-KERHUON / BREST	99,99%	391 209	9 220
- LEETCHI SA 4, rue de la Tour des Dames - 75009 PARIS	91,78%	2 620	-492
2. Participations Et Entreprises Liées (Détenues Entre 10 % Et 50 %)			
- CAISSE CENTRALE DU CREDIT MUTUEL 88-90, rue Cardinet - 75847 PARIS CEDEX 17	21,03%	576 421	16 281
- PRIMONIAL HOLDING 6, rue du Général Foy - 75008 PARIS	29,10%	-417 232	15 578
- VERMEG GROUP N.V. (2) Stawinskylaan, 411 - 1077XX AMSTERDAM	19,50%	62 530	4 104
- YOUNITED 24, rue Drouot - 75009 PARIS	25,82%	38 894	-15 454
(1) Les titres de la SCI Interfédérale sont classés en immobilisations corporelles.			
(2) Données au 31/12/2017.			

Opérations avec les entreprises liées et les participations :

En milliers d'euros	Participations et entreprises liées		Filiales	
	31/12/2018	31/12/2017	31/12/2018	31/12/2017
Renseignements détaillés sur chaque titre dont la valeur brute excède 1 % du capital				
Actif				
Capital détenu	90 887	29 962	2 254 140	2 226 191
Autres emplois				
Créances	735 395	585 179	14 442 903	13 432 569
Obligations et autres titres à revenu fixe	0	0	108 746	106 711
Total emplois	826 282	615 141	16 805 789	15 765 472
Passif				
Dettes	14 846	1	12 424 329	10 855 883
Dettes représentées par des titres	0	0	419 524	407 620
Total ressources	14 846	1	12 843 853	11 263 503
Engagements donnés				
De financement			209 000	203 000
De garantie			609 951	438 388
Total engagements donnés	0	0	818 951	641 388
Engagements reçus				
De financement			392 585	335 792
De garantie				
Total engagements reçus	0	0	392 585	335 792

Au 31/12/2018, aucune transaction significative et n'ayant pas été conclue aux conditions normales de marché n'a été effectuée entre des parties liées.

Note 7. Immobilisations corporelles et incorporelles

En milliers d'euros	31/12/2017	Augmentation	Diminution	31/12/2018
Immobilisations incorporelles				
Montant brut	34 572	1 445	-159	35 858
Amortissements	-21 627	-473	0	-22 100
Montant net	12 945	972	-159	13 758
Immobilisations corporelles				
Montant brut	501 147	19 920	-6 888	514 179
Amortissements	-293 325	-12 949	4 621	-301 653
Dépréciations	0			0
Montant net	207 822	6 971	-2 267	212 526

Aucune charge de dépréciation n'a été constatée sur les immobilisations incorporelles et corporelles au cours de l'exercice 2018.

En application du règlement 2015-06 de l'ANC transposant la direction européenne 2013, le mali technique est comptabilisé au bilan par catégories d'actifs selon son affectation aux plus values latentes sur les actifs sous-jacents apportés (PCG art 745-5 et 745-6).

Note 8. Autres actifs

En milliers d'euros	31/12/2018	31/12/2017
Etat	202 565	183 877
Prime épargne-logement	26 377	27 457
Impôts différés actifs	39 529	38 950
Opérations sur titres	1	5
Primes versées sur instruments conditionnels achetés	7 157	5 858
Dépôts de garantie versés	429 193	424 944
Autres débiteurs divers	185 386	103 823
Total	890 208	784 914

Note 9. Comptes de régularisation – Actif

En milliers d'euros	31/12/2018	31/12/2017
Valeurs à l'encaissement	226 031	434 478
Comptes d'ajustement	15 164	8 295
Primes émission TCN et emprunts obligataires	17 507	18 082
Charges constatées d'avance	76 617	85 801
Produits à recevoir	364 269	348 293
Comptes de régularisation divers	19 535	15 188
Total	719 123	910 137

Note 10. Dettes envers les établissements de crédit

En milliers d'euros	31/12/2018			31/12/2017		
	A vue	A terme	Total	A vue	A terme	Total
Comptes ordinaires	7 456 356	0	7 456 356	5 994 511	0	5 994 511
Emprunts et valeurs données en pension		23 679 236	23 679 236		21 508 558	21 508 558
Titres donnés en pension livrée		1 694 675	1 694 675		1 975 151	1 975 151
Dettes rattachées	1 315	129 326	130 641	297	145 873	146 170
Total	7 457 671	25 503 237	32 960 908	5 994 808	23 629 582	29 624 390

Note 11. Opérations avec la clientèle – Passif

En milliers d'euros	31/12/2018			31/12/2017		
	A vue	A terme	Total	A vue	A terme	Total
Comptes d'épargne à régime spécial	13 128 587	5 434 575	18 563 162	12 544 261	5 339 011	17 883 272
Dettes rattachées sur comptes d'épargne	81 304	109 529	190 833	78 354	107 933	186 287
Comptes ordinaires	9 957 858		9 957 858	9 174 146		9 174 146
Comptes à terme et emprunts	50 000	3 758 777	3 808 777	396 000	2 666 415	3 062 415
Dettes rattachées	8 347	14 635	22 982	8 470	22 991	31 461
Total	23 226 096	9 317 516	32 543 612	22 201 231	8 136 350	30 337 580

Note 12. Dettes représentées par un titre

En milliers d'euros	31/12/2018			31/12/2017		
	Principal	Dettes rattachées	Total	Principal	Dettes rattachées	Total
Bons de caisse	7 318	325	7 643	11 757	524	12 281
Titres du marché interbancaire et titres de créances négociables	2 580 410	7 843	2 588 253	2 595 390	16 138	2 611 528
Emprunts obligataires	2 989 901	28 676	3 018 577	2 144 250	68 907	2 213 157
Total	5 577 629	36 844	5 614 473	4 751 397	85 570	4 836 967

Emprunts obligataires

En milliers d'euros

Date d'émission	Montant	Type	Durée en années	Taux
7/06/2005	100 000	Obligations internationales	15	Taux indexé
25/11/2005	80 000	Obligations internationales	15	Taux indexé
25/11/2005	50 000	Obligations internationales	15	Taux indexé
16/02/2007	35 000	Obligations internationales	15	Taux indexé
02/04/2007	50 000	Obligations internationales	15	Taux indexé
04/06/2007	50 000	Obligations internationales	15	Taux indexé
11/06/2007	100 000	Obligations internationales	15	Taux indexé

05/11/2007	30 000	Obligations internationales	14	Taux indexé
04/08/2010	11 000	Obligations internationales	12	4,648%
15/03/2011	100 000	Obligations internationales	10	5,000%
15/04/2011	50 000	Obligations internationales	10	Taux indexé
12/08/2011	22 000	Obligations internationales	18	E3M + 1,55%
31/10/2011	40 000	Obligations internationales	20	E3M
02/03/2012	19 005	Obligations internationales	8	4,500%
02/03/2012	107 486	Obligations internationales	8	4,500%
26/01/2015	500 000	Obligations internationales	8	1,000%
31/05/2017	500 000	Obligations internationales	7	1,250%
21/12/2017	20 000	Obligations internationales	11	6,000%
21/12/2017	77 377	Obligations internationales	11	6,000%
21/12/2017	3 502	Obligations internationales	11	6,000%
21/12/2017	18 447	Obligations internationales	11	6,000%
10/09/2018	6 592	Obligations internationales	10	7,000%
10/09/2018	197 492	Obligations internationales	10	7,000%
21/09/2018	5 000	Obligations internationales	20	2,060%
02/10/2018	5 000	Obligations internationales	23	3,000%
05/10/2018	500 000	Obligations internationales	5	0,875%
07/11/2018	300 000	Obligations internationales	2	E3M + 0,3%
28/12/2018	12 000	Obligations internationales	15	1,860%
Total	2 989 901			

Note 13. Autres passifs

En milliers d'euros	31/12/2018	31/12/2017
Primes reçues sur instruments conditionnels vendus	6 049	7 721
Dépôts de garantie reçus sur instruments financiers	268 311	314 952
Etat	86 170	68 820
Impôts différés passifs	0	8
Rémunérations dues au personnel	96 645	96 766
Charges sociales	51 726	54 561
Versements sur titres restant à effectuer	75 007	143 094
Divers	35 648	15 500
Total	619 556	701 422

Note 14. Comptes de régularisation – Passif

En milliers d'euros	31/12/2018	31/12/2017
Comptes indisponibles sur opérations de recouvrement	361 309	445 002
Produits constatés d'avance	319 061	298 510
Charges à payer	225 578	203 269
Comptes d'ajustement	6 317	8 105
Comptes de régularisation divers	34 349	32 324
Total	946 614	987 210

Note 15. Provisions

En milliers d'euros	31/12/2017	Dotations	Reprises (utilisées)	Reprises (non utilisées)	Autres variations	31/12/2018
Provisions pour risques d'exécution des engagements par signature	5 334	1 382		-711		6 005
Provisions pour engagement de retraite	327	9 124		-97		9 354
Provisions épargne-logement	22 501			-4 052		18 449
Autres provisions	17 054	8 065	-312	-2 830	180	22 156
Provisions pour charges de personnel	925	407		-276		1 056
Provisions pour litiges	288	103	-169	0	268	490
Total	46 429	19 081	-481	-7 966	448	57 510
Variation nette				11 081		

La provision pour engagements de retraite est évaluée selon la méthode des unités de crédit projetées et tient compte d'hypothèses démographiques, de taux de rotation des effectifs, d'augmentations des salaires, de taux d'actualisation et d'inflation. En particulier, les calculs réalisés intègrent un taux d'actualisation de 1,63 %. Ce taux est déterminé en référence à l'indice iBoxx corporate AA 10+ eurozone basé sur des obligations privées. Les calculs intègrent également un taux de rotation des effectifs compris entre 0,19 % et 6,54 % et un taux de revalorisation des salaires brut d'inflation compris entre 2,56 % et 2,52 %. Les engagements sont évalués sur la base des tables de mortalité TH00-02 et TF00-02 pour la phase de constitution de l'engagement et des tables de mortalité TGH05 et TGF05 pour la phase de restitution des rentes.

Ventilation de la variation nette des provisions :

	31/12/2018	31/12/2017
Produit net bancaire	4 774	-24 302
Charges générales d'exploitation	-14 749	994
Coût du risque	-851	383
Impôt sur les sociétés	14	-509
TU P CEOI	-268	
Total	-11 081	-23 434

Provisions pour risques sur engagements au titre des comptes et plans épargne-logement :

Comptes et plans épargne-logement sur la phase épargne : encours et provisions

En milliers d'euros	2018		2017	
	Encours	Provisions	Encours	Provisions
Plans épargne-logement	5 158 507	-18 123	5 008 035	-21 917
Ancienneté de moins de 4 ans	1 056 360	-8	1 125 685	-11
Ancienneté de 4 à 10 ans	2 275 676	-2 833	1 977 467	-3 783
Ancienneté de plus de 10 ans	1 881 322	-15 282	1 904 883	-18 123
Comptes épargne-logement	686 309	-1	677 920	-44
Total	5 844 816	-18 124	5 685 955	-21 961

Crédits en vie octroyés au titre des comptes et plans épargne-logement : encours et provisions

En milliers d'euros	31/12/2018		31/12/2017	
	Encours	Provisions	Encours	Provisions
Plans épargne-logement	3 868	-13	5 746	-21
Comptes épargne-logement	34 286	-312	52 349	-518
Total	38 154	-325	58 095	-539

Note 16. Dettes subordonnées

En milliers d'euros

Dettes subordonnées représentant au moins 10 % du total des dettes subordonnées	Montant	Devise	Taux	Echéance	Conditions de la subordination	Possibilité de remboursement anticipé
Titres subordonnés	500 000	EURO	3%	01/06/2026	Tier 2 Capital	non
Titres subordonnés	500 000	EURO	3,50%	09/02/2029	Tier 2	oui
Titres subordonnés	500 000	EURO	1,88%	25/10/2029	Tier 2	oui
Titres subordonnés	19 000	EURO	1,85%	08/03/2030	Senior unsecured non preferred	non
Titres subordonnés	5 000	EURO	2,85%	06/09/2038	Senior Non Preferred	non
Titres super subordonnés	97 314	EURO	CMS 10 + 0,10	indéterminée	Tier 1 Capital	oui
Dettes rattachées	27 586					
Total	1 648 900					

Note 17. Capitaux propres hors FRBG

En milliers d'euros	Début d'exercice	Affectation résultat exercice précédent	Variation de l'exercice	Fin d'exercice
Capital	2 202 426		58 526	2 260 952
Prime d'émission	5 438			5 438
Total réserves	2 264 383	477 266	12	2 741 661
Réserve légale	421 583	74 180		495 763
Réserves facultatives et statutaires	1 783 760	403 086	12	2 186 858
Réserves plus-values à long terme	0			0
Autres réserves	59 040			59 040
Provisions réglementées	4 525	2		4 527
Report à nouveau créditeur	13 731	41		13 772
Report à nouveau débiteur				
Résultat de l'exercice	514 348	-514 348	117 494	117 494
Intérêts versés sur parts sociales		36 824		
Total	5 004 851	-215	176 032	5 143 845

Le capital est composé de parts A pour 27 861 milliers d'euros, de parts B pour 2 223 682 milliers d'euros, de parts C pour 9 409 milliers d'euros.

Note 18. Opérations avec les établissements du réseau

En milliers d'euros	31/12/2018	31/12/2017
Créances sur les établissements du réseau	1 330 684	754 120
à vue	728 558	107 970
à terme	602 126	646 150
Dettes sur les établissements du réseau	58 371	56 037
à vue	58 371	56 037
à terme	0	0

Note 19. Ventilation de certains actifs / passifs selon leur durée résiduelle

En milliers d'euros	D<3 mois	3M<D<1an	1an<D<5ans	D>5ans	Dettes et créances rattachées	Total
Actif						
<i>Créances sur établissements de crédit</i>	3 695 754	5 520 223	6 636 225	9 016 594	64 710	24 933 506
à vue	814 318	0	0	0	355	814 673
à terme	2 881 436	5 520 223	6 636 225	9 016 594	64 355	24 118 833
<i>Créances sur la clientèle</i>	1 808 539	2 757 715	11 268 874	18 345 782	32 312	34 213 222
créances commerciales	4 807	0	0	0	0	4 807
autres concours à la clientèle	1 340 037	2 757 715	11 268 874	18 345 782(*)	25 020	33 737 428
comptes ordinaires débiteurs	463 695	0	0	0	7 292	470 987
<i>Obligations et autres titres à revenu fixe</i>	860 433	1 397 671	3 115 474	1 616 859	52 203	7 042 640
Passif						
<i>Dettes envers les établissements de crédit</i>	8 313 495	1 957 129	12 078 547	10 481 096	130 641	32 960 908
à vue	7 456 356	0	0	0	1 315	7 457 671
à terme	857 139	1 957 129	12 078 547	10 481 096	129 326	25 503 237
<i>Opérations avec la clientèle</i>	25 804 918	2 809 718	1 729 619	1 985 543	213 815	32 543 613
comptes d'épargne à régime spécial	14 815 105	757 133	1 366 821	1 624 103	190 833	18 753 995
à vue	13 128 587	0	0	0	81 304	13 209 891
à terme	1 686 518	757 133	1 366 821	1 624 103	109 529	5 544 104
autres dettes	10 989 813	2 052 585	362 798	361 440	22 982	13 789 618
à vue	10 007 858	0	0	0	8 347	10 016 205
à terme	981 955	2 052 585	362 798	361 440	14 635	3 773 413
<i>Dettes représentées par un titre</i>	797 933	1 570 689	2 088 426	1 120 581	36 844	5 614 473
bons de caisse	2 398	1 005	3 915	0	325	7 643
titres du marché interbancaire et titres de créances négociables	795 535	1 569 684	2 020	213 171	7 843	2 588 253
emprunts obligataires	0	0	2 082 491	907 410	28 676	3 018 577

(*) dont prêts subordonnés à durée indéterminée de 140 000 milliers d'euros

Note 20. Actifs et passifs en devises

Les actifs et passifs en devises s'élèvent respectivement au 31 décembre 2018 à 129 403 milliers d'euros et 113 251 milliers d'euros.

Note 21. Engagements de l'activité bancaire

En milliers d'euros	31/12/2018	31/12/2017
Engagements donnés		
<i>Engagements de financement</i>	3 855 353	4 021 556
en faveur des établissements de crédit	329 000	610 900
en faveur de la clientèle	3 526 353	3 410 656
<i>Engagements de garantie</i>	2 328 326	2 004 859
d'ordre d'établissements de crédit	66 841	62 224
d'ordre de la clientèle	2 261 485	1 942 635
<i>Engagements sur titres</i>	455 898	24 885
autres engagements donnés	455 898	24 885
Engagements reçus		
<i>Engagements de financement</i>	11 263 033	9 331 095
reçus des établissements de crédit	11 263 033	9 331 095
<i>Engagements de garantie</i>	1 040 619	859 984
reçus des établissements de crédit	1 040 619	859 984
<i>Engagements sur titres</i>	242 968	191 549
autres engagements reçus	242 968	191 549

Les engagements de financement donnés comprennent l'avance de trésorerie faite à la CRH afin d'assurer son fonctionnement pour un montant de 13,75 millions d'euros.

Ventilation des actifs remis en garantie de passif :

En milliers d'euros	31/12/2018
Banque de France	12 592 183
Caisse des Dépôts et Consignations	1 048 574
Banque Européenne d'Investissement	547 314
Arkéa Home Loans SFH	8 980 916
Caisse de Refinancement de l'Habitat	369 929
Arkéa Public Sector SCF	130 331
Total	23 669 247

Note 22. Opérations sur instruments financiers à terme**Valeur nominale des contrats :**

- Par nature :

En milliers d'euros	31/12/2018			31/12/2017		
	Opérations de couverture	Autres opérations	Total	Opérations de couverture	Autres opérations	Total
Opérations fermes						
<i>Opérations sur marchés organisés</i>						
autres opérations	29 739 482	0	29 739 482	17 599 165	0	17 599 165
<i>Opérations de gré à gré</i>						
swaps de taux	23 419 875		23 419 875	24 506 789		24 506 789
Opérations conditionnelles						
<i>Opérations de gré à gré</i>						
<i>Contrats de taux plancher/plafond</i>						
achetés	8 732 609		8 732 609	5 736 981		5 736 981
vendus	6 676 263		6 676 263	4 863 370		4 863 370
<i>Options de taux, change et autres</i>						
achetées	489 604		489 604	660 736		660 736
vendues	489 593		489 593	660 736		660 736
Total	69 547 426	0	69 547 426	54 027 777	0	54 027 777

- Par durée restant à courir

En milliers d'euros	31/12/2018			
	- de 1 an	+ 1 an - 5 ans	+ 5 ans	Total
Instruments de taux				
<i>Marché de gré à gré</i>				
Swaps de taux	7 508 762	20 158 671	25 491 924	53 159 358
Contrats de taux plancher / plafond	3 245 023	7 033 907	5 129 942	15 408 872
Autres options	779 276	199 920	0	979 196
Total	11 533 062	27 392 497	30 621 867	69 547 426

- Juste valeur

En milliers d'euros	31/12/2018	31/12/2017
Instruments de taux	131 409	223 649
Autres options	0	

Note 23. Intérêts, produits et charges assimilés

En milliers d'euros	31/12/2018		31/12/2017	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Opérations avec les établissements de crédit (*)	682 047	-829 304	617 677	-795 152
Opérations avec la clientèle	717 542	-269 358	746 278	-276 741
Obligations et autres titres à revenu fixe	20 100	-65 004	21 587	-132 596
Autres opérations	8 253	-563	5 442	-50
Total	1 427 942	-1 164 229	1 390 984	-1 204 539

(*) dont charges sur les opérations relatives aux dettes subordonnées : 67 099 milliers d'euros au 31/12/2018 et 54 664 milliers d'euros au 31/12/2017

Note 24. Revenus des titres à revenu variable

En milliers d'euros	31/12/2018	31/12/2017
Actions et autres titres à revenu variable	5 386	7 040
Participations et autres titres détenus à long terme	0	3 688
Parts dans les entreprises liées	212 490	745 931
Total	217 876	756 659

Note 25. Commissions

En milliers d'euros	31/12/2018		31/12/2017	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Opérations avec les établissements de crédit	5 265	-574	4 479	-595
Opérations avec la clientèle	38 809	-298	51 660	-248
Opérations sur titres	755	-672	709	-1 217
Opérations de change	263	-17	257	-17
Opérations sur hors-bilan	9 801	-16 680	8 450	-19 161
Prestations de services financiers	450 853	-40 359	434 251	-35 456
Total	505 746	-58 600	499 806	-56 694

Note 26. Gains ou pertes sur opérations de portefeuille

Portefeuilles de négociation :

En milliers d'euros	31/12/2018	31/12/2017
Opérations sur titres de transaction	0	2
Opérations de change	3 023	2 806
Opérations sur instruments financiers à terme	-1 912	-1 584
De taux d'intérêt	-1 912	-1 584
Divers	0	0
Total	1 111	1 224

Portefeuilles de placement et assimilés :

En milliers d'euros	31/12/2018	31/12/2017
Opérations sur titres de placement		
Plus-values de cession	51 189	57 439
Moins-values de cession	-13 465	-1 209
Dotations aux dépréciations	-6 273	-2 589
Reprises des dépréciations	15 356	3 788
Total	46 807	57 429

Note 27. Charges générales d'exploitation

En milliers d'euros	31/12/2018	31/12/2017
Frais de personnel	-530 198	-502 937
Salaires et traitements	-264 863	-261 226
Charges sociales	-151 166	-131 395
dont charges de retraite	-43 915	-29 981
Intéressement et participation	-67 803	-67 861
Impôts et taxes afférentes	-46 366	-42 455
Autres frais administratifs	-283 874	-275 806
Impôts et taxes	-35 667	-32 447
Services extérieurs	-457 019	-447 619
Charges refacturées	208 813	204 260
Total	-814 072	-778 743

Le « crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi » (CICE) est comptabilisé en diminution des charges de personnel pour un montant de 8 570 milliers d'euros au 31 décembre 2018.

Le CICE a permis d'assurer le développement de la société grâce à des investissements maîtrisés, incluant des investissements d'innovations et réglementaires.

Ventilation des effectifs du personnel salarié

Effectifs moyens	31/12/2018	31/12/2017
	Personnel salarié	Personnel salarié
Employés	2 862	2 889
Cadres	3 456	3 392
Total	6 318	6 281

La rémunération globale allouée aux membres du conseil d'administration est de 1 986 milliers d'euros.

Le montant global des rémunérations versées au directeur général et aux directeurs généraux délégués s'élève à 1 928 milliers d'euros.

Note 28. Coût du risque

En milliers d'euros	31/12/2018	31/12/2017
---------------------	------------	------------

Créances	Dotations	-72 725	-84 067
	Reprises utilisées	21 565	27 756
	Reprises devenues disponibles	63 559	82 336
	Récupération sur créances amorties	2 022	1 280
	Créances irrécouvrables couvertes	-21 565	-27 783
	Créances irrécouvrables non couvertes	-2 255	-3 090
Risques hors-bilan	Dotations	-1 382	-1 670
	Reprises utilisées		
	Reprises devenues disponibles	711	1 287
Titres	Dotations	-300	-34
	Reprises	835	1 112
Provisions pour autres risques et charges	Dotations		
	Reprises		
Solde		-9 535	-2 873

Note 29. Gains ou pertes sur actifs immobilisés

En milliers d'euros	Dotations aux dépréciations	Moins-values de cessions	Reprises des dépréciations	Plus-values de cessions	31/12/2018
Immobilisation corporelles et incorporelles		-205		785	580
Participations, autres titres détenus à long terme	-157		3		-154
Parts dans les entreprises liées					0
Titres d'investissement					0
Total	-157	-205	3	785	426

Note 30. Impôt sur les bénéfices

En milliers d'euros	31/12/2018	31/12/2017
Charge fiscale courante hors apport des filiales intégrées	-133 736	-175 725
Apport des filiales intégrées	167 960	192 888
Créance de carry back		
Charge fiscale différée nette et divers	587	-7 883
Total	34 811	9 280
Résultat avant impôt, résultat exceptionnel et FRBG	145 932	860 556
Taux effectif	-23,85%	-1,08%

Les charges d'impôt sont supportées par les sociétés intégrées comme en l'absence d'intégration fiscale.

Le taux effectif au 31 décembre 2018 s'analyse comme suit :

	31/12/2018	31/12/2017
Taux normal d'impôt (y compris les contributions)	34,43%	34,43%
Différences permanentes	-27,81%	-14,55%
Différences temporaires	-1,29%	-1,03%
Impositions aux taux réduits	-5,64%	-0,76%
Impact situation déficitaire	-5,71%	2,27%
Autres	-17,82%	-21,44%
Taux effectif	-23,85%	-1,08%

Note 31. Implantation dans les Etats qui n'ont pas conclu de convention administrative avec la France permettant l'accès aux renseignements bancaires dans le cadre de la lutte contre la fraude et l'évasion fiscale

Crédit Mutuel Arkéa n'est pas implanté dans des Etats ou territoires non coopératifs selon l'article 238-0 A du Code Général des Impôts.

Note 32. Comptes consolidés

Crédit Mutuel Arkéa constitue, avec les Fédérations du Crédit Mutuel de Bretagne, du Crédit Mutuel du Sud-Ouest, du Crédit Mutuel Massif Central et les Caisses de Crédit Mutuel affiliées, la société mère pour l'établissement des comptes consolidés de Crédit Mutuel Arkéa.

Les états financiers consolidés sont consultables sur le site : http://www.arkea.com/banque/assurance/credit/mutuel/ecb_5034/fr/rapports-annuels

Note 33. Rapport de Gestion

En application du règlement ANC 2014-07, le rapport de gestion est tenu à la disposition du public à l'adresse suivante :

Crédit Mutuel Arkéa - 1, rue Louis Lichou - 29480 Le Relecq-Kerhuon / BREST.

V. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels globalisés
Exercice clos le 31 décembre 2018

Mesdames, Messieurs,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels du CREDIT MUTUEL ARKEA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au Comité des Comptes.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des Commissaires aux Comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 01/01/2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le code de déontologie de la profession de Commissaire aux Comptes.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

- Titres de participation et parts dans les entreprises liées – Note 6 et « Principes comptables et méthodes d'évaluation » des annexes sur les comptes annuels globalisés.

Risque identifié :

Les postes « Participations et autres titres détenus à long-terme » et « Parts dans les entreprises liées » représentent un total de 4 511 millions d'euros. Ces titres sont comptabilisés individuellement au plus bas de leur valeur d'acquisition ou de leur valeur d'utilité.

Cette valeur d'utilité fait l'objet d'une évaluation annuelle qui fait intervenir plusieurs techniques d'évaluation et des hypothèses macroéconomiques, notamment :

- Le recours à l'actif net réévalué ;
- Le recours à l'évaluation des fonds propres s'appuyant sur des données actuarielles ;
- Le recours à la méthode de la rentabilité future escomptée qui s'appuie sur des données prévisionnelles ainsi qu'un taux d'actualisation et un taux de croissance à l'infini.

Il s'agit d'une estimation qui requiert l'exercice du jugement par la direction dans son choix des éléments pertinents à prendre en compte. A ce titre, nous avons considéré que l'évaluation des titres de participation constituait un point clé de l'audit.

Approche d'audit :

Nous avons évalué les processus mis en œuvre par le Crédit Mutuel Arkéa pour mesurer l'éventuel besoin de dépréciation des titres de participation.

Nous avons fait intervenir nos experts en valorisation afin de :

- procéder à une analyse de cohérence entre les titres de participation / parts dans les entreprises liées analysés et la méthode de valorisation retenue ;
- procéder à une analyse technique de la construction des modèles de valorisation ainsi que revoir les hypothèses utilisées pour déterminer les paramètres financiers retenus.

Nous revoyons également les éléments prévisionnels utilisés en vérifiant qu'ils étaient extraits des plans d'affaires approuvés par les organes de direction des sociétés concernées et qu'ils étaient cohérents avec les hypothèses retenues et les performances passées.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels globalisés

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels globalisés.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-4 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante :

Comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L. 225-37-3 et L. 225-37-4 du code de commerce.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L. 225-37-3 du code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires

Désignation des Commissaires aux Comptes

Nous avons été nommés Commissaires aux Comptes de la société CREDIT MUTUEL ARKEA le 10 juin 1976 pour le cabinet MAZARS (compte tenu des fusions de cabinet intervenus depuis cette date) et le 11 mai 2007 pour le cabinet DELOITTE & ASSOCIES.

Au 31/12/2018, le cabinet Mazars était dans la 43^{ème} année de sa mission sans interruption et le cabinet DELOITTE & ASSOCIES dans la 12^{ème} année, dont respectivement 26 années et 12 années depuis que les titres de la société ont été admis aux négociations sur un marché réglementé. Précédemment, la société Sterenn, membre du réseau Deloitte, était Commissaire aux Comptes de l'entité de 1997 à 2006.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels globalisés

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité des comptes de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des Commissaires aux Comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux Comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que des informations les concernant fournies dans les comptes annuels globalisés ;

- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent des opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au Comité des Comptes

Nous remettons un rapport au Comité des Comptes qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité des comptes figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité des comptes la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 822-10 à L. 822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de Commissaire aux Comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité des comptes des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Paris-La Défense, le 17 avril 2019

Les Commissaires aux Comptes

DELOITTE & ASSOCIES
Jean – Vincent Coustel

MAZARS
Franck BOYER

B. — Comptes consolidés au 31 décembre 2018

I. — Bilan (En milliers d'euros)

Actif	Notes	31.12.2018 IFRS 9	31.12.2017 IAS 39
Caisse, banques centrales	1	3 236 588	4 182 765
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	2	1 179 263	22 981 741
Instruments dérivés de couverture	3	692 564	685 923
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	4a	11 323 695	
Actifs financiers disponibles à la vente	4b		38 031 257
Titres au coût amorti	5	163 949	
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés, au coût amorti	1	8 986 833	7 259 426
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	6	55 574 536	50 483 395
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		299 115	264 850
Actifs financiers détenus jusqu'à échéance			101 294
Placement des activités d'assurance	7	50 190 292	
Actifs d'impôts courants	8	224 673	209 205
Actifs d'impôts différés	9	149 446	54 848
Comptes de régularisation et actifs divers	10	867 127	2 170 984
Actifs non courants destinés à être cédés	27	444 230	-
Participation aux bénéfices différée	10a	-	-
Participations dans les entreprises mises en équivalence	11	201 775	190 347
Immeubles de placement	12	154 236	515 395
Immobilisations corporelles	13	257 761	253 085
Immobilisations incorporelles	14	435 758	427 580
Ecarts d'acquisition	15	538 461	572 684
Total de l'actif		134 920 302	128 384 779

Passif	Notes	31.12.2018 IFRS 9	31.12.2017 IAS 39
Banques centrales	16	-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	17	811 071	610 438
Instruments dérivés de couverture	3	427 735	398 672
Dettes représentées par un titre	18	12 770 678	10 787 859
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	16	7 117 358	9 814 554
Dettes envers la clientèle	19	54 555 163	49 436 172
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		63 361	46 800
Passifs d'impôts courants	8	127 008	119 045
Passifs d'impôts différés	9	133 565	152 025
Comptes de régularisation et passifs divers	20	2 063 634	5 471 948
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés	27	19 442	-
Passifs relatifs aux activités d'assurance	21	48 033 048	42 807 688
Provisions	22	423 551	394 857
Dettes subordonnées	23	1 667 088	1 892 773
Capitaux propres totaux		6 707 600	6 451 948
Capitaux propres part du Groupe		6 704 447	6 449 066
Capital et réserves liées	24	2 266 390	2 207 864
Réserves consolidées	24	3 896 397	3 531 437
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	25	104 372	281 644
Résultat de l'exercice		437 288	428 121
Intérêts minoritaires		3 152	2 882
Total du passif		134 920 302	128 384 779

II. — Compte de résultat

(en milliers d'euros)	Notes	31.12.2018 IFRS 9	31.12.2017 IAS 39
Intérêts et produits assimilés (1)	30	1 844 189	1 806 531
Intérêts et charges assimilées (1)	30	-1 164 720	-1 170 920
Commissions (produits)	31	622 640	648 546
Commissions (charges)	31	-142 399	-239 827
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	32	85 062	2 618
Gains ou pertes nets sur actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	33a	31 635	
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	33b		193 847
Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'instruments financiers au coût amorti	34	1	
Produit net des activités d'assurance	35	687 044	
Produits des autres activités	36	257 531	7 230 670
Charges des autres activités	36	-75 178	-6 381 859
Produit net bancaire		2 145 805	2 089 606
Charges générales d'exploitation	37	-1 394 211	-1 313 081
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	39	-119 314	-114 291
Résultat brut d'exploitation		632 280	662 234
Coût du risque de crédit	40	-63 679	-52 731
Résultat d'exploitation		568 601	609 503
Quote-part dans le résultat net des entreprises associées et des coentreprises mises en équivalence	11	248	23 919
Gains ou pertes nets sur autres actifs	41	4 829	-2 429
Variation de valeur des écarts d'acquisition	49	19 549	0
Résultat avant impôts		593 227	630 993
Impôt sur les bénéfices	42	-155 695	-202 751
Résultat net d'impôts des activités abandonnées		0	0
Résultat net		437 532	428 242
dont Intérêts minoritaires		244	120
Résultat net (part du groupe)		437 288	428 121

(1) Les intérêts calculés selon la méthode du TIE pour les instruments à la JVOCI ou au coût amorti sont présentés en note 30.

Etat du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	Notes	31.12.2018 IFRS 9	31.12.2017 IAS 39
Résultat net		437 532	428 242
Réévaluation des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables (nets d'impôts)		-28 869	
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente (nets d'impôts)		-49 440	2 624
Réévaluation des instruments dérivés de couverture d'éléments recyclables (nets d'impôts)		252	1 781
Quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres des entreprises MEE (nets d'impôts)		-399	-9 447
Eléments recyclables en résultat net		-78 456	-5 042
Ecart actuariel au titre des régimes à prestations définies (nets d'impôts)		-34 928	-4 960
Réévaluation du risque de crédit propre des passifs financiers ayant fait l'objet d'une option de comptabilisation à la juste valeur par résultat (nets d'impôts)		4 947	
Réévaluation des instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres (nets d'impôts) (1)		-7 942	
Quote-part non recyclable des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entreprises MEE (nets d'impôts)		-13 198	19
Eléments non recyclables en résultat net		-51 121	-4 941
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		-129 577	-9 983
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	43	307 955	418 259
dont part du Groupe		307 714	418 141
dont part des intérêts minoritaires		241	118

(1) Dont l'impact du transfert en réserves d'éléments non recyclables de 6 111 milliers d'euros

III. — Tableau de variation des capitaux propres

(en milliers d'euros)	Capital et réserves liées	Réserves consolidées	Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	Résultat part du groupe	Capitaux propres part du Groupe	Part des minoritaires	Capitaux propres consolidés
Capitaux propres au 01 janvier 2017	2 203 108	3 239 290	291 625	336 187	6 070 210	2 747	6 072 957
Augmentation / réduction de capital	4 756				4 756		4 756
Elimination des titres auto détenus					-		-
Emission d'actions de préférence					-		-
Composantes capitaux propres des instruments hybrides					-		-
Composantes capitaux propres dont le paiement est fondé sur des actions					-		-
Affectation du résultat 2016		336 187		-336 187	-		-
Distribution 2017 au titre du résultat 2016		-37 456			-37 456	-4	-37 460
Changement dans les participations dans les filiales sans perte de contrôle		-6 766			-6 766	-34	-6 800
Sous-total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires	2 207 864	3 531 255	291 625	-	6 030 744	2 709	6 033 453

Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			-9 981		-9 981	-2	-9 983
Résultat 2017				428 121	428 121	120	428 241
Sous-total	2 207 864	3 531 255	281 644	428 121	6 448 884	2 827	6 451 711
Effet des acquisitions et des cessions sur les intérêts minoritaires					-		-
Quote-part dans les variations de capitaux propres des entreprises associées et des coentreprises MEE		885			885		885
Changement de méthodes comptables					-		-
Autres variations		-703			-703	55	-648
Capitaux propres au 31 décembre 2017	2 207 864	3 531 437	281 644	428 121	6 449 066	2 882	6 451 948
Augmentation de capital	58 526				58 526		58 526
Elimination des titres auto détenus					-		-
Emission d'actions de préférence					-		-
Composantes capitaux propres des instruments hybrides					-		-
Composantes capitaux propres dont le paiement est fondé sur des actions					-		-
Affectation du résultat 2017		428 121		-428 121	-		-
Distribution 2018 au titre du résultat 2017		-36 824			-36 824	-3	-36 827
Changement dans les participations dans les filiales sans perte de contrôle					-		-
Sous-total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires	2 266 390	3 922 734	281 644	-	6 470 768	2 879	6 473 647
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		-5 143	-129 574		-134 717	-3	-134 720
Résultat 2018				437 288	437 288	244	437 532
Sous-total	2 266 390	3 917 591	152 070	437 288	6 773 339	3 120	6 776 459
Effet des acquisitions et des cessions sur les intérêts minoritaires		259			259		259
Quote-part dans les variations de capitaux propres des entreprises associées et des coentreprises MEE		-2 044			-2 044		-2 044
Changement de méthodes comptables					-		-
Autres variations (1)		-19 410	-47 697		-67 107	33	-67 074
Capitaux propres au 31 décembre 2018	2 266 390	3 896 396	104 373	437 288	6 704 447	3 153	6 707 600

(1) Les autres variations intègrent les impacts liés à IFRS 9 détaillés en note 5 FTA – Tableau de variation des capitaux propres

IV. — Tableau des flux de trésorerie nette

(en milliers d'euros)	31.12.2018	31.12.2017
Flux de trésorerie nets provenant des activités opérationnelles		
Résultat net	437 532	428 242
Impôt	155 695	202 751
Résultat avant impôt	593 227	630 993
Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	118 000	112 910
Dépréciation des écarts d'acquisition et des autres immobilisations	288	-572
Dotations nettes aux provisions et dépréciations	28 186	-17 639
Quote-part de perte/(bénéfice) dans les sociétés mises en équivalence	-248	-22 900
Perte nette/(gain net) des activités d'investissement	-13 288	-97 362
(Produits)/charges des activités de financement	-	-
Autres mouvements	1 522 419	3 142 728
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net et des autres ajustements	1 655 357	3 117 165
Opérations interbancaires	-2 135 555	1 905 386
Opérations avec la clientèle	-606 209	-1 541 732
Opérations sur autres actifs/passifs financiers	-323 378	-4 030 466
Opérations sur autres actifs/passifs non financiers	44 205	934 139
Dividendes reçus des entreprises mises en équivalence	874	-
Impôts versés	-178 852	-206 200
Diminution/(augmentation) nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles	-3 198 915	-2 938 873
Flux de trésorerie nets provenant des activités opérationnelles	-950 330	809 286
Flux de trésorerie nets provenant des activités d'investissement		
Actifs financiers et participations	-550 523	60 451
Immeubles de placement	7 939	-2 719
Immobilisations corporelles et incorporelles	-133 183	-130 081
Autres	-	-
Flux de trésorerie nets provenant des activités d'investissement	-675 767	-72 349
Flux de trésorerie nets provenant des activités de financement		
Flux de trésorerie provenant/à destination des actionnaires	55 700	-35 019
Autres flux de trésorerie nets provenant des activités de financement	1 528 000	-642 041
Flux de trésorerie nets provenant des activités de financement	1 583 700	-677 060
Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	-42 397	59 877
Flux de trésorerie nets provenant des activités opérationnelles	-950 330	809 286
Flux de trésorerie nets provenant des activités d'investissement	-675 767	-72 349
Flux de trésorerie nets provenant des activités de financement	1 583 700	-677 060

Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	3 874 179	3 814 302
Caisse, banques centrales (actif & passif)	4 182 765	3 617 196
Comptes (actif et passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	-308 586	197 106
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	3 831 782	3 874 179
Caisse, banques centrales (actif & passif) (Notes 1 et 16)	3 236 588	4 182 765
Comptes (actif et passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit (Notes 1; 7c; 16 et 21b)	595 194	-308 586
Variation de la trésorerie nette	-42 397	59 877

Le tableau des flux de trésorerie est présenté selon le modèle de la méthode indirecte.

La notion de trésorerie nette comprend le solde net des comptes de caisse, banques centrales ainsi que le solde net des prêts et emprunts à vue auprès des établissements de crédit.

Les variations de la trésorerie générée par l'activité opérationnelle enregistrent les flux de trésorerie générés par les activités du groupe, y compris ceux relatifs aux titres de créances négociables.

Les variations de trésorerie liées aux opérations de financement comprennent les changements liés aux capitaux propres et les dettes subordonnées.

V. — Annexe

Faits marquants de l'exercice

A mi-parcours du plan stratégique Arkéa 2020, le groupe Arkéa réalise au 31 décembre 2018 une performance remarquable et affiche un résultat net part du groupe de 437 M€, plus haut niveau historique du groupe.

L'efficacité du modèle économique diversifié d'Arkéa et la dynamique commerciale de tous les métiers se traduisent par une progression du PNBA de 2.7% à 2 146 M€, un niveau record pour le groupe.

Les ratios prudentiels et notamment de solvabilité restent très au-dessus des exigences réglementaires et confirment la solidité intrinsèque du groupe.

Au premier semestre 2018, le groupe, via sa filiale Financo, a finalisé l'acquisition du portefeuille d'activité de financement automobile de My Money Bank en France. Cette acquisition entraîne la reconnaissance d'un badwill dans le compte de résultat.

Au second semestre 2018, les investissements dans les Fintech, sur lesquels le groupe est en situation d'influence notable, rejoignent le périmètre de consolidation:

- Vivienne Investissement, société de gestion quantitative,
- Yomoni, société digitale de gestion sous mandat,
- Finassemble, société digitale de gestion de patrimoine,
- Jivai, comparateur en ligne d'assurance proposant des diagnostics à ses utilisateurs,
- Compagnie française des successions et des épargnants, plateformes en ligne de simulation et d'optimisation des frais de succession et de la retraite, et
- Linxo Group, agrégateur de comptes bancaires et suivi des dépenses.

Les entités Arkéa Capital Manager et SMSPG2, récemment constituées, sont consolidées en intégration globale.

Par ailleurs, le groupe Arkéa est entré en négociations exclusives avec NBB Lease pour la cession de sa filiale Leasecom, spécialisée dans la location financière de matériel évolutif pour les entreprises et les professionnels. La norme IFRS 5 « actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées » a été appliquée au 31 décembre 2018.

En outre, le groupe a procédé à la transmission universelle du patrimoine de la société CEOI-BIE à Arkéa, entraînant la sortie du périmètre de consolidation de cette entité.

Le projet d'indépendance du groupe a également marqué l'exercice 2018. Ainsi, le Conseil d'administration du Crédit Mutuel Arkéa, qui s'est tenu le 17 janvier 2018, a donné mandat aux dirigeants du groupe Crédit Mutuel Arkéa d'engager toute action permettant au Crédit Mutuel Arkéa de devenir un groupe bancaire coopératif et territorial, aux valeurs mutualistes, indépendant du reste du Crédit Mutuel.

Les Caisses Locales et les administrateurs des fédérations de Bretagne, du Sud-Ouest et du Massif Central ont été invités à voter lors du premier semestre 2018. 94.5 % des Caisses Locales qui se sont exprimées, se sont prononcées en faveur de l'indépendance pour Crédit Mutuel Arkéa.

Le Conseil d'administration de Crédit Mutuel Arkéa, en date du 29 juin 2018, a approuvé le schéma d'organisation cible du futur groupe indépendant. Sur ces bases, le groupe a engagé les travaux préparatoires à une séparation ordonnée de l'ensemble Crédit Mutuel.

La mise en œuvre opérationnelle de la sortie de l'ensemble Crédit Mutuel par le Groupe Arkéa, reste soumise à l'approbation des caisses locales. La consultation des caisses locales interviendra à l'issue des discussions et travaux en cours avec les autorités de supervision notamment, et sur la base d'un dossier de consultation finalisé.

Normes comptables appliquées

En application du règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002 sur l'application des normes internationales, le groupe Crédit Mutuel Arkéa a établi ses documents de synthèse au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2018 en conformité avec le référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) tel qu'adopté dans l'Union Européenne et applicable à cette date. Ils sont présentés selon la recommandation 2017-02 de l'autorité des normes comptables (ANC).

Au 31 décembre 2018, le groupe applique les normes en vigueur au 1^{er} janvier 2018 adoptées par l'Union européenne.

Le groupe n'a pas anticipé l'application des nouvelles normes et interprétations adoptées par l'Union européenne lorsque l'application en 2018 n'est qu'optionnelle.

IFRS 9 Instruments financiers

Le groupe applique la norme IFRS 9 depuis le 1^{er} janvier 2018.

La norme IFRS 9 remplace la norme IAS 39 Instruments financiers « comptabilisation et évaluation ». Elle définit de nouvelles règles en matière de :

- classement et d'évaluation des instruments financiers (phase 1)
- dépréciation du risque de crédit des actifs financiers (phase 2)
- comptabilité de couverture, hors opérations de macro-couverture (phase 3).

Le classement et l'évaluation ainsi que le nouveau modèle de dépréciation d'IFRS 9 sont appliqués rétrospectivement en ajustant le bilan d'ouverture au 1er janvier 2018 (impact en capitaux propres), sans obligation de retraiter les exercices présentés en comparatif.

Ainsi, le groupe présente ses comptes 2018 sans comparatif 2017 au format IFRS 9, l'explication du passage des portefeuilles entre les deux référentiels et les impacts sur les capitaux propres au 1er janvier 2018 sont présentés ci-dessous (partie Notes – First Time Application). Le groupe n'applique pas la phase 3 qui est optionnelle ; la couverture restant donc comptabilisée selon IAS 39 telle qu'adoptée par l'Union européenne.

La mise en œuvre d'IFRS 9 concerne l'ensemble des activités du groupe à l'exception des entités assurance qui bénéficient du différé d'application à 2022, prévu par l'amendement à IFRS 4, tel qu'adopté par l'Union européenne.

Le détail des principes IFRS 9 appliqué par le groupe est présenté dans la partie Principes comptables et méthodes d'évaluation.

Notes – First Time Application

Les principaux impacts de la première application d'IFRS 9 au 1er janvier 2018 sont les suivants :

Note 1 – Tableau de passage IAS 39 – IFRS 9 / Classement et évaluation

Ce tableau présente les encours bruts.

Classes d'évaluation IAS 39	Soldes au 31.12.2017 IAS 39	Natures d'instrument et catégories comptables IAS 39	Soldes détaillés au 31.12.2017 IAS 39	Natures d'instrument et catégories comptables IFRS 9	Reclassement à iso valeur	Réévaluation	Reclassement Assurances	Autres reclassements (1)	Solde au 01.01.2018 IFRS 9
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	22 981 741	Actifs financiers détenus à des fins de transaction dont Instruments dérivés Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat sur Option Instruments de dette et prêts à la juste valeur par résultat sur Option	364 055 16 802 014 5 815 672	Actifs financiers détenus à des fins de transaction dont Instruments dérivés Instruments de capitaux propres évalués à la juste valeur par résultat Instruments de capitaux propres désignés comme évalués à la juste valeur par capitaux propres Instruments de dette désignés comme évalués à la juste valeur par résultat Instruments de dette ou prêts obligatoirement évalués à la juste valeur par résultat Instruments de dette évalués à la juste valeur par résultat - trading Instruments de dette évalués à la juste valeur par capitaux propres Titres au coût amorti	-79 238 -30 042 109 280	-116	-686 -16 618 709 -5 776 248		363 253 104 067 9 382 109 280
Actifs financiers disponibles à la vente	38 031 257	Instruments de capitaux propres disponibles à la vente Instruments de dette disponibles à la vente	2 221 955 35 809 302	Instruments de capitaux propres désignés comme évalués à la juste valeur par capitaux propres Instruments de capitaux propres évalués à la juste valeur par résultat Instruments de dette évalués à la juste valeur par capitaux propres Instruments de dette désignés comme évalués à la juste valeur par résultat Instruments de dette obligatoirement évalués à la juste valeur par résultat Titres au coût amorti	-247 394 159 001 -217 765 215 374 78 118		-1 501 201 -25 457 286 -1 577	2 -3 -4 3	473 360 159 003 10 134 248 215 370 76 543
Actifs financiers au coût amorti	60 966 932	Caisse, banques centrales Prêts et Créances sur les établissements de crédit Prêts et Créances sur la clientèle (hors location financement) Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	4 182 765 7 259 426 49 423 447 101 294	Caisse, banques centrales Prêts et Créances sur les établissements de crédit, au coût amorti Prêts et Créances, à la juste valeur par résultat Prêts et Créances sur la clientèle, au coût amorti (hors location financement) Prêts et Créances, à la juste valeur par résultat Titres au coût amorti Instruments de dette évalués à la juste valeur par capitaux propres Instruments de dette désignés comme évalués à la juste valeur par résultat Instruments de dette obligatoirement évalués à la juste valeur par résultat	-62 994 63 441 -82 367 94 587	-663	-20 264 -107 655 -6 708	425 075 609 156 70 246 1 180	4 182 765 7 601 243 63 387 49 315 948 82 465 97 229
Soldes IFRS 9 au 01.01.2018					Actifs financiers à la juste valeur par résultat Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres Actifs financiers au coût amorti				1 120 970 10 607 608 61 258 964

(1) Les autres reclassements intègrent les reclassements des dépôts de garantie en instruments financiers conformément à la recommandation de l'ANC 2017-02.

Application des dispositions d'IFRS 9 en matière de classement aux actifs financiers pour les actifs qui ont changé de classement :

- Les instruments de capitaux propres sont par défaut évalués à la juste valeur par résultat. Ceux qui ont été désignés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables ont été soumis à un comité de validation (comité exécutif).

• Les instruments de dette ont été analysés selon les deux critères suivants :

(i) Modèle de gestion : les portefeuilles ont été affectés à un modèle de gestion « Collecte », « Collecte et vente » ou « Autres » selon les critères définis par IFRS 9 et appliqués en date de première application.

(ii) L'analyse des critères SPPI – Solely Payments of Principal and Interests (cf. principes comptables) à date de comptabilisation initiale.

La majorité des actifs financiers qui étaient évalués au coût amorti continuent à remplir les conditions pour une comptabilisation au coût amorti selon IFRS 9.

Les principaux reclassements concernent :

- Pour les portefeuilles de crédits : des crédits spécifiques octroyés à des établissements de crédit
- Pour les portefeuilles de titres d'investissement : des obligations structurées ou dont les taux d'intérêt variables ne sont pas en phase avec la valeur temps des tombées de coupon.

Les principaux reclassements des titres de dette qui étaient évalués à la juste valeur par capitaux propres (actifs disponibles à la vente) et qui sont reclassés à la juste valeur par résultat concernent :

- Des parts d'OCPVM ou de FCPR
- Des titrisations

Note 2 – Reclassement IFRS 9 des actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option sous IAS 39

Reclassement des actifs à la JVR par Option au 31.12.2017 (IAS 39) et qui ne sont plus désignés ainsi au 01.01.2018 (IFRS 9)			Catégorie comptable cible
en milliers d'euros	Reclassement imposé par la norme	Reclassement sur choix du Groupe	
Instruments de capitaux propres	104 067		Instruments de capitaux propres évalués à la juste valeur par résultat
Instruments de dette et Prêts	109 280		Instruments de capitaux propres évalués à la juste valeur par capitaux propres
			Instruments de dette évalués à la juste valeur par résultat
			Instruments de dette évalués à la juste valeur par capitaux propres
			Instruments de dette au coût amorti

Il s'agit principalement des titres de capitaux propres pour lesquels l'option n'existe plus ainsi que des instruments de dette qui étaient classés à la juste valeur par résultat sur option car ils incluaient un dérivé incorporé.

Aucun actif n'est nouvellement désigné à la juste valeur par le biais du résultat net à la date de première application.

Note 3 – Suivi des justes valeurs pour les instruments reclassés au coût amorti et ceux reclassés de la juste valeur par résultat à la juste valeur par capitaux propres

Classification IAS 39	Classification IFRS 9	Juste valeur à la date de clôture	Profits/pertes sur juste valeur qui auraient été comptabilisés en Résultat net ou en Capitaux Propres sur la période s'ils n'avaient pas été reclassés
Actifs détenus à des fins de transaction <i>Juste valeur par résultat</i>	Instruments de capitaux propres évalués à la juste valeur par capitaux propres		
	Instruments de dette évalués à la juste valeur par capitaux propres		
	Instruments de dette au coût amorti		
Actifs évalués à la juste valeur par résultat sur Option <i>Juste valeur par résultat</i>	Instruments de capitaux propres évalués à la juste valeur par capitaux propres		
	Instruments de dette évalués à la juste valeur par capitaux propres		
	Instruments de dette au coût amorti		
Actifs disponibles à la vente <i>Juste valeur par capitaux propres</i>	Instruments de dette au coût amorti	71 783	-1 009

Note 4 – Tableau de passage IAS 39 – IFRS 9 / Dépréciation

a- Variations de corrections de valeur pour dépréciation en date de FTA

	IAS 39	IFRS 9	Solde de clôture des corrections de valeur pour dépréciation ou provisions IAS 39 / IAS 37	Impacts des Provisions collectives IAS 39 / Buckets 1 et 2 IFRS 9	Autres impacts (Var. des provisions dues au reclassement de l'actif et élimination des provisions sur instruments de capitaux propres)	Solde d'ouverture des corrections de valeur pour pertes IFRS 9
Actifs...	...Évalués à la juste valeur par résultat <i>Juste valeur par résultat</i>	Juste valeur par résultat				
		juste valeur par capitaux propres				
		Coût amorti				
	...Disponibles à la vente <i>Juste valeur par capitaux propres</i>	Juste valeur par résultat	-14 253		14 253	0
		juste valeur par capitaux propres	-21 542	-4 783	21 542	-4 783
		Coût amorti		-1 271		-1 271
	...Détenus jusqu'à l'échéance <i>Coût amorti</i>	Juste valeur par résultat				
		juste valeur par capitaux propres				
		Coût amorti				
	Prêts et Créances sur les établissements de crédit <i>Coût amorti</i>	Juste valeur par résultat				
		juste valeur par capitaux propres				
		Coût amorti	0	-1 700		-1 700

	Prêts et Créances sur la clientèle (hors Location fin.) Coût amorti	Juste valeur par résultat juste valeur par capitaux propres Coût amorti	-948 751	-70 224		-1 018 975
	Location financement		-48 610	-23 240		-71 850
	Autres actifs		0			0
Engagements donnés	Engagements de financement			-14 454		-14 454
	Garanties financières			-3 963		-3 963
	Autres engagements donnés					

b - Présentation borne d'ouverture IFRS 9

Natures d'instrument et catégories comptables IFRS 9		Assiette de calcul - Provisions IFRS 9			Borne d'ouverture - Provisions IFRS 9		
		Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3
Juste valeur par capitaux propres	Instruments de dette	10 060 849	78 182	0	-4 607	-176	0
	Prêts et créances	0	0	0	0	0	0
Coût amorti	Instruments de dette	133 603	25 405	0	-228	-1 043	0
	Prêts et Créances sur les établissements de crédit	7 601 243	0	0	-1 700	0	0
	Prêts et Créances sur la clientèle (hors location financement)	45 639 247	2 266 119	1 410 582	-94 218	-122 497	-802 260
	Location financement	1 686 505	153 317	70 937	-12 763	-10 477	-48 610

Note 5 – Tableau de variation des capitaux propres

	Capital et réserves liées au capital	Réserves consolidées	Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	Résultat part du groupe	Capitaux propres part du Groupe	Part des minoritaires	Capitaux propres consolidés
Capitaux propres au 31 décembre 2017	2 207 864	3 531 437	281 644	428 121	6 449 066	2 882	6 451 948
Reclassement		70 435	-70 532		-97		-97
Dépréciation		-119 657	4 789		-114 868		-114 868
Impôts différés		30 971	18 046		49 017		49 017
Capitaux propres au 1er janvier 2018	2 207 864	3 513 186	233 947	428 121	6 383 118	2 882	6 386 000

Suite à la précision de l'IFRS Interpretations Committee (IFRIC) sur la question du traitement comptable, sous IFRS 9, d'une renégociation de dette, le groupe Crédit Mutuel Arkéa n'a pas ajusté le coût amorti des passifs renégociés au regard du caractère non significatif des montants en jeu.

IFRS 15 Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients

Cette norme définit les principes de comptabilisation du chiffre d'affaires relatif aux contrats conclus avec des clients à l'exception des contrats qui relèvent de normes spécifiques notamment celles relatives aux locations, aux contrats d'assurance et aux instruments financiers. Il convient de respecter 5 étapes : identification du contrat conclu avec le client, identification des obligations de performance incluses dans le contrat, détermination du prix de transaction du contrat, allocation du prix de transaction aux différentes obligations de performance et reconnaissance du revenu lorsqu'une obligation de performance est remplie.

Des amendements viennent notamment apporter des clarifications sur sa mise en œuvre pour les points suivants : identification des obligations de prestations, distinction agent / principal, licences de propriété intellectuelle.

L'Union européenne a adopté la norme IFRS 15 le 29 octobre 2016 qui est applicable depuis le 1er janvier 2018.

L'analyse de la norme et l'identification de ses effets potentiels ont conclu à l'absence d'impact significatif pour le groupe ; les modalités de comptabilisation des revenus d'activités n'ont donc pas fait l'objet de modification.

Autres normes

D'autres amendements présentent des impacts peu ou non significatifs pour le groupe.

Ils concernent :

- l'application de l'option à la juste valeur par résultat par les entités de capital-risque/développement, sur leurs entreprises associées et coentreprises. L'amendement à IAS 28 précise que cette option peut s'exercer entité par entité,
- des indications sur les transferts depuis la catégorie immeubles de placement ou vers celle-ci (IAS 40),
- les transactions dont le paiement est fondé sur des actions selon IFRS 2.

Les modifications portent sur :

- la comptabilisation des conditions d'acquisition de droits sur l'évaluation des transactions réglées en trésorerie,
- les transactions incluant un dispositif de règlement sur base nette lié à une retenue fiscale à la source,
- la modification des modalités d'un paiement fondé sur des actions qui donne lieu à un changement dans le classement de la transaction, qui est réglée en instruments de capitaux propres plutôt qu'en trésorerie.

Principale norme adoptée par l'Union européenne et non encore appliquée**IFRS 16 Contrats de location**

Suite à l'homologation par l'Union Européenne le 31 octobre 2017 de la norme IFRS 16 Contrats de location, l'application de cette norme est obligatoire à compter du 1er janvier 2019 pour les entités présentant leurs comptes selon le référentiel IFRS.

Le groupe Crédit Mutuel Arkéa appliquera cette norme sans avoir recours au dispositif d'application anticipée.

IFRS 16 exige l'inscription de la plupart des contrats de location au bilan, y comptabilisant ainsi de nouveaux actifs et passifs. Des exemptions existent notamment sur les contrats portant sur des locations de courte durée et/ou sur des actifs de faible valeur.

La mise en œuvre de cette norme entraînera, en termes de présentation, les principaux effets suivants :

- Au bilan : comptabilisation d'un actif « Droit d'utilisation » amorti sur la durée de la location (durée établie selon les dispositions prévues par IFRS 16) en contrepartie d'un passif de loyer (correspondant à la valeur actualisée des loyers au taux marginal d'endettement);
- Au compte de résultat : la charge de loyers sera, sous IFRS 16, comptabilisée en partie en dotation aux amortissements au sein du résultat opérationnel et en partie en charges financières d'intérêts.

L'analyse de la norme par le groupe s'est poursuivie tout au long de l'exercice 2018.

Ses contrats de location concernent principalement des actifs immobiliers (locations d'agences, d'immeubles de bureaux,...) et des locations de matériel informatique.

Les impacts potentiels d'IFRS 16 sur les états financiers du groupe ont été jugés peu significatifs.

Au 1^{er} janvier 2019, le groupe CM Arkéa adoptera IFRS 16 selon la méthode rétrospective modifiée.

Principale norme non encore adoptée par l'Union européenne

IFRS 17 Contrats d'assurance

Le 18 mai 2017, la Fondation IFRS a publié la nouvelle norme IFRS 17 « Contrats d'assurance ». IFRS 17 remplace la norme IFRS 4 « Contrats d'assurance » publiée en 2004. IFRS 4 a autorisé les sociétés à continuer à utiliser les règles comptables nationales en matière de contrats d'assurance, ce qui a donné lieu à une multitude d'approches différentes et a rendu difficile pour les investisseurs toute comparaison des performances financières des différentes sociétés.

IFRS 17 apporte une réponse aux problèmes de comparaison créés par IFRS 4 en exigeant la comptabilisation de tous les contrats d'assurance de façon homogène.

Sous réserve de son adoption par l'Union Européenne, la norme IFRS 17 entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2022.

Le groupe a lancé un groupe de travail pour analyser la norme et ses principaux impacts.

Les normes adoptées par l'Union Européenne sont consultables sur le site internet de la commission européenne :

https://ec.europa.eu/info/law/international-accounting-standards-regulation-ec-no-1606-2002/amending-and-supplementary-acts/acts-adopted-basis-regulatory-procedure-scrutiny-rps_fr

Principes comptables et méthodes d'évaluation

Le groupe applique la norme IFRS 9 pour la comptabilisation des instruments financiers depuis le 1er janvier 2018 pour son activité banque. Le périmètre de l'activité assurance continue d'appliquer la norme IAS 39 suite à l'adoption de l'exemption temporaire d'appliquer IFRS 9, prévue par l'amendement à IFRS 4.

Pour bénéficier de ce report, les conditions suivantes doivent être remplies :

- l'absence de transfert d'instruments financiers entre le secteur de l'assurance et les autres secteurs du conglomerat (à l'exception des instruments financiers à la juste valeur par le résultat pour les deux secteurs concernés par le transfert),
- l'indication des entités d'assurances bénéficiant du report d'application de la norme IFRS 9,
- l'apport d'informations complémentaires en notes d'annexe en présentant séparément les activités relatives à l'assurance de celles de la banque.

Respectueuses des conditions énumérées ci-dessus, les entités du groupe bénéficiant du report d'application d'IFRS 9 sont Suravenir et Suravenir Assurances.

Les principes comptables et les règles d'évaluation propres aux actifs et passifs générés par l'émission des contrats d'assurance, sont établis conformément à la norme IFRS 4.

Hormis les cas cités ci-dessus, les autres actifs détenus et passifs émis par les sociétés d'assurance suivent les règles communes à tous les actifs et passifs du groupe.

Principes comptables pour l'activité banque

La norme IFRS 9 distingue des règles de classification comptable différentes pour les instruments de capitaux propres (ou actions ou autres titres à revenu variable) et pour les instruments de dettes (ou obligations, prêts ou autres titres à revenu fixe).

Pour déterminer la catégorie comptable des instruments de dettes (titres de dettes, prêts et créances), l'analyse des deux critères suivants est nécessaire :

- Le modèle de gestion qui synthétise la manière dont l'entité gère ses actifs financiers afin de produire des flux de trésorerie : « Collecte de flux de trésorerie », « Collecte de flux de trésorerie et vente » ou « Autres » ;
- La nature des flux de trésorerie qui seront dits « SPPI – Solely payments of principal and interests » s'ils correspondent à des flux de trésorerie d'un prêt basique et plus précisément si « les conditions contractuelles donnent lieu, à des dates spécifiées, à des flux de trésorerie qui correspondent uniquement à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts sur le principal restant dû ».

- Modèles de gestion

Le modèle de gestion représente la manière dont sont gérés les instruments pour générer des flux de trésorerie et des revenus. Il repose sur des faits qui peuvent être observés, et n'est pas fondé sur une simple intention du management. Il ne s'apprécie pas au niveau de l'entité, ni instrument par instrument, mais est fondé sur un niveau de regroupement supérieur, qui reflète la façon dont les groupes d'actifs financiers sont gérés collectivement. Il se détermine à l'initiation et peut être remis en cause en cas de changement de modèle.

Pour le déterminer, il est nécessaire d'observer toutes les indications disponibles, dont :

- la manière dont est reportée la performance de l'activité aux décisionnaires,
- le mode de rémunération des gestionnaires,
- la fréquence, le calendrier et les volumes des ventes des périodes précédentes,
- la raison des ventes,
- les prévisions de ventes futures,
- la manière dont est évalué le risque.

Dans le cadre du modèle de collecte, certains exemples de cessions autorisées sont indiqués explicitement dans la norme :

- en lien avec une augmentation du risque de crédit,
- proches de la maturité.

Ces cessions « autorisées » ne sont pas prises en compte dans l'analyse du caractère significatif et fréquent des ventes réalisées sur un portefeuille. Par ailleurs, les cessions liées à des changements du cadre réglementaire ou fiscal feront l'objet d'une documentation au cas-par-cas afin de démontrer le caractère "non fréquent" de telles cessions.

Pour les autres cas de cessions, des seuils ont été définis en fonction de la maturité du portefeuille titres (le groupe ne cède pas ses crédits).

Le groupe a développé principalement un modèle de collecte des flux contractuels des actifs financiers, qui s'applique notamment aux activités de financement des clients.

Il gère également des actifs financiers sur la base d'un modèle fondé sur la collecte des flux contractuels des actifs financiers et sur la vente de ces actifs. Au sein du groupe, le modèle de collecte des flux contractuels et vente s'applique essentiellement aux activités de gestion de trésorerie et de gestion du portefeuille de liquidité.

- Caractéristiques des flux de trésorerie

Les flux de trésorerie contractuels, qui représentent uniquement des remboursements de principal et des versements d'intérêts sur le principal restant dû, sont compatibles avec un contrat dit basique.

Dans un contrat basique, les intérêts représentent principalement la contrepartie de la valeur temps de l'argent (y compris en cas d'intérêts négatifs) et du risque de crédit. Les intérêts peuvent également inclure le risque de liquidité, les frais de gestion administrative de l'actif, ainsi qu'une marge commerciale.

Toutes les clauses contractuelles doivent être analysées, notamment celles qui pourraient modifier l'échéancier ou le montant des flux de trésorerie contractuels. La possibilité contractuelle, pour l'emprunteur ou le prêteur, de rembourser par anticipation l'instrument financier demeure compatible avec le caractère SPPI (Seulement Paiement de Principal et d'Intérêts) des flux de trésorerie contractuels dès lors que le montant remboursé représente essentiellement le principal restant dû et les intérêts courus ainsi que, le cas échéant, une indemnité compensatoire raisonnable.

L'analyse des flux de trésorerie contractuels peut également nécessiter leur comparaison avec ceux d'un instrument de référence, lorsque la composante valeur temps de l'argent incluse dans les intérêts est susceptible d'être modifiée en raison des clauses contractuelles de l'instrument. C'est le cas, par exemple, si le taux d'intérêt de l'instrument financier est révisé périodiquement, mais que la fréquence des révisions est décorrélée de la durée pour laquelle le taux d'intérêt est établi (révision mensuelle d'un taux à un an par exemple) ou si le taux d'intérêt de l'instrument financier est révisé périodiquement sur la base d'une moyenne de taux d'intérêt.

Si l'écart entre les flux contractuels non actualisés de l'actif financier et ceux de l'instrument de référence est significatif ou peut le devenir, cet actif financier ne pourra pas être considéré comme basique.

Selon les cas, l'analyse est qualitative ou quantitative. Le caractère significatif ou non de l'écart s'apprécie pour chaque exercice, et cumulativement sur la durée de vie de l'instrument. L'analyse quantitative tient compte d'un ensemble de scénarios raisonnablement possibles.

Actifs financiers à la juste valeur par résultat

Les actifs financiers à la juste valeur par résultat sont constitués notamment par les titres de dettes (à taux fixe ou variable) et les prêts aux établissements de crédits et à la clientèle :

- détenus à des fins de transaction (modèle de gestion « Revente ») ; ou
- relevant de l'application de l'option ouverte par la norme IFRS 9 permettant de désigner un instrument financier en juste valeur par résultat si cela élimine ou réduit significativement une incohérence de traitement comptable ; ou
- dont les flux de trésorerie ne correspondent pas à ceux d'un prêt basique (flux de trésorerie « non SPPI ») ; les instruments de type OPC (Organisme de Placement Collectif) et FCP (Fonds Commun de Placement) seront comptabilisés à ce titre.

Par défaut, les titres de capitaux propres seront également comptabilisés à la juste valeur par résultat.

Les actifs à la juste valeur par résultat sont initialement comptabilisés à leur juste valeur, hors frais d'acquisition et coupons courus inclus.

Les revenus courus ou acquis des titres à revenu fixe sont comptabilisés en résultat, dans la rubrique intitulée « intérêts et produits assimilés » selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise exactement les flux de trésorerie futurs à l'encours net d'origine. Les dividendes reçus des titres à revenu variable sont enregistrés en compte de résultat dans la rubrique « gains ou pertes nets sur actifs financiers à la juste valeur par résultat ».

Sont également comptabilisés dans la rubrique « gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat » les variations de juste valeur de la période, en date d'arrêt, ainsi que les plus ou moins-values réalisées sur des actifs de cette catégorie.

Aucune dépréciation n'est enregistrée sur les actifs à la juste valeur par résultat, le risque de contrepartie étant intégré dans la valeur de marché (juste valeur).

Instruments financiers dérivés de transaction et de couverture – actif et passif

Conformément à l'option proposée par IFRS 9 dans l'attente de la finalisation et de l'adoption du volet IFRS 9 relatif à la macro-couverture, le groupe Crédit Mutuel Arkéa a décidé de ne pas adopter le volet Couverture IFRS 9 et continue d'appliquer l'intégralité des dispositions IAS 39 en matière de couverture.

Toutefois, les informations complémentaires sur la couverture requises par la norme IFRS 7 amendée sont présentées à compter du 1^{er} janvier 2018.

Les instruments financiers dérivés sont considérés par défaut comme des instruments de transaction, sauf à pouvoir être qualifiés comptablement de couverture.

Le groupe traite principalement des instruments dérivés simples (swaps, options vanilles), notamment de taux et classés en niveau 2 de la hiérarchie de juste valeur.

Les instruments dérivés font l'objet de conventions cadres de compensation permettant en cas de défaut de la contrepartie de compenser les positions gagnantes et perdantes. Le groupe négocie des accords-cadres de compensation de type ISDA (International Swaps and Derivatives Association) à chaque transaction de dérivés.

Cependant, ces dérivés ne font pas l'objet d'une compensation comptable au bilan, conformément à IAS 32.

A travers ces contrats de collatéralisation, le groupe reçoit ou verse en garantie uniquement du cash.

La norme IFRS 13 prévoit la prise en compte du risque de crédit propre dans la valorisation des passifs financiers dérivés (Debt Value Adjustment – DVA) et l'évaluation du risque de contrepartie sur les dérivés actifs dans la juste valeur des dérivés (Credit Value Adjustment – CVA).

Le groupe calcule la CVA et la DVA sur des instruments financiers dérivés pour chaque contrepartie avec laquelle il est exposé.

Le calcul de la CVA résulte du produit entre l'exposition attendue positive du groupe vis-à-vis de la contrepartie, estimée selon la méthode dite de Monte Carlo, multipliée par la probabilité de défaut (PD) de la contrepartie et par le taux des pertes en cas de défaut (LGD). Le calcul de la DVA résulte du produit entre l'exposition attendue négative du groupe vis-à-vis de la contrepartie, estimée selon la méthode dite de Monte Carlo, multipliée par la probabilité de défaut (PD) du groupe et par le taux des pertes en cas de défaut (LGD).

La méthodologie de calcul s'appuie sur les données de marché, notamment sur les courbes CDS (credit default swap) pour l'estimation des PD.

Le FVA (« Funding Valuation Adjustment ») a pour objet de matérialiser le coût de financement des positions sur instruments dérivés qui ne font pas l'objet d'échange de collatéral. Le calcul du FVA résulte du produit entre l'exposition attendue du groupe vis-à-vis de la contrepartie, multipliée par une estimation du coût de financement sur les marchés.

Le montant comptabilisé au bilan au titre des ajustements de valeur au 31 décembre 2018 est de 23,2 M€.

Pour qualifier un instrument financier dérivé de couverture, le groupe établit une documentation formalisée de l'opération de couverture dès la mise en place : stratégie de couverture, désignation de l'instrument ou de la portion d'instrument couvert, nature du risque couvert, désignation de l'instrument de couverture, modalités d'évaluation de l'efficacité de la relation de couverture. Conformément à cette documentation, le groupe évalue, lors de sa mise en place et au moins semestriellement, l'efficacité de la relation de couverture. Une relation de couverture est considérée comme efficace :

- si le rapport entre la variation de valeur des dérivés de couverture et la variation de valeur des instruments couverts pour le risque couvert est compris entre 80 % et 125 % ; et
- si les variations de valeur des dérivés de couverture attendues sur la durée de vie résiduelle de ces dérivés compensent celles attendues sur les instruments couverts pour le risque couvert.

En fonction de la nature du risque couvert, le groupe désigne l'instrument financier dérivé comme un instrument de couverture de juste valeur ou de flux de trésorerie.

- Risques couverts :

La micro-couverture est une couverture partielle des risques qu'encourt une entité sur les actifs et passifs qu'elle détient. Elle s'applique spécifiquement à un ou plusieurs actifs ou passifs pour lesquels l'entité couvre le risque de variation défavorable d'un type de risque, en intervenant via des dérivés.

La macro-couverture vise à immuniser l'ensemble du bilan du groupe contre des évolutions défavorables, notamment des taux.

Le groupe ne couvre comptablement que le risque de taux, via la micro-couverture ou plus largement par le biais de la macro-couverture.

La gestion globale du risque de taux est explicitée dans le rapport de gestion, tout comme les autres risques qui peuvent faire l'objet d'une couverture économique se traduisant par l'adossement naturel des actifs/passifs ou la comptabilisation des dérivés en transaction.

La micro-couverture s'effectue notamment dans le cadre des asset swaps, et vise généralement à transformer synthétiquement un instrument à taux fixe en un instrument à taux variable.

- Couverture de juste valeur :

La couverture de juste valeur a pour objet de réduire le risque de variation de juste valeur d'une opération financière. Elle est notamment utilisée pour couvrir le risque de taux des actifs et passifs à taux fixe.

Dans le cas d'opérations de couverture de juste valeur, la variation de juste valeur du dérivé est inscrite en résultat dans le poste « gains ou pertes sur instruments financiers à la juste valeur par résultat », symétriquement à la réévaluation du risque couvert. Seule apparaît en résultat l'éventuelle inefficacité de la couverture. Elle peut résulter de :

- la composante « risque de contrepartie » intégrée dans la valeur des dérivés,
- la différence de courbe de valorisation entre les éléments couverts et de couverture. En effet, les swaps sont valorisés avec une courbe OIS (Overnight Indexed Swap) s'ils sont collatéralisés ou avec une courbe BOR dans le cas inverse. Les éléments couverts sont valorisés avec une courbe BOR.

Les instruments financiers dérivés utilisés dans le cadre d'opérations de macro-couverture ont pour objet de couvrir de façon globale tout ou partie du risque structurel de taux issu principalement des activités de la banque de détail. Pour le traitement comptable de ces opérations, le groupe applique les dispositions prévues par la norme IAS 39 adoptée par l'Union européenne (dite IAS 39 « carve-out »).

Le traitement comptable des instruments financiers dérivés qualifiés comptablement de macro-couverture de juste valeur est identique à celui des dérivés de couverture de juste valeur. La variation de juste valeur des portefeuilles couverts est enregistrée sur une ligne spécifique du bilan, intitulée « écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux », par la contrepartie du compte de résultat. L'efficacité des couvertures est contrôlée de manière prospective en s'assurant que les dérivés, lors de leur mise en place, réduisent le risque de taux du portefeuille couvert. Les relations de couverture doivent être déqualifiées lorsque les sous-jacents qui leur sont associés deviennent insuffisants à partir de la dernière date à laquelle l'efficacité de la couverture a été constatée.

- Couverture de flux de trésorerie :

La couverture de flux de trésorerie a pour objet de réduire le risque lié à la variation des flux de trésorerie futurs des instruments financiers. Elle est notamment utilisée pour couvrir le risque de taux des actifs et passifs à taux révisable.

Dans le cas d'opérations de couverture de flux de trésorerie, la partie efficace de la variation de juste valeur du dérivé est inscrite dans une ligne spécifique des capitaux propres « gains et pertes latents comptabilisés directement en capitaux propres », tandis que la partie inefficace est constatée dans le compte de résultat dans le poste « gains ou pertes sur instruments financiers à la juste valeur par résultat ».

Tant que la couverture est efficace, les montants inscrits en capitaux propres sont transférés en résultat, en « produits et charges d'intérêts » au même rythme que les flux de l'instrument couvert affectent le résultat. En cas d'interruption de la relation de couverture ou si elle n'est plus hautement efficace, la comptabilité de couverture cesse. Les montants cumulés inscrits en capitaux propres au titre de la réévaluation du dérivé de couverture sont transférés dans le compte de résultat en « produits et charges d'intérêts » au moment où la transaction couverte affecte elle-même le résultat ou lorsqu'il est déterminé qu'elle ne se réalisera pas.

La couverture d'investissements nets en devises n'est pas utilisée par le groupe.

Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres

Les actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres sont constitués des titres (à taux fixe ou variable) :

- détenus en vue de collecter les flux de trésorerie inhérents à l'instrument et de générer des gains et pertes dans le cadre de cessions; et
- dont les flux de trésorerie correspondent à ceux d'un prêt basique (flux de trésorerie « SPPI »).

Ces instruments de dettes à la juste valeur par capitaux propres sont initialement comptabilisés pour leur juste valeur, à savoir leur prix d'acquisition, frais d'acquisition - s'ils sont significatifs - et coupons courus inclus. En date d'arrêté, ces titres sont évalués à leur juste valeur, la contrepartie des variations de valeur étant enregistrée sur une rubrique spécifique des capitaux propres « gains et pertes latents comptabilisés directement en capitaux propres ».

Ces gains ou pertes latents comptabilisés en capitaux propres ne sont constatés en compte de résultat qu'en cas de cession ou de dépréciation au titre du risque de crédit.

Les revenus courus ou acquis de titres à revenu fixe sont comptabilisés en résultat dans la rubrique intitulée « intérêts et produits assimilés » selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Cette catégorie inclut également les instruments de capitaux propres qui relèvent de l'application de l'option irrévocable ouverte par la norme IFRS 9 lors de la comptabilisation initiale. Ce choix irrévocable est opéré, transaction par transaction, c'est-à-dire à chaque entrée d'un titre en portefeuille.

Ces actifs ne font pas l'objet de dépréciation.

Les gains ou pertes latents comptabilisés en capitaux propres sur ces instruments ne sont jamais constatés en compte de résultat pour les titres de capitaux propres, même en cas de cession.

Les dividendes reçus des titres à revenu variable sont enregistrés en compte de résultat dans la rubrique « gains ou pertes nets sur actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres ».

Actifs financiers au coût amorti

Les actifs financiers au coût amorti respectent les critères suivants :

- ils sont détenus en vue de collecter les flux de trésorerie inhérents à l'instrument ; et
- les flux de trésorerie correspondent à ceux d'un prêt basique (flux de trésorerie « SPPI »).

La grande majorité des prêts et créances du groupe Crédit Mutuel Arkéa sur les établissements de crédit et sur la clientèle, qui ne sont pas destinés à la vente dès leur octroi, sont comptabilisés dans la catégorie « prêts et créances au coût amorti ».

Les titres de dettes (à taux fixe ou variable) qui respectent les critères édictés précédemment sont également comptabilisés au coût amorti.

Ils sont comptabilisés initialement à leur valeur de marché, qui est, en règle générale, le montant net décaissé à l'origine y compris les coûts de transaction directement imputables à l'opération et les commissions analysées comme un ajustement du rendement effectif du prêt. En date d'arrêté, les actifs financiers sont évalués au coût amorti. Les intérêts, les coûts de transaction et les commissions inclus dans la valeur initiale des crédits sont étalés sur la durée de vie du crédit selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Ils contribuent ainsi à la formation du résultat sur la durée de vie du prêt.

En ce qui concerne les prêts, les commissions perçues sur des engagements de financement dont la probabilité qu'ils donnent lieu au tirage d'un prêt est faible, ou dont les utilisations sont aléatoires dans le temps et dans leur montant, sont étalées linéairement sur la durée de l'engagement.

Une restructuration en raison de difficultés financières de l'emprunteur se définit comme une modification des termes et conditions de la transaction initiale que le groupe n'envisage que pour des raisons économiques ou juridiques liées aux difficultés financières de l'emprunteur.

Pour les restructurations n'entraînant pas une décomptabilisation de l'actif financier, l'actif restructuré fait l'objet d'un ajustement de valeur ramenant sa valeur comptable au montant actualisé au taux d'intérêt effectif d'origine de l'actif des nouveaux flux futurs attendus. La modification de valeur de l'actif est enregistrée dans le compte de résultat, dans la rubrique « Coût du risque ».

La restructuration d'un prêt suite aux difficultés financières du débiteur entraîne novation du contrat. Suite à la définition de cette notion par l'Autorité Bancaire Européenne (ABE), le groupe a mis en place une identification des crédits restructurés (Forbearance) sur les créances.

Opérations de location financement avec la clientèle

Les opérations de location sont qualifiées d'opérations de location financement lorsqu'elles ont pour effet de transférer au locataire la quasi-totalité des risques et avantages liés à la propriété du bien loué. A défaut, elles sont qualifiées de location simple.

Les opérations de location financement sont enregistrées au bilan pour un montant correspondant à la valeur actualisée au taux d'intérêt implicite du contrat des paiements minimaux à recevoir du locataire, augmentés de toute valeur résiduelle non garantie. Les intérêts compris dans les loyers sont enregistrés au compte de résultat dans la rubrique « intérêts et produits assimilés ».

Dépréciation des actifs financiers et engagements donnés

Conformément aux dispositions IFRS 9, une provision pour pertes attendues est comptabilisée dès l'entrée de l'actif financier au bilan.

Les actifs financiers concernés incluent :

- les instruments de dettes (titres et prêts et créances) comptabilisés au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres
- les créances de location
- les autres créances, de type créances clients, créances relevant de la norme IFRS 15 *Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients*, etc.

Les engagements de financement ou de garantie donnés qui ne sont pas évalués à la juste valeur par résultat font également partie du périmètre soumis à dépréciation.

Les instruments de capitaux propres ainsi que les instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par résultat ne font pas l'objet de provisions pour dépréciation au titre du risque de crédit.

Des dépréciations sont également constituées sur les créances assorties de garanties, dès lors qu'il existe un risque de crédit attendu.

La dépréciation est enregistrée au sein de la rubrique « coût du risque » et peut être reprise en compte de résultat lorsque la provision pour perte attendue calculée diminue.

Dans le cadre du modèle de provisionnement IFRS 9, les actifs financiers faisant l'objet d'une provision pour dépréciation sont regroupés en 3 groupes, dit « buckets », selon le niveau de risque de crédit :

- Bucket 1 : la norme IFRS 9 introduit la notion de « perte attendue » ; en conséquence, le risque de crédit/contrepartie ne pouvant être nul quel que soit l'actif considéré, une provision pour risque de crédit individuelle est calculée (sur la base des pertes attendues à 1 an) et comptabilisée dès l'entrée de l'actif financier au bilan.
- Bucket 2 : si, pendant la durée de vie de l'instrument, le risque de crédit augmente significativement, l'encours est reclassé en bucket 2 et une provision pour perte attendue à maturité est comptabilisée.
- Bucket 3 : en cas de risque de crédit avéré (situation de défaut d'une contrepartie par exemple), l'encours est classé en bucket 3. Une provision pour perte attendue à maturité est comptabilisée.

Il y a perte avérée :

- lorsqu'il existe un ou plusieurs impayés depuis trois mois ;
- lorsque la situation d'une contrepartie présente des caractéristiques telles qu'indépendamment de l'existence de tout impayé, on peut conclure à l'existence d'un risque avéré ;
- s'il existe des procédures contentieuses concernant la contrepartie, notamment les procédures de surendettement, de redressement judiciaire, de règlement judiciaire, de liquidation judiciaire, de faillite personnelle, de liquidation de bien, ainsi que les assignations devant un tribunal international.

Le classement d'un encours en encours déprécié pour une contrepartie donnée entraîne par contagion un classement identique de la totalité des encours et des engagements relatifs à cette contrepartie et cela indépendamment de l'existence de garantie ou de caution. La contagion s'étend à l'ensemble des tiers d'un même foyer (excepté les mineurs) ainsi qu'à toutes les contreparties appartenant au même groupe risque.

- Augmentation significative du risque de crédit

Le groupe s'appuie sur les modèles développés pour les besoins prudentiels et a ainsi retenu un découpage similaire de ses encours pour évaluer l'augmentation significative du risque de crédit :

- les portefeuilles LDP (« Low Default Portfolio », portefeuille à faible taux de défaut pour lequel le modèle de notation repose sur une évaluation expert) : grands comptes, banques, collectivités locales, souverains, financements spécialisés,
- les portefeuilles HDP (« High default Portfolio », portefeuille à fort taux de défaut pour lequel les données historiques permettent d'établir un modèle de notation statistique) : Corporate de masse, Retail.

L'augmentation significative du risque de crédit, qui implique un transfert d'un encours de bucket 1 à bucket 2, s'apprécie :

- en tenant compte de toutes les informations raisonnables et justifiables, et
- en comparant le risque de défaillance sur l'instrument financier à la date de clôture avec celui à la date de la comptabilisation initiale.

Pour le groupe, cela se traduit par la mesure du risque au niveau de l'emprunteur. Les contreparties du groupe sont notées par le système de notation. Celui-ci se fonde sur :

- des algorithmes statistiques ou « notations de masse », reposant sur un ou plusieurs modèles, basés sur une sélection de variables représentatives et prédictives du risque (HDP), ou
- des grilles de cotation manuelles élaborées par des experts (LDP).

L'évaluation de la variation du risque depuis la comptabilisation initiale est réalisée contrat par contrat. Contrairement au bucket 3, le transfert d'un contrat d'un client en bucket 2 n'entraîne pas le transfert de l'ensemble de ses encours ou de ceux de ses parties liées (absence de contagion).

A noter que le groupe applique le principe de symétrie prévu par la norme. Ainsi, les critères d'aller et de retour en bucket 2 sont identiques.

Le groupe a démontré qu'une corrélation importante existe entre les risques de défaillance à 12 mois et à terminaison, ce qui lui permet d'utiliser le risque de crédit à 12 mois, comme une approximation raisonnable de la variation du risque depuis la comptabilisation initiale ainsi que le permet la norme.

- Critères quantitatifs

Sur les portefeuilles LDP, la frontière repose sur une matrice d'affectation qui met en rapport les notations internes à l'octroi et en date d'arrêté.

Sur les portefeuilles HDP, une courbe frontière, continue et croissante, met en rapport le taux de défaut à l'octroi et le taux de défaut à l'arrêté. Le groupe n'utilise pas la simplification opérationnelle proposée par la norme permettant le maintien en bucket 1 des encours présentant un risque faible en date d'arrêté.

- Critères qualitatifs

Le groupe associe à ces données quantitatives, des critères qualitatifs tels que la notion de crédits restructurés.

Des méthodes reposant exclusivement sur les critères qualitatifs sont utilisées pour les entités ou petits portefeuilles, classés prudemment en méthode standard et ne disposant pas de systèmes de notation.

- Buckets 1 et 2 – calcul des pertes de crédit attendues

En termes de calcul, le modèle de provisionnement prend en compte :

- la probabilité de défaut du débiteur
- la perte en cas de défaut du débiteur
- l'exposition du groupe Crédit Mutuel Arkéa (c'est-à-dire les encours relatifs à cette contrepartie au bilan et sur les engagements donnés).

Ces éléments doivent également prendre en considération les informations passées, présentes et futures (dites « forward looking »).

Les pertes de crédit attendues sont évaluées en multipliant l'encours par sa probabilité de défaut (PD) et par le taux de pertes en cas de défaut (LGD). Le hors-bilan est converti en équivalent bilan sur la base de la probabilité de tirage. La probabilité de défaut à 1 an est utilisée pour le bucket 1 et celle à terminaison pour le bucket 2. Ces paramètres sont issus des modèles développés pour les besoins prudentiels adaptés aux besoins IFRS 9. Ils sont utilisés tant pour l'affectation aux buckets que pour le calcul des pertes attendues.

- Probabilités de défaut

Elles reposent pour :

- les portefeuilles à fort taux de défaut, sur les modèles homologués en méthode IRBA (Internal Ratings-Based Approach),
- les portefeuilles à faible taux de défaut, sur une échelle de probabilité de défaut externe.

- Pertes en cas de défaut

Elles reposent pour :

- les portefeuilles à fort taux de défaut, sur les flux de récupérations observés sur un historique long, actualisés aux taux d'intérêts des contrats,
- les portefeuilles à faible taux de défaut, sur les niveaux réglementaires.

- Facteurs de conversion

Ils servent à convertir les encours hors-bilan en équivalent bilan et reposent principalement sur les modèles prudentiels.

- Dimension prospective

L'approche générale de la dimension prospective mise en œuvre impacte à la fois :

- l'affectation par bucket des encours : en effet, l'application de paramètres forward looking aura un impact sur l'analyse de la dégradation significative et par conséquent sur l'affectation par bucket,
- le calcul de l'ECL (Expected Credit Loss) avec des paramètres tenant compte de la dimension prospective.

Pour le calcul des pertes de crédit attendues, la norme requiert la prise en compte des informations raisonnables et justifiables, y compris les informations de nature prospective. L'élaboration de la dimension prospective requiert d'anticiper l'évolution de l'économie et de relier ces anticipations aux paramètres de risques. Cette dimension prospective est déterminée au niveau groupe et s'applique à l'ensemble des paramètres.

Pour les portefeuilles à fort taux de défaut, la dimension prospective incluse dans la probabilité de défaut intègre trois scénarii (optimiste, neutre, pessimiste), qui seront pondérés en fonction de la vision du groupe quant à l'évolution du cycle économique sur 5 ans. Le groupe s'appuie essentiellement sur des données macroéconomiques disponibles auprès des agences reconnues de statistiques nationales ou internationales. L'approche prospective est ajustée pour intégrer des éléments qui n'auraient pas été capturés par les scénarios parce qu'ils sont :

- récents au sens où ils se sont produits quelques semaines avant la date d'arrêt des comptes ;
- non intégrables à un scénario : par exemple des évolutions réglementaires qui affecteront avec certitude et de façon significative les paramètres de risque et dont la mesure d'impact est possible moyennant le recours à certaines hypothèses.

La dimension prospective sur les maturités différentes de 1 an découle de celle déterminée sur la maturité 1 an.

La dimension prospective est également incluse dans la LGD, via l'intégration d'informations observées sur un historique proche des conditions actuelles.

Pour les portefeuilles à faible taux de défaut, l'incorporation des informations prospectives est appliquée sur les modèles grands comptes et banques, et non sur les modèles collectivités, souverains et financements spécialisés. L'approche est similaire à celle appliquée sur les portefeuilles à fort taux de défaut.

- Bucket 3 : comptabilisation

Les dépréciations sont déterminées par différence entre le coût amorti et la somme actualisée des flux futurs estimés. L'actualisation est effectuée au taux effectif d'origine des encours correspondants pour les prêts à taux fixe, ou au dernier taux effectif déterminé selon les termes contractuels pour les prêts à taux variable. En pratique, les flux prévisionnels sont actualisés seulement si l'incidence de l'actualisation est significative au regard de leurs montants estimés. En conséquence, les provisions font l'objet d'une actualisation. Au compte de résultat, les mouvements de dépréciation sont enregistrés dans la rubrique « coût du risque », sauf en ce qui concerne les reprises relatives aux effets de la désactualisation, qui sont portées en « intérêts et produits assimilés ».

- Actifs financiers dépréciés dès l'origine

Il s'agit de contrats présentant des pertes de crédit avérées en date de comptabilisation initiale (origination ou acquisition). Ces actifs financiers doivent faire l'objet d'une comptabilisation spécifique selon les dispositions de la norme IFRS 9.

A date d'arrêt, ces contrats sont identifiés dans une catégorie « actifs dépréciés dès l'origine » et font l'objet d'un provisionnement selon la même méthode que les expositions en bucket 2, à savoir une perte attendue sur la durée de vie résiduelle du contrat.

Passifs financiers à la juste valeur par résultat

Les passifs financiers à la juste valeur par résultat se répartissent entre ceux détenus à des fins de transaction et ceux qui relèvent de cette catégorie en application de l'option ouverte par la norme IFRS 9. Celle-ci permet, lors de la comptabilisation initiale, de désigner un instrument financier en juste valeur par résultat dans les cas suivants :

- instruments hybrides comprenant un ou plusieurs dérivés incorporés,
- groupe d'actifs ou de passifs évalués et gérés en juste valeur,
- élimination ou réduction significative d'une incohérence de traitement comptable.

A ce titre, le groupe Crédit Mutuel Arkéa utilise cette option pour comptabiliser à la juste valeur par résultat les émissions de passifs originées et structurées pour le compte de la clientèle dont les risques et l'éventuelle couverture sont gérés dans un même ensemble.

Les passifs financiers à la juste valeur par résultat sont initialement comptabilisés à leur juste valeur, hors frais d'acquisition et coupons courus inclus. En date d'arrêté, ils sont évalués à la juste valeur et les variations de juste valeur sont enregistrées :

- dans la rubrique « gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres » non recyclables pour la quote-part correspondant au risque de crédit propre ;
- dans le compte de résultat de la période dans la rubrique « gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat » pour le restant.

- Dérivés incorporés

Un dérivé incorporé est une composante d'un instrument hybride qui, séparé de son contrat hôte, répond à la définition d'un dérivé. Il a notamment pour effet de faire varier certains flux de trésorerie de manière analogue à celle d'un dérivé autonome.

Ce dérivé est détaché du contrat hôte qui l'abrite pour être comptabilisé séparément en tant qu'instrument dérivé en juste valeur par résultat lorsque les conditions suivantes sont réunies :

- l'instrument hybride abritant ce dérivé incorporé n'est pas évalué en juste valeur par résultat,
- les caractéristiques économiques du dérivé et ses risques associés ne sont pas considérés comme étroitement liés à ceux du contrat hôte,
- l'évaluation distincte du dérivé incorporé à séparer est suffisamment fiable pour fournir une information pertinente.

Les gains et pertes réalisés et latents sont comptabilisés au compte de résultat dans la rubrique « gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat ».

Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle

A l'initiation, les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont comptabilisées pour leur juste valeur. Celle-ci correspond en règle générale au montant net encaissé à l'origine, diminué des coûts de transaction directement imputables à l'opération quand ils sont significatifs. En date d'arrêté, ces dettes sont évaluées au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les produits d'épargne réglementée sont par nature à taux de marché. Les plans épargne-logement et comptes épargne-logement font l'objet, si nécessaire, d'une provision.

Les intérêts courus ou échus des dettes envers les établissements de crédit et la clientèle alimentent le compte de résultat dans la rubrique intitulée « intérêts et charges assimilées ».

Dettes représentées par un titre

Les dettes représentées par un titre sont ventilées par support (bons de caisse, titres du marché interbancaire et titres de créances négociables, emprunts obligataires et assimilés).

Elles sont comptabilisées initialement à la juste valeur, c'est-à-dire à leur prix d'émission, diminué des coûts de transaction directement imputables à l'opération quand ils sont significatifs. En date d'arrêté, ces dettes sont évaluées au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les intérêts courus ou échus des dettes représentées par un titre alimentent le compte de résultat dans la rubrique intitulée « intérêts et charges assimilées ».

Dettes subordonnées

Les dettes subordonnées sont des dettes matérialisées ou non par des titres, à terme ou à durée indéterminée, qui se distinguent des créances ou des obligations émises en raison du remboursement qui n'interviendra, en cas de liquidation du débiteur, qu'après désintéressement de tous les créanciers privilégiés. Elles sont valorisées selon la méthode du coût amorti. Les intérêts courus ou échus des dettes subordonnées alimentent le compte de résultat dans la rubrique intitulée « Intérêts et charges assimilées ».

Dettes renégociées

La renégociation d'une dette avec le même emprunteur peut s'analyser en fonction des circonstances comme une modification ou une extinction de dette.

Lorsqu'une dette financière peut être modifiée avec le même emprunteur parce qu'on en ajuste la durée, le taux ou les conditions contractuelles, la norme requiert d'apprécier le caractère substantiel de cette modification (seuil de 10 %). Cet examen s'effectue sur la base d'un test quantitatif qui peut être complété d'un test plus qualitatif de l'opération.

Le test quantitatif consiste à comparer la valeur des flux de trésorerie futurs selon les nouvelles conditions actualisées au taux d'intérêt effectif de la dette d'origine avec la valeur actualisée des flux de trésorerie restants dûs du passif initial.

Le test qualitatif vient compléter le test quantitatif lorsque son résultat ressort à moins de 10 %. Il permet notamment de prendre en considération une évolution significative du profil de risque de la dette (par exemple changement de la devise de la dette, nature du taux d'intérêt ou rallongement très significatif de la maturité de la dette) qui ne serait pas bien prise en compte via le test quantitatif, et d'analyser, le cas échéant, l'opération comme une extinction.

Une dette renégociée ne donnant pas lieu à décomptabilisation doit être maintenue à son taux d'intérêt effectif d'origine et l'impact lié à la renégociation (gain ou charge) constaté immédiatement en compte de résultat.

Principes comptables pour l'activité assurance

Le périmètre de l'activité d'assurance bénéficie, jusqu'en 2022, du différé d'application d'IFRS 9, prévu par l'amendement à IFRS 4, tel qu'adopté par l'Union européenne.

Les actifs et passifs financiers des sociétés d'assurance suivent les dispositions de la norme IAS 39, décrits ci-après. Ils sont respectivement présentés dans les postes « placement des activités d'assurance » et « passifs relatifs aux contrats des activités d'assurance » du bilan.

Les produits et charges relevant des activités d'assurance sont présentés sur le poste du compte de résultat « produits nets des activités d'assurance », au sein duquel :

- Les produits et charges comptabilisés au titre des contrats d'assurance émis sont présentés dans le poste « autres produits / charges des activités d'assurance »,
- Les produits et charges relevant des activités pour compte propre des entités d'assurance sont comptabilisés dans les rubriques qui leur sont relatives.

Lorsqu'elles sont significatives, les informations à fournir selon IFRS 7 sont produites séparément pour les entités d'assurance.

Conformément au règlement d'adoption du 3 novembre 2017, le groupe a mis en place les mesures nécessaires permettant de s'assurer de l'absence de transfert d'instrument financier ayant un effet décomptabilisant, entre l'assurance et les autres secteurs du groupe, autres que ceux comptabilisés en juste valeur par résultat dans les deux secteurs.

Les principes comptables et les règles d'évaluation propres aux actifs et passifs générés par l'émission des contrats d'assurance, sont établis conformément à la norme IFRS 4. Elle s'applique également aux contrats de réassurance souscrits et aux contrats financiers comportant une clause discrétionnaire de participation aux bénéfices.

Hormis les cas cités ci-dessus, les autres actifs détenus et passifs émis par les sociétés d'assurance suivent les règles communes à tous les actifs et passifs du groupe.

Les hypothèses utilisées pour évaluer les actifs au titre des contrats d'assurance et les passifs d'assurance n'ont pas évolué entre les deux exercices.

Actifs financiers à la juste valeur par résultat

Les actifs financiers à la juste valeur par résultat se répartissent entre ceux détenus à des fins de transaction et ceux qui relèvent de cette catégorie en application de l'option ouverte par la norme IAS 39. Celle-ci permet, lors de la comptabilisation initiale, de désigner un instrument financier en juste valeur par résultat dans les cas suivants :

- instruments hybrides comprenant un ou plusieurs dérivés incorporés ;
- groupe d'actifs évalués et gérés en juste valeur ;
- élimination ou réduction significative d'une incohérence de traitement comptable.

A ce titre, cette option est utilisée pour comptabiliser à la juste valeur par résultat les instruments financiers suivants :

- les placements affectés en représentation des contrats en unités de compte des activités d'assurance-vie afin d'éliminer l'incohérence de traitement comptable avec les passifs d'assurance y afférents ;
- les parts des OPCVM dont la société de gestion fait partie du groupe ;
- certains produits structurés ou restructurés (CDO, obligations convertibles).

Les actifs financiers représentatifs des contrats d'assurance libellés en unités de compte comprennent des obligations émises par des entités du groupe qui ne sont pas éliminées en consolidation afin de maintenir l'adossement des provisions techniques d'assurance UC à la juste valeur à des actifs identifiés et eux-mêmes comptabilisés à la juste valeur. Les titres à revenu fixe non éliminés s'élèvent à 98 millions d'euros au 31 décembre 2018. Leur élimination aurait eu un impact résultat net d'impôt de 8 millions d'euros au 31 décembre 2018.

Les actifs financiers représentant les provisions techniques afférentes aux contrats en unités de compte sont présentés en « actifs financiers à la juste valeur par résultat » (des activités d'assurance).

Les instruments financiers dérivés suivent le même traitement que celui précisé dans la partie bancaire.

Les actifs à la juste valeur par résultat sont initialement comptabilisés à leur juste valeur, hors frais d'acquisition et coupons courus inclus.

Les revenus courus ou acquis des titres à revenu fixe sont comptabilisés en résultat, dans la rubrique intitulée « intérêts et produits assimilés » (des activités d'assurance). Les dividendes reçus des titres à revenu variable sont enregistrés en compte de résultat dans la rubrique « gains ou pertes nets sur actifs financiers à la juste valeur par résultat » (des activités d'assurance).

Sont également comptabilisés dans la rubrique « gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat » (des activités d'assurance) les variations de juste valeur de la période, en date d'arrêté, ainsi que les plus ou moins-values réalisées sur des titres de cette catégorie.

Aucune dépréciation n'est enregistrée sur les actifs à la juste valeur par résultat, le risque de contrepartie étant intégré dans la valeur de marché.

Dérivés incorporés

Un dérivé incorporé est une composante d'un instrument hybride qui, séparé de son contrat hôte, répond à la définition d'un dérivé. Il a notamment pour effet de faire varier certains flux de trésorerie de manière analogue à celle d'un dérivé autonome.

Ce dérivé est détaché du contrat hôte qui l'abrite pour être comptabilisé séparément en tant qu'instrument dérivé en juste valeur par résultat lorsque les conditions suivantes sont réunies :

- l'instrument hybride abritant ce dérivé incorporé n'est pas évalué en juste valeur par résultat,
- les caractéristiques économiques du dérivé et ses risques associés ne sont pas considérés comme étroitement liés à ceux du contrat hôte,
- l'évaluation distincte du dérivé incorporé à séparer est suffisamment fiable pour fournir une information pertinente.

Les gains et pertes réalisés et latents sont comptabilisés au compte de résultat dans la rubrique « gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat » (des activités d'assurance).

Instruments financiers dérivés de couverture – actif et passif

Les instruments financiers dérivés de couverture suivent le même traitement que défini dans les principes comptables des activités bancaires.

Actifs financiers disponibles à la vente

La catégorie des actifs financiers disponibles à la vente (AFS) est définie par la norme IAS 39 comme une catégorie résiduelle contenant les titres à revenu fixe et à revenu variable qui ne relèvent ni des actifs financiers à la juste valeur par résultat, ni des actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance, ni des prêts.

Les titres disponibles à la vente sont initialement comptabilisés pour leur juste valeur, à savoir leur prix d'acquisition, frais d'acquisition - s'ils sont significatifs - et coupons courus inclus. En date d'arrêté, ces titres sont évalués à leur juste valeur, la contrepartie des variations de valeur étant enregistrée sur une rubrique spécifique des capitaux propres « gains et pertes latents comptabilisés directement en capitaux propres ».

Ces gains ou pertes latents comptabilisés en capitaux propres ne sont constatés en compte de résultat qu'en cas de cession ou de dépréciation durable.

Les revenus courus ou acquis des titres à revenu fixe sont comptabilisés en résultat, dans la rubrique intitulée « intérêts et produits assimilés » (des activités d'assurance) selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise exactement les flux de trésorerie futurs à l'encours net d'origine. Les dividendes reçus des titres à revenu variable sont enregistrés en compte de résultat dans la rubrique « gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente ».

Dépréciation des titres

Une dépréciation est constatée en cas de signes objectifs de dépréciation des titres. Elle est matérialisée par une baisse durable ou significative de la valeur du titre pour les titres de capitaux propres, ou par l'apparition d'une dégradation significative du risque de crédit matérialisée par un risque de non-recouvrement pour les titres de dettes.

Pour les titres de capitaux propres, le groupe utilise un critère de nature quantitative pour identifier les baisses significatives ou durables : une dévalorisation du titre d'au moins 50 % par rapport à son coût d'acquisition ou sur une période de plus de 24 mois consécutifs entraîne une dépréciation. L'analyse est effectuée ligne à ligne.

L'exercice du jugement intervient également pour les titres ne remplissant pas les critères ci-dessus mais pour lesquels la Direction estime que la recouvrabilité du montant investi ne peut raisonnablement être attendue dans un avenir proche. La perte est constatée en résultat dans la rubrique « gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente ». Toute baisse ultérieure de la valeur entraîne une augmentation de la dépréciation en contrepartie du résultat. En cas de hausse de la valeur, la provision ne peut être reprise par le compte de résultat.

Pour les titres de dettes, la dépréciation est enregistrée au sein de la rubrique « coût du risque » (des activités d'assurance) et peut être reprise en compte de résultat lorsque la valeur de marché du titre s'est appréciée du fait d'une cause objective intervenue postérieurement à la dernière dépréciation.

Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance

Les actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance comprennent essentiellement des titres à revenu fixe ou déterminable, à échéance fixe, que les entités d'assurances ont l'intention et les moyens de détenir jusqu'à leur échéance.

Ils sont initialement comptabilisés pour leur prix d'acquisition, frais d'acquisition - s'ils sont significatifs - et coupons courus inclus. En date d'arrêté, ils sont valorisés selon la méthode du coût amorti au taux d'intérêt effectif et peuvent faire l'objet, le cas échéant, d'une dépréciation.

Prêts et créances sur établissements de crédit et prêts et créances liés aux activités d'assurance

Les « prêts et créances » sont des actifs financiers à paiements fixes ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif. Tous les prêts et créances sur les établissements de crédit et ceux liés aux activités d'assurance qui ne sont pas destinés à la vente dès leur octroi, sont comptabilisés dans la catégorie « prêts et créances » (des activités d'assurance).

Le traitement de ces actifs financiers (hors dépréciation) est identique au traitement retenu pour les prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle au coût amorti, en vertu de l'application de la norme IFRS 9.

Dépréciation sur prêts et créances**Créances dépréciées sur base individuelle**

Des dépréciations, comptabilisées en coût du risque, sont constituées sur les créances de toutes natures, même assorties de garanties, dès lors qu'il existe un risque de crédit avéré correspondant à l'une des situations suivantes :

- lorsqu'il existe un ou plusieurs impayés depuis trois mois ;
- lorsque la situation d'une contrepartie présente des caractéristiques telles qu'indépendamment de l'existence de tout impayé, on peut conclure à l'existence d'un risque avéré ;
- s'il existe des procédures contentieuses concernant la contrepartie, notamment les procédures de surendettement, de redressement judiciaire, de règlement judiciaire, de liquidation judiciaire, de faillite personnelle, de liquidation de bien, ainsi que les assignations devant un tribunal international.

Les dépréciations sont déterminées par différence entre le coût amorti et la somme actualisée des flux futurs estimés. L'actualisation est effectuée au taux effectif d'origine des encours correspondants pour les prêts à taux fixe, ou au dernier taux effectif déterminé selon les termes contractuels pour les prêts à taux variable. Au compte de résultat, les mouvements de dépréciation sont enregistrés dans la rubrique « coût du risque » (des activités d'assurance).

Passifs financiers

Concernant les passifs financiers, les règles de traitement comptable des passifs financiers à la juste valeur par résultat, dettes envers les établissements de crédit et la clientèle, dettes représentées par un titre, dettes subordonnées sont identiques sous IAS 39 et sous IFRS 9 (hors comptabilisation des dettes renégociées).

Les passifs d'assurance, représentatifs des engagements à l'égard des souscripteurs et bénéficiaires, figurent dans le poste « provisions techniques des contrats d'assurance ». Ils restent valorisés, comptabilisés et consolidés comme en normes françaises.

Les provisions techniques des contrats d'assurance-vie sont constituées principalement de provisions mathématiques, correspondant à la différence entre les valeurs actuelles des engagements respectivement pris par l'assureur et par les assurés. Les risques couverts sont principalement le décès, l'invalidité et l'incapacité de travail (pour l'assurance emprunteur).

Les provisions d'assurance-vie sont estimées prudemment sur la base des taux techniques définis dans les contrats.

Les provisions techniques des contrats en unités de compte sont évaluées, à la date de clôture, sur la base de la valeur de réalisation des actifs servant de supports à ces contrats.

Les provisions des contrats d'assurance-non vie correspondent aux primes non acquises (portion des primes émises relative aux exercices ultérieurs), aux provisions pour risques croissants (différence entre la valeur actuelle des engagements respectivement pris par l'assureur et l'assuré) et aux sinistres à payer.

Les provisions techniques sont déterminées brutes de réassurance, la part des réassureurs figurant à l'actif.

Les contrats d'assurance et les contrats financiers avec clause de participation aux bénéfices discrétionnaire font l'objet d'une « comptabilité reflet ». La provision pour participation aux bénéfices différée en résultat représente la quote-part des plus et moins-values des actifs revenant aux assurés. Cette provision est présentée au passif ou à l'actif. A l'actif, elle figure dans un poste distinct.

A la date de clôture, un test de suffisance du passif comptabilisé sur ces contrats (nets des autres éléments d'actifs ou de passifs liés, tels que les frais d'acquisition reportés et les valeurs de portefeuille acquises) est réalisé : il est vérifié que le passif comptabilisé est suffisant pour couvrir les flux de trésorerie futurs estimés à cette date. L'insuffisance éventuelle des provisions techniques est constatée en résultat de la période (et serait reprise ultérieurement le cas échéant).

Principes comptables communs pour les activités banque et assurance

Capitaux propres

Distinction Dettes - Capitaux propres

Un instrument de dette ou un passif financier se définit comme une obligation contractuelle de remettre des liquidités ou un autre actif financier, ou d'échanger des instruments dans des conditions potentiellement défavorables.

Un instrument de capitaux propres se définit comme un contrat mettant en évidence un intérêt résiduel dans une entreprise après déduction de toutes ses dettes (actif net).

Parts sociales

En application de ces définitions, les parts sociales émises par les Caisses de Crédit Mutuel sont considérées comme des capitaux propres au sens de l'IAS 32 et de l'interprétation IFRIC 2, et traitées comme telles dans les comptes consolidés du groupe.

Détermination de la juste valeur des instruments financiers

La juste valeur est définie par la norme IFRS 13 comme « le montant pour lequel un actif pourrait être échangé, ou un passif éteint, entre parties bien informées, consentantes, et agissant dans des conditions de concurrence entre des participants de marché à la date d'évaluation ». A l'initiation, la juste valeur est normalement le prix de transaction.

Les actifs et passifs financiers à la juste valeur sont évalués et comptabilisés à la juste valeur, à la date de première comptabilisation, comme en date d'évaluation ultérieure. Sont concernés :

- les actifs et passifs à la juste valeur par le résultat ;
- les actifs à la juste valeur par capitaux propres ;
- les actifs disponibles à la vente ;
- les instruments dérivés.

Les autres actifs et passifs financiers sont initialement comptabilisés à la juste valeur. Ils sont ensuite comptabilisés selon la méthode du coût amorti et font l'objet de valorisations communiquées en annexe. Figurent parmi ceux-ci :

- les prêts et créances sur établissements de crédit et à la clientèle au coût amorti sous IAS 39 et IFRS 9 (y compris prêts et créances liés aux activités d'assurance) ;
- les titres de dettes au coût amorti ;
- les titres détenus jusqu'à l'échéance ;
- les dettes envers les établissements de crédit et envers la clientèle ;
- les dettes représentées par un titre ;
- les dettes subordonnées.

Par ailleurs, les actifs et les passifs sont répartis en trois niveaux de hiérarchie correspondant au degré d'observabilité des données d'entrée utilisées dans les techniques d'évaluation pour déterminer leur juste valeur.

Niveau 1 : Actifs et passifs dont la juste valeur est déterminée à partir de cours (non ajustés) auxquels l'entité peut avoir accès à la date d'évaluation, sur des marchés actifs, pour des actifs ou des passifs identiques.

Un marché actif est un marché pour l'actif ou le passif en question sur lequel des transactions ont lieu selon une fréquence et un volume suffisants pour fournir de façon continue une information sur le prix.

Cette catégorie regroupe notamment les actions, obligations et parts d'OPCVM cotées sur un marché actif.

Niveau 2 : Actifs et passifs dont la juste valeur est déterminée à partir de cours ajustés ou à partir de données autres que les cours ou prix cotés, qui sont observables soit directement, soit indirectement.

En l'absence de cotation, la valeur de marché des instruments financiers est déterminée par l'application de techniques de valorisation utilisant des données de marché « observables ». Les modèles d'évaluation sont basés sur des techniques de valorisation couramment utilisées par les intervenants sur le marché telles que l'actualisation des flux futurs ou le modèle Black & Scholes.

Cette catégorie comprend notamment les instruments financiers suivants :

- les actions et obligations cotées sur un marché considéré comme inactif ou non cotées ;
- les instruments dérivés négociés de gré à gré tels que les swaps et produits optionnels ;

- les FCPR, FCPI et OPCI ;
- les produits structurés.

La juste valeur des prêts et créances, des dettes envers les établissements de crédit, des dettes représentées par un titre (y compris des dettes subordonnées) relève également de ce niveau.

Les prêts et créances ainsi que les dettes envers les établissements de crédit sont valorisés selon 2 méthodes :

- la juste valeur des éléments à taux fixe tels que les prêts à taux fixe et les dépôts est déterminée comme l'actualisation des flux futurs attendus ;
- la juste valeur des éléments à taux variable (crédits à taux révisable) d'une durée supérieure à 1 an est établie sur le modèle Black & Scholes.

La valeur de marché des prêts, emprunts, dettes représentées par un titre et dettes subordonnées classiques à taux fixe est donnée par l'actualisation des flux futurs et l'utilisation de courbes de taux dédiées spreadées.

La valeur de marché des prêts, emprunts, dettes représentées par un titre et dettes subordonnées classiques à taux variable est donnée par l'actualisation des flux futurs avec calcul d'un taux forward et l'utilisation de courbes de taux dédiées spreadées.

Le coût de signature du groupe est pris en compte dans la courbe des taux retenue pour la valorisation des dettes représentées par un titre et dettes subordonnées.

Pour les créances et dettes à court terme (durée inférieure à 1 an), on estime que leur juste valeur est équivalente à leur valeur nominale.

Niveau 3 : Actifs ou passifs dont la juste valeur est déterminée à partir de données sur l'actif ou le passif non fondées sur des données observables.

Les méthodes de valorisation utilisant des données de marché non observables sont utilisées dans les cas suivants :

- les prêts et créances ainsi que les dettes envers la clientèle ;
- les titres de participation non cotés sur un marché actif ;
- certains financements spécialisés ;
- les titres détenus par les sociétés de capital-développement.

Ainsi, à titre d'exemple, les titres de participation non cotés sur un marché actif font l'objet d'une évaluation interne :

- les méthodes employées sont principalement l'actif net réévalué ou l'actif net comptable, l'analyse étant effectuée entité par entité.

De même, les méthodes d'évaluation retenues par les sociétés de capital développement sont généralement :

- le prix de la transaction pour les acquisitions récentes ;
- la méthode des multiples historiques pour les sociétés à maturité ;
- l'actif net corrigé pour les sociétés de portefeuille (Holdings) et entités d'investissement (Fonds).

Compte tenu de la diversité des instruments valorisés et des raisons de leur inclusion dans cette catégorie, le calcul de la sensibilité de la juste valeur à la variation des paramètres fournirait une information peu pertinente.

La valorisation issue des modèles est ajustée afin de tenir compte du risque de liquidité : à partir des valorisations produites sur la base d'un cours médian de marché, un ajustement de cours permet de valoriser la position nette de chaque instrument financier au cours acheteur pour les positions vendeuses ou au cours vendeur pour les positions acheteuses.

Le day-one profit, c'est-à-dire l'écart entre le prix de transaction et la valorisation de l'instrument au moyen de techniques de valorisation, est considéré comme nul : le prix des transactions réalisées par le groupe pour son compte propre correspond à leur juste valeur. Pour les opérations réalisées pour le compte de la clientèle, la part de la marge non encore reconnue est comptabilisée en résultat lorsque les paramètres sont observables.

Utilisation de jugements et d'estimations dans la préparation des états financiers

La préparation des états financiers du groupe exige la formulation d'hypothèses et la réalisation d'estimations comportant des risques et incertitudes quant à leur réalisation dans le futur. Les estimations comptables nécessitant la formulation d'hypothèses sont utilisées principalement pour les évaluations suivantes :

- juste valeur des instruments financiers non cotés sur un marché actif évalués à la juste valeur,
- dépréciations des actifs financiers et des engagements de garantie et de financement soumis à dépréciation,
- tests de dépréciation des actifs incorporels,
- impôts différés actifs,
- provisions.

Les modalités de recours éventuels à des jugements ou estimations sont précisées dans les principes comptables et méthodes d'évaluation décrits ci-dessous.

Immobilisations corporelles et incorporelles, d'exploitation et de placement

Conformément aux normes IAS 16, IAS 38 et IAS 40, une immobilisation d'exploitation ou de placement est comptabilisée en tant qu'actif si :

- il est probable que les avantages économiques futurs associés à cet actif iront à l'entreprise
- et si le coût de cet actif peut être évalué de façon fiable.

Conformément à la norme IAS 40, les biens immobiliers du groupe sont classés en « immeubles de placement » (périmètre banque ou périmètre assurance) s'ils sont détenus avant tout pour en retirer des loyers ou valoriser le capital. Les biens immobiliers détenus principalement pour être occupés par le groupe à des fins administratives ou commerciales sont classés en « immobilisations corporelles ».

Les immeubles de placement et les immobilisations corporelles sont inscrits à l'actif du bilan à leur coût d'acquisition, augmenté des frais directement attribuables (droits de mutation, honoraires, commissions et frais d'acte).

Après comptabilisation initiale, les immobilisations sont évaluées à leur coût, diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur.

La juste valeur des immeubles de placement, communiquée en annexe, fait l'objet d'une valorisation à dire d'expert.

La méthode appliquée en matière de comptabilisation des logiciels créés en interne est la suivante :

- toutes les dépenses de logiciels ne répondant pas aux conditions d'activation (et notamment les dépenses d'étude préalable et d'analyse fonctionnelle) sont

comptabilisées en charges conformément à IAS 38 ;

- toutes les dépenses de logiciels survenues après le début du processus de production (analyse détaillée, développement, recettes, documentation) sont immobilisées si elles répondent aux critères d'une immobilisation générée en interne établis par IAS 38.

Dans les cas où les logiciels sont exploités dans le cadre d'un contrat commercial, la durée d'amortissement peut dépasser 5 ans ; elle est définie en fonction de la durée du contrat.

Lorsqu'un ou plusieurs composants d'une immobilisation ont une utilisation différente ou procurent des avantages économiques selon un rythme différent de celui de l'immobilisation prise dans son ensemble, ces composants sont amortis sur leur propre durée d'utilité. Le groupe applique l'approche par composant pour ses immeubles d'exploitation et de placement. Il a retenu les composants et durées d'amortissement suivants :

Composant	Durées d'amortissement
Terrain	Non amortissable
Gros œuvre	Immeubles de direction et de placement : 50 ans
Clos et couverts	Agences : 25 ans
Lots techniques	25 ans
Agencements	20 ans
	3 à 10 ans

Concernant les autres catégories d'immobilisations, les durées d'amortissement retenues ont été déterminées en fonction des durées d'utilité des biens considérés :

	Durées d'amortissement
Mobilier	10 ans
Matériel électronique	3 à 5 ans
Logiciels créés ou acquis	2 à 5 ans
Portefeuille de contrats clientèle acquis	6 à 13 ans

Le mode d'amortissement pratiqué est linéaire. Pour les immobilisations corporelles et incorporelles, les dotations aux amortissements sont portées au compte de résultat dans la rubrique « dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles ». Pour les immeubles de placement, elles figurent en « charges des autres activités ».

Les immobilisations à durée indéfinie ne font pas l'objet d'amortissement mais de tests de dépréciation au moins annuels.

Les plus ou moins-values de cession d'immobilisations d'exploitation sont enregistrées au compte de résultat sous la rubrique « gains ou pertes sur autres actifs ». Celles réalisées sur des immeubles de placement sont classées en « produits ou charges des autres activités ».

En ce qui concerne les écarts d'acquisition, dans le cas où la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie concernée est inférieure à sa valeur comptable, il est procédé à une dépréciation irréversible de l'écart d'acquisition. La dépréciation est égale à la différence entre la valeur comptable et la valeur recouvrable. La valeur recouvrable est calculée selon la méthode de valorisation la plus appropriée appliquée à l'échelle de l'unité génératrice de trésorerie (UGT).

Les travaux de valorisation sont essentiellement basés sur la méthode de la rentabilité future escomptée (discounted cash flow method – DCF). Celle-ci repose sur des hypothèses relatives aux projections de flux de revenus et de charges sur le fondement de plans à moyen terme, extrapolés à l'infini sur la base de taux de croissance escomptés.

Les flux utilisés sont déterminés sur la base des plans d'affaires de chaque UGT réalisés sur un horizon explicite compris entre 3 et 5 ans. Les taux d'actualisation utilisés correspondent au coût du capital calculé selon la méthode du Capital Asset Pricing Model. Cette méthode se base sur un taux d'intérêt sans risque auquel s'ajoute une prime de risque qui dépend de l'activité sous-jacente de l'unité génératrice de trésorerie concernée. Les taux d'actualisation utilisés en 2018 sont compris entre 8,08 % et 9,52 % et les taux de croissance à l'infini entre 1 % et 2,5 %.

En complément, des tests de sensibilité sont réalisés afin de mesurer l'impact sur la valeur recouvrable de la variation de certaines hypothèses comme le taux d'actualisation ou le taux de croissance à l'infini. Ces mesures ont conduit aux résultats suivants :

- une hausse de 50 points de base du taux d'actualisation entraînerait une diminution globale des valeurs recouvrables de 7,4 % sans entraîner aucune dépréciation d'unité génératrice de trésorerie ;
- une baisse de 50 points de base du taux de croissance à l'infini entraînerait une diminution globale des valeurs recouvrables de 5,6 % sans entraîner aucune dépréciation d'unité génératrice de trésorerie.

Actifs non courants destinés à être cédés

Un actif non courant (ou groupe d'actifs) satisfait aux critères de définition des actifs destinés à être cédés s'il est disponible en vue d'être vendu et si sa vente est hautement probable et interviendra dans les douze mois.

Les actifs et passifs liés sont présentés sur deux lignes distinctes du bilan, dans les rubriques « actifs non courants destinés à être cédés » et « dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés ». Ils sont comptabilisés au plus faible de leur valeur comptable et de leur juste valeur diminuée des coûts de cession et ne sont plus amortis.

Lorsqu'une perte de valeur est constatée sur ce type d'actifs et de passifs, une dépréciation est enregistrée en résultat.

Des activités sont considérées comme abandonnées, lorsqu'il s'agit d'activités destinées à être cédées, d'activités arrêtées, et de filiales qui ont été acquises uniquement dans la perspective d'être vendues. Elles sont présentées sur une ligne distincte du compte de résultat, dans la rubrique « Résultat net d'impôt des activités abandonnées ».

Provisions

Les obligations du groupe pour lesquelles il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour les régler, dont le montant ou l'échéance sont incertains mais dont l'estimation peut être déterminée de manière fiable font l'objet de provisions. Ces provisions couvrent notamment les engagements sociaux, les risques liés à l'épargne-logement et les litiges.

Provisions pour engagements sociaux

Les régimes de retraite peuvent être des régimes à cotisations définies ou des régimes à prestations définies. Les régimes à cotisations définies ne comportent aucun engagement du groupe sur le niveau de prestation fournie. Les cotisations versées constituent une charge de l'exercice, enregistrée dans la rubrique « frais de personnel ». Les régimes à prestations définies désignent des régimes pour lesquels le groupe s'est engagé à assurer un montant ou un niveau de prestation. Cet engagement constitue un risque à moyen ou long terme. Les engagements en matière de retraite qui ne relèvent pas des régimes à cotisations définies sont intégralement provisionnés dans la rubrique du bilan « provisions ». Les indemnités de fin de carrière, les régimes de retraite surcomplémentaire, les comptes épargne-temps et les médailles du travail sont enregistrés dans ce poste.

La provision pour engagements de retraite est évaluée selon la méthode des unités de crédit projetées et tient compte d'hypothèses démographiques et financières. En particulier, les calculs réalisés en décembre 2018 intègrent un taux d'actualisation de 1,63 %, déterminé en référence à l'indice iBoxx Corporate AA 10+ eurozone basé sur des obligations privées. Les calculs intègrent également un taux de rotation des effectifs compris entre 0,19 % et 6,54 % et un taux de revalorisation des salaires compris entre 2,52 % et 3,83 % (*Taux de l'UES Arkade et Arkéa SCD représentant 95 % de l'engagement*). Les engagements sont évalués sur la base des tables de mortalité TH00-02 et TF00-02 pour la phase de constitution de l'engagement et des tables de mortalité TGH05 et TGF05 pour la phase de restitution des rentes.

Les différences générées par des changements d'hypothèses et par des différences entre les hypothèses antérieures et les réalisations constituent des écarts actuariels.

Pour la catégorie des autres avantages à long terme, les écarts sont constatés immédiatement dans le compte de résultat de l'exercice.

Concernant les avantages postérieurs à l'emploi, les écarts actuariels sont constatés en « gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres ».

Provision épargne-logement

La provision épargne-logement est destinée à couvrir les risques liés à :

- l'engagement d'octroyer des prêts à l'habitat aux souscripteurs des comptes et plans épargne-logement à un taux réglementé potentiellement inférieur aux conditions de marché du moment,
- l'obligation de rémunérer pour une durée indéterminée l'épargne collectée en plans épargne-logement à un taux d'intérêt fixé à l'ouverture du contrat (taux pouvant s'avérer supérieur aux futures conditions de marché).

Cette provision est calculée par génération de plans épargne-logement (les PEL de même taux à l'ouverture constituant une génération) d'une part, et pour l'ensemble des comptes épargne-logement (qui constitue une seule et même génération) d'autre part, sans compensation entre les engagements relatifs à des générations différentes. Les engagements sont établis à partir d'un modèle prenant en compte notamment :

- les observations historiques des comportements des souscripteurs,
- la courbe des taux et une modélisation stochastique de ses évolutions.

Les dotations et reprises de provision sont comptabilisées en résultat dans les rubriques intitulées « intérêts et produits assimilés » et « intérêts et charges assimilées » (périmètre banque).

Principes et méthodes de consolidation**Périmètre et méthodes de consolidation***Entité consolidante*

L'entité consolidante du groupe Crédit Mutuel Arkéa correspond à l'établissement de crédit le Crédit Mutuel Arkéa tel que défini dans l'agrément collectif délivré par l'ACPR. Cet établissement de crédit comprend :

- Les Fédérations du Crédit Mutuel de Bretagne, du Crédit Mutuel du Sud-Ouest et du Crédit Mutuel Massif Central,
- Les Caisses de Crédit Mutuel adhérentes à ces Fédérations,
- Le Crédit Mutuel Arkéa.

Sont retenues dans le périmètre de consolidation les entités sur lesquelles le groupe détient un contrôle exclusif ou conjoint ou exerce une influence notable et dont les états financiers présentent un caractère significatif par rapport aux comptes consolidés du groupe, notamment au regard du total bilan et de la contribution au résultat net.

Les participations détenues par des sociétés de capital-investissement et sur lesquelles est exercé un contrôle conjoint ou une influence notable sont exclues du périmètre de consolidation. Ces participations sont comptabilisées à la juste valeur par résultat.

Entités contrôlées

Le contrôle existe lorsque le groupe (i) détient le pouvoir sur une entité, (ii) est exposé ou a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité et (iii) a la capacité d'exercer son pouvoir sur l'entité de manière à influencer sur le montant des rendements qu'il obtient.

L'intégration d'une filiale dans les comptes consolidés du groupe intervient à la date à laquelle le groupe prend le contrôle et cesse le jour où le groupe perd le contrôle de cette entité.

Les entreprises sous contrôle exclusif sont intégrées globalement. L'intégration globale consiste à substituer à la valeur des titres chacun des éléments d'actif et de passif de chaque filiale. La part des intérêts minoritaires dans les capitaux propres et dans le résultat apparaît distinctement au passif du bilan et au compte de résultat consolidé.

Participations dans les entreprises associées et des co-entreprises

Une entreprise associée est une entité dans laquelle le groupe exerce une influence notable. L'influence notable se caractérise par le pouvoir de participer aux décisions relatives aux politiques financière et opérationnelle de l'entité, sans toutefois contrôler ou contrôler conjointement ces politiques.

L'influence notable est présumée si le groupe détient, directement ou indirectement, 20 % ou plus des droits de vote dans une entité. En cas de détention de plus de 20 % des droits de vote, l'absence d'influence notable pourra être démontrée à travers la non représentation au sein des organes de direction ou par l'absence de participation au processus d'élaboration des politiques.

Une co-entreprise est un partenariat dans lequel les parties qui exercent un contrôle conjoint sur l'entité ont des droits sur l'actif net de celle-ci.

Le contrôle conjoint s'entend du partage contractuellement convenu du contrôle exercé sur une entité, qui n'existe que dans les cas où les décisions concernant les activités pertinentes requièrent le consentement unanime des parties partageant le contrôle.

Les résultats, les actifs et les passifs des participations dans des entreprises associées ou des co-entreprises sont intégrés dans les comptes consolidés du groupe selon la méthode de la mise en équivalence.

La méthode de la mise en équivalence prévoit que la participation dans une entreprise associée ou dans une co-entreprise soit initialement comptabilisée au coût d'acquisition, puis ajustée ultérieurement de la part du groupe dans le résultat et les autres éléments du résultat global de l'entreprise associée ou de la co-entreprise.

Une participation est comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence à compter de la date à laquelle l'entité devient une entreprise associée ou une co-entreprise. Lors de l'acquisition d'une entreprise associée ou d'une co-entreprise, la différence entre le coût de l'investissement et la part du groupe dans la juste valeur nette des actifs et passifs identifiables de l'entité est comptabilisée en goodwill. Dans le cas où la juste valeur nette des actifs et passifs identifiables de l'entité est supérieure au coût de l'investissement, la différence est comptabilisée en résultat.

Participation dans les activités conjointes

Une activité conjointe est un partenariat dans lequel les parties qui exercent un contrôle conjoint sur l'entité ont des droits directs sur les actifs, et des obligations au titre des passifs, relatifs à celle-ci.

Principales variations de périmètre

Le groupe Crédit Mutuel Arkéa a été dilué dans le groupe Primonial suite à l'augmentation de capital réalisée par Primonial dans le cadre de l'acquisition de 40 % de La Financière de l'Echiquier.

Le 1^{er} juin 2018, Financo, filiale du groupe spécialisée dans le crédit à la consommation, a acheté l'activité de financement automobile de My Money Bank en France métropolitaine.

Le groupe a intégré dans le périmètre de consolidation ses investissements dans les Fintechs. Les sociétés Jivai, Linxo Group, Finansemble, La Compagnie Française des Successions, Vivienne Investissement et Yomoni sont intégrées en mise en équivalence.

Enfin, la société Arkéa Capital Managers Holding SLP est consolidée par intégration globale. Elle a vocation à accompagner les managers dans leurs projets de croissance ou de prise de contrôle de leur entreprise.

Les sociétés appartenant au périmètre de consolidation du groupe Crédit Mutuel Arkéa sont présentées en note 48.

Règles de consolidation

Date de clôture

Toutes les entreprises consolidées clôturent leurs comptes au 31 décembre.

Elimination des opérations réciproques

Les créances, les dettes et les engagements réciproques ainsi que les charges et produits réciproques d'importance significative sont éliminés dans leur totalité pour les entreprises intégrées de manière globale.

Traitement des acquisitions et des écarts d'acquisition

Le groupe applique IFRS 3 révisée pour comptabiliser ses regroupements d'entreprises. Le coût d'acquisition est le total des justes valeurs, à la date du regroupement, des actifs remis, des passifs encourus et des instruments de capitaux propres émis.

IFRS 3 révisée permet la comptabilisation d'un écart d'acquisition total ou partiel, le choix s'effectuant pour chaque regroupement. Dans le premier cas, les participations ne donnant pas le contrôle sont évaluées à la juste valeur (méthode dite du goodwill complet) ; dans le second cas, elles sont basées sur leurs quotes-parts dans les valeurs attribuées aux actifs et passifs de l'entité acquise (goodwill partiel).

Si l'écart d'acquisition est positif, il est inscrit à l'actif du bilan dans la rubrique « écarts d'acquisition » ; s'il est négatif, il est comptabilisé immédiatement en résultat, en « variation de valeur des écarts d'acquisition ».

Les écarts d'acquisition font l'objet d'un test de dépréciation au moins une fois par an et dès l'existence d'indices de pertes de valeur.

Chaque écart d'acquisition est affecté à une unité génératrice de trésorerie, ou un groupe d'unités génératrices de trésorerie, devant tirer avantage de l'acquisition. Les dépréciations éventuelles de ces écarts sont déterminées par référence à la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie à laquelle ils sont attachés. Les unités génératrices de trésorerie sont définies en fonction du mode d'organisation et de gestion du groupe et tiennent compte du caractère indépendant de ces ensembles.

Dans le cas d'une augmentation de pourcentage d'intérêt du groupe dans une entité déjà contrôlée, l'écart entre le coût d'acquisition des titres et la quote-part complémentaire de capitaux propres consolidés que ces titres représentent à la date de leur acquisition est comptabilisé en capitaux propres. En cas de diminution du pourcentage d'intérêt sans perte de contrôle, l'impact de la variation du pourcentage d'intérêts sera également constaté en capitaux propres.

Crédit-bail, location avec option d'achat et location financement

Les opérations de crédit-bail, de location avec option d'achat et de location financement sont retraitées de façon à prendre en compte la comptabilité dite financière.

Conversion des comptes en devises étrangères

Le bilan des entités étrangères dont les comptes sont exprimés en devises est converti sur la base du cours de change officiel à la date de clôture. La différence de change constatée sur le capital, les réserves et le report à nouveau est inscrite dans les autres éléments du résultat global, dans le compte « réserves de conversion ». Le

compte de résultat est converti sur la base du cours moyen de l'exercice. Les différences de conversion en résultant sont inscrites directement dans le compte « réserves de conversion ».

Taxes

L'interprétation IFRIC 21 « taxes prélevées par une autorité publique » précise les conditions de comptabilisation d'une dette relative à des taxes. Une entité doit comptabiliser cette dette uniquement lorsque le fait générateur tel que prévu par la législation se produit. Si l'obligation de payer la taxe naît de la réalisation progressive de l'activité, celle-ci doit être comptabilisée au fur et à mesure sur la même période. Enfin, si l'obligation de payer est générée par l'atteinte d'un certain seuil, le passif lié à cette taxe ne sera enregistré que lorsque le seuil sera atteint.

Impositions différées

Les impôts différés sont constatés sur les différences temporaires entre la valeur fiscale et la valeur comptable des éléments du bilan consolidé. Ils sont calculés selon la méthode du report variable, au taux de l'impôt sur les sociétés connu à la clôture de l'exercice et applicable lors de la réalisation de la différence temporaire.

Les actifs d'impôts différés ne sont comptabilisés que si l'entité fiscale concernée a une perspective de récupération probable de ces actifs sur un horizon déterminé, notamment par l'imputation de ces différences et pertes reportables sur des bénéfices imposables futurs.

Les impôts différés sont comptabilisés comme un produit ou une charge à l'exception de ceux afférents aux gains ou pertes latents ou différés pour lesquels l'impôt différé est imputé directement sur cette rubrique des autres éléments du résultat global. Des impôts différés sont également comptabilisés au titre des pertes fiscales antérieures dès lors qu'il existe des preuves convaincantes quant à la probabilité de recouvrement de ces impôts.

Les impôts différés ne font pas l'objet d'une actualisation.

La contribution économique territoriale (CET) et la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) sont traitées comme des charges opérationnelles, elles n'entraînent pas la comptabilisation d'impôts différés dans les comptes consolidés.

Notes sur le bilan

En milliers d'euros

Note 1. Caisse, banques centrales – Prêts et créances sur les établissements de crédit

	31.12.2018	01.01.2018
Caisse, Banques centrales		
Banques centrales	3 104 473	4 046 381
Caisse	132 115	136 384
Créances rattachées	0	0
Total	3 236 588	4 182 765
Prêts et créances sur les établissements de crédit		
Comptes ordinaires	6 017 669	5 477 859
Prêts	1 420 561	814 840
Dépôts de garantie versés	400 726	425 078
Pensions	1 099 520	835 346
Créances dépréciées sur base individuelle (B3)	0	0
Créances rattachées	50 504	48 120
Dépréciations sur encours sains (B1/B2)	-2 147	-1 700
Autres dépréciations (B3)	0	0
Total	8 986 833	7 599 543
<i>Dont Comptes et Prêts à vue sur les établissements de crédit</i>	1 065 914	458 459

Note 2. Actifs financiers à la juste valeur par résultat

	31.12.2018	01.01.2018
Actifs détenus à des fins de transaction	404 958	363 253
Actifs classés en juste valeur sur option	16 926	9 382
Autres actifs classés à la juste valeur	757 379	748 335
Total	1 179 263	1 120 970

Note 2.a Actifs financiers détenus à des fins de transaction

	31.12.2018	01.01.2018
Titres	0	0
- Effets publics	0	0
- Obligations et autres titres à revenu fixe	0	0
<i>Cotés</i>	0	0
<i>Non cotés</i>	0	0
dont OPC	0	0
- Actions et autres titres à revenu variable	0	0
<i>Cotés</i>	0	0
<i>Non cotés</i>	0	0

Instruments dérivés de transaction	404 958	363 253
Prêts et créances	0	0
dont pensions	0	0
Total	404 958	363 253

Les instruments dérivés de transaction sont détenus dans le cadre de la couverture économique des opérations avec la clientèle.

Note 2.b Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option

	31.12.2018	01.01.2018
Titres	0	0
- Effets publics	0	0
- Obligations et autres titres à revenu fixe	0	0
<i>Cotés</i>	0	0
<i>Non cotés</i>	0	0
Créances rattachées	0	0
dont OPC	0	0
- Actions et autres titres à revenu variable	0	0
<i>Cotés</i>	0	0
<i>Non cotés</i>	0	0
Prêts et créances	16 926	9 382
dont dépôts de garantie versés	0	0
dont pensions	0	0
Total	16 926	9 382

Le risque maximal de non recouvrement des prêts classés à la juste valeur par résultat sur option s'élève à 16 778 milliers d'euros. Ce montant n'est pas couvert par des dérivés de crédit.

Note 2c. Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat

	31.12.2018	01.01.2018
Titres	693 626	684 948
- Effets publics	0	55 376
- Obligations et autres titres à revenu fixe	306 423	366 502
<i>Cotés</i>	0	56 770
<i>Non cotés</i>	298 374	303 502
Créances rattachées	8 049	6 230
dont OPC	165 020	154 536
- Actions et autres titres à revenu variable	387 203	263 070
<i>Cotés</i>	1 978	2 744
<i>Non cotés</i>	385 225	260 326
Prêts et créances	63 753	63 387
dont pensions	0	0
Dépôts de garantie versés	0	0
Total	757 379	748 335

Note 3. Eléments d'information relatifs à la couverture - Instruments dérivés de couverture

	31.12.2018			
	Couverture de juste valeur		Couverture de flux de trésorerie	
	Valeur comptable	Valeur nominale	Valeur comptable	Valeur nominale
Risque de taux				
Dérivés de couverture				
Dérivés de couverture à l'actif	691 478	16 724 251	1 086	30 000
Dérivés de couverture au passif	422 949	23 192 544	4 786	37 500
Variation de la juste valeur de l'instrument de couverture utilisée aux fins de la comptabilisation de l'inefficacité des couvertures pour la période	-17 529		-517	
Risque de change				
Dérivés de couverture				
Dérivés de couverture à l'actif				
Dérivés de couverture au passif				
Variation de la juste valeur de l'instrument de couverture utilisée aux fins de la comptabilisation de l'inefficacité des couvertures pour la période				

Note 4a - Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres

	31.12.2018	01.01.2018
Effets publics	4 931 080	5 147 502

Obligations et autres titres à revenu fixe	5 953 599	4 991 529
- Cotés	4 963 447	4 055 397
- Non cotés	955 927	907 609
Créances rattachées	34 225	28 523
Sous-total valeur brute des instruments de dettes	10 884 679	10 139 031
Dépréciations sur encours sains (B1/B2)	-6 758	-4 783
Autres dépréciations (B3)	0	0
Sous-total valeur nette des instruments de dettes	10 877 921	10 134 248
Prêts et créances	0	0
- Prêts et créances sur établissements de crédits	0	0
- Prêts et créances envers la clientèle	0	0
Créances rattachées	0	0
Sous-total valeur brute des Prêts	0	0
Dépréciations sur encours sains (B1/B2)	0	0
Autres dépréciations (B3)	0	0
Sous-total valeur nette des Prêts	0	0
Actions et autres titres à revenu variable	89 185	103 036
- Cotés	74 727	94 396
- Non cotés	14 458	8 640
Créances rattachées	0	0
Titres immobilisés	356 589	370 324
- Titres de participation	301 103	310 675
- Autres titres détenus à long terme	55 282	59 307
- Parts dans les entreprises liées	204	302
- Ecart de conversion	0	0
- Titres prêtés	0	0
Créances rattachées	0	40
Sous-total instruments de capitaux propres	445 774	473 360
Total	11 323 695	10 607 608
<i>Dont plus ou moins-values latentes constatées en capitaux propres</i>	88 503	136 547
<i>Dont titres donnés en pension</i>	0	0
<i>Dont titres de participation cotés</i>	101 728	112 823

Les titres de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres concernent principalement les titres de participation et autres titres détenus à long terme du groupe.

La perte cumulée au moment de la cession s'élève à 9 334 milliers d'euros.

Note 4b. Actifs financiers disponibles à la vente

	31.12.2017
Effets publics	14 999 774
Obligations et autres titres à revenu fixe	20 467 716
- Cotés	18 286 851
- Non cotés	2 180 865
Actions et autres titres à revenu variable	1 368 661
- Cotés	727 906
- Non cotés	640 755
Titres immobilisés	847 638
- Titres de participation	587 501
- Autres titres détenus à long terme	259 834
- Parts dans les entreprises liées	303
- Ecart de conversion	0
- Titres prêtés	0
Créances rattachées	347 468
Total	38 031 257
<i>Dont plus ou moins-values latentes constatées en capitaux propres</i>	453 678
<i>Dont titres donnés en pension</i>	0
<i>Dont actifs dépréciés</i>	0
<i>Dont obligations douteuses</i>	19 172
<i>Dont dépréciations</i>	-41 678
<i>Dont titres de participation cotés</i>	175 287

Note 5. Titres au coût amorti

	31.12.2018	01.01.2018
Effets publics	0	0

Obligations et autres titres à revenu fixe	168 970	159 008
- Cotés	48 700	60 343
- Non cotés	104 380	97 571
Créances rattachées	15 890	1 094
Total brut	168 970	159 008
dont actifs dépréciés (B3)	5 542	0
Dépréciations sur encours sains (B1/B2)	-818	-1 271
Autres dépréciations (B3)	-4 203	0
Total net	163 949	157 737

Note 6. Prêts et créances sur la clientèle

	31.12.2018	01.01.2018
Créances saines (B1/B2)	53 491 691	47 905 366
<i>Créances commerciales</i>	141 490	137 515
<i>Autres concours à la clientèle</i>	53 233 100	47 653 269
- crédits à l'habitat	29 363 811	26 093 575
- autres concours et créances diverses dont pensions	23 820 462	21 559 694
- dépôts de garantie versés	48 827	0
<i>Créances rattachées</i>	117 101	114 582
Créances dépréciées sur base individuelle (B3)	1 360 860	1 410 582
Créances brutes	54 852 551	49 315 948
Dépréciations sur encours sains (B1/B2)	-231 256	-216 715
Autres dépréciations (B3)	-783 459	-802 260
Sous total I	53 837 836	48 296 973
Location financement (investissement net)	1 706 380	1 839 822
<i>Mobilier</i>	954 883	1 100 094
<i>Immobilier</i>	751 497	739 728
Créances dépréciées sur base individuelle (B3)	67 387	70 937
Créances brutes	1 773 767	1 910 759
Dépréciations sur encours sains (B1/B2)	-17 066	-23 240
Autres dépréciations (B3)	-20 001	-48 610
Sous total II	1 736 700	1 838 909
Total	55 574 536	50 135 882
<i>dont prêts participatifs</i>	12 165	12 165
<i>dont prêts subordonnés</i>	0	0

Note 6a. Information sur les arriérés de paiement

	Arriérés de paiement			Garanties relatives aux arriérés de paiement
	≤ 30 jours	> 30 jours ≤ 90 jours	> 90 jours	
Instruments de capitaux propres	0	0	0	0
Instruments de dette	0	0	0	0
Administrations centrales				
Etablissements de crédit				
Autres entreprises financières				
Entreprises non financières				
Clientèle de détail				
Prêts et avances	247 851	115 466	47 961	167 777
Administrations centrales	0	8	3	4
Etablissements de crédit	0	0	0	0
Autres entreprises financières	482	354	235	437
Entreprises non financières	89 662	49 166	39 445	72 725
Clientèle de détail	157 707	65 938	8 278	94 611
Autres actifs financiers	0	0	0	0
Total	247 851	115 466	47 961	167 777
Garanties non affectées				0

Sont repris dans ce tableau les encours qui sont considérés comme performants mais sur lesquels un ou plusieurs impayés a (ont) été constaté(s).
Le montant déclaré correspond au montant total de l'engagement sur lequel un impayé est constaté et non pas seulement au montant de l'impayé.
L'âge de l'impayé est déterminé en fonction de l'ancienneté du premier impayé constaté sur l'encours considéré.

Note 6b - Encours restructurés par typologies

Encours restructurés par typologies au 31/12/2018	Renégociation du contrat	Refinancement total ou partiel de la créance	TOTAL
---	--------------------------	--	-------

Encours sains	43 951	37 308	81 259
Encours douteux - montants bruts	245 560	129 485	375 045
Encours douteux restructurés - dépréciations	-119 134	-74 309	-193 443
Encours douteux nets	126 426	55 176	181 602

Note 7. Placement des activités d'assurance et parts de réassureurs dans les provisions techniques

	31.12.2018	01.01.2018
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	22 882 853	22 395 643
Actifs financiers disponibles à la vente	25 981 518	26 958 487
Prêts et créances sur les établissements de crédit	22 542	20 267
Prêts et créances liés aux activités d'assurance	499 427	436 659
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	3 534	6 708
Immeubles de placement	340 535	346 557
Part des réassureurs dans les provisions techniques et autres actifs d'assurance	459 883	436 131
Total	50 190 292	50 600 452

Note 7a. Actifs financiers à la juste valeur par résultat

	31.12.2018	01.01.2018
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	1	686
Instruments dérivés de transaction	1	686
Sous total I	1	686
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	22 882 852	22 394 957
Titres	22 882 852	22 394 957
- Obligations et autres titres à revenu fixe	6 026 576	5 776 248
<i>Cotés</i>	5 464 274	5 290 964
<i>Non cotés</i>	505 023	426 789
<i>Créances rattachées</i>	57 279	58 495
- Actions et autres titres à revenu variable	16 856 276	16 618 709
<i>Cotés</i>	9 124 949	9 527 151
<i>Non cotés</i>	7 709 267	7 072 905
<i>Créances rattachées</i>	22 060	18 653
Sous total II	22 882 852	22 394 957
Total	22 882 853	22 395 643

Au 31.12.2018, la juste valeur des actifs financiers à la juste valeur par résultat et dont les flux de trésorerie s'apparentent à ceux d'un prêt basique s'élève à 374 M€. La variation de juste valeur de ces actifs sur la période a été de -0.2 M€.

Note 7b. Actifs financiers disponibles à la vente

	31.12.2018	01.01.2018
Effets publics	9 272 247	9 982 449
Obligations et autres titres à revenu fixes	15 496 279	15 475 323
<i>Cotés</i>	12 480 228	14 208 623
<i>Non cotés</i>	2 844 693	1 083 446
Créances rattachées	171 358	183 254
Sous-total valeur brute des instruments de dettes	24 768 526	25 457 772
Dépréciations	-267	-486
Sous-total valeur nette des instruments de dettes	24 768 259	25 457 286
Actions et autres titres à revenus variables	725 878	1 065 974
<i>Cotés</i>	292 968	636 163
<i>Non cotés</i>	427 167	424 622
Créances rattachées	5 743	5 189
Titres immobilisés	489 612	440 624
- Titres de participation	268 212	276 368
- Autres titres détenus à long terme	221 400	164 256
- Parts dans les entreprises liées	0	0
Sous-total valeur brute des instruments de capitaux propres	1 215 490	1 506 598
Dépréciations	-2 231	-5 397
Sous-total valeur nette des instruments de capitaux propres	1 213 259	1 501 201
Total	25 981 518	26 958 487
<i>Dont plus ou moins-values latentes constatées en capitaux propres</i>	164 117	259 826
<i>Dont titres de participation cotés</i>	54 422	62 464

Au 31.12.2018, la juste valeur des actifs disponibles à la vente dont les flux de trésorerie s'apparentent à ceux d'un prêt basique s'élève à 21 491 M€. La variation de juste valeur de ces actifs sur la période a été de - 82 M€.

Note 7c. Titres au coût amorti

	31.12.2018	01.01.2018
Effets publics	3 534	
Obligations et autres titres à revenu fixe		6 708
<i>Cotés</i>		6 600
<i>Non cotés</i>		
Créances rattachées		108
Total brut	3 534	6 708
dont actifs dépréciés		
Dépréciations		
Total net	3 534	6 708

Au 31.12.2018, la valeur comptable des titres au coût amorti dont les flux de trésorerie s'apparentent à ceux d'un prêt basique s'élève à 3,5 M€.

Note 7d. Prêts et créances sur les établissements de crédit

	31.12.2018	01.01.2018
Prêts et créances sur les établissements de crédit		
Autres comptes ordinaires	22 291	20 264
Prêts	250	3
Dépôts de garantie versés	0	0
Pensions	0	0
Créances rattachées	1	0
Total	22 542	20 267
<i>Dont Comptes et Prêts à vue sur les établissements de crédit</i>	22 541	20 267

Au 31.12.2018, la valeur comptable des prêts et créances sur les établissements de crédit dont les flux de trésorerie s'apparentent à ceux d'un prêt basique s'élève à 22 M€.

Note 7e. Prêts et créances liés aux activités d'assurance

	31.12.2018	01.01.2018
Créances saines	499 427	436 659
Concours à la clientèle	495 782	436 658
- crédits à l'habitat	0	0
- autres concours et créances diverses dont pensions	495 782	436 658
Créances rattachées	3 645	1
Créances dépréciées sur base individuelle	54	11
Créances brutes	499 481	436 670
Dépréciations	-54	-11
Total	499 427	436 659

Au 31.12.2018, la valeur comptable des prêts et créances liés aux activités d'assurance dont les flux de trésorerie s'apparentent à ceux d'un prêt basique s'élève à 499 M€.

Note 7f. Immeubles de placement

	01.01.2018	Augmentation	Diminution	Autres	31.12.2018
Coût historique	520 956	536 408	-528 893	0	528 471
Amortissements et dépréciations	-174 399	-16 597	3 060	0	-187 936
Montant net	346 557	519 811	-525 833	0	340 535

La juste valeur des immeubles de placement comptabilisés au coût est de 715 millions d'euros au 31 décembre 2018 contre 659 millions d'euros au 31 décembre 2017.

Note 7g. Part des réassureurs dans les provisions techniques et autres actifs d'assurance

	31.12.2018	01.01.2018
Provisions techniques - Part des réassureurs	87 473	77 318
Autres actifs d'assurance	372 410	358 813
Total	459 883	436 131

Note 8. Impôts courants

	31.12.2018	01.01.2018
Actif (par résultat)	224 673	209 444
Passif (par résultat)	127 008	119 391

Note 9. Impôts différés

	31.12.2018	01.01.2018
Actif (par résultat)	73 890	35 599
Actif (par capitaux propres)	75 556	14 236
Passif (par résultat)	29 848	-8 978
Passif (par capitaux propres)	103 717	106 966

Répartition des impôts différés par grandes catégories

	31.12.2018	01.01.2018
Déficits fiscaux reportables	8 401	7 804
Différences temporaires sur :		
Plus ou moins-values différées sur titres disponibles à la vente	-44 456	-90 725
Plus ou moins-values différées titres à la juste valeur par capitaux propres	-14 409	-32 922
Variation du risque de crédit des passifs à la juste valeur par résultat sur option	-2 323	7
Gains ou pertes latents sur couvertures de flux de trésorerie	1 131	1 396
Gains ou pertes latents sur écarts actuariels	31 896	29 513
Provisions pour risques et charges non déductibles	84 432	29 754
Réserves latentes de location financement	-25 728	-21 369
Autres décalages temporaires	-23 063	28 389
Total net d'impôts différés	15 881	-48 153

Note 10. Comptes de régularisation et actifs divers

	31.12.2018	01.01.2018
Comptes de régularisation actif		
Valeurs reçues à l'encaissement	268 077	475 727
Comptes d'ajustement sur devises	13 796	5 522
Produits à recevoir	114 256	114 951
Comptes de régularisation divers	183 678	231 334
Sous-total	579 807	827 534
Autres actifs *		
Comptes de règlement sur opérations sur titres	98 289	96 676
Débiteurs divers	187 989	135 707
Stocks et assimilés	1 748	2 009
Autres emplois divers	3 046	3 712
Sous-total valeur brute des autres actifs	291 072	238 104
Dépréciations sur encours sains (B1/B2)		
Autres dépréciations (B3)	-3 752	-10 746
Sous-total valeur nette des autres actifs	287 320	227 358
Total	867 127	1 054 892

*Sont inclus les « autres actifs » non spécifiques assurance du périmètre assurance ; les « autres actifs » spécifiques assurance du périmètre assurance sont repris en Note 7g.

Note 10a. Participation aux bénéfices différée

	31.12.2018	01.01.2018
Participation aux bénéfices différée	0	0
Total	0	0

Note 11. Participation dans les entreprises mises en équivalence

	31.12.2018			01.01.2018		
	Valeur de MEE	Quote-part de résultat	Dividendes reçus	Valeur de MEE	Quote-part de résultat	Dividendes reçus
Caisse Centrale du Crédit Mutuel	137 177	2 753	0	138 093	24 387	0
Primonial Holding	5 460	5 460	0	0	0	0
Younited Credit	10 455	-3 987	0	11 293	-3 834	0
NEW PORT	31 262	2 200	0	40 954	3 365	0
Autres	17 422	-6 177	0	0	0	0
Total brut	201 775	248	0	190 340	23 919	0

Données financières des principales entreprises mises en équivalence (en norme IFRS)

	Total Bilan	PNB	RBE	Résultat Net	OCI	Capitaux propres
Caisse Centrale du Crédit Mutuel	4 700 419	16 307	10 598	8 610	9 336	661 087

Primonial Holding	1 244 549	123 651	-5 477	16 638	0	264 723
Younited Credit	337 295	24 982	-15 978	-15 454	0	38 894
NEW PORT	178 532	7 264	7 132	7 132	17 207	101 202
Autres	38 967	10 613	-9 963	-9 160	0	27 135

Note 12. Immeubles de placement du périmètre banque

	01.01.2018	Augmentation	Diminution	Autre	31.12.2018
Coût historique	223 858	181	-11 992	-	212 047
Amortissements et dépréciations	-55 020	-7 550	4 759	-	-57 811
Montant net	168 838	-7 369	-7 233	-	154 236

La juste valeur des immeubles de placement comptabilisés au coût est de 164 millions d'euros au 31 décembre 2018 contre 174 millions d'euros au 31 décembre 2017.

Note 13. Immobilisations corporelles

	01.01.2018	Augmentation	Diminution	Autre	31.12.2018
Coût historique					
Terrains d'exploitation	22 084	225	-136	-	22 173
Constructions d'exploitation	575 579	24 091	-5 408	310	594 572
Autres immobilisations corporelles	229 044	27 479	-10 273	-2 350	243 900
Total	826 707	51 795	-15 817	-2 040	860 645
Amortissements et dépréciations					
Terrains d'exploitation	-	-	-	-	-
Constructions d'exploitation	-390 776	-22 162	4 921	-	-408 017
Autres immobilisations corporelles	-182 846	-16 956	3 613	1 322	-194 867
Total	-573 622	-39 118	8 534	1 322	-602 884
Montant net	253 085	12 677	-7 283	-718	257 761

Note 14. Immobilisations incorporelles

	01.01.2018	Augmentation	Diminution	Autre	31.12.2018
Coût historique					
Immobilisations générées en interne	424 247	51 161	-902	1 482	475 988
Immobilisations acquises	725 832	78 429	-39 129	-24 537	740 595
Logiciels	359 045	22 432	-54	-5 319	376 104
Autres	366 787	55 997	-39 075	-19 218	364 491
Total	1 150 079	129 590	-40 031	-23 055	1 216 583
Amortissements et dépréciations					
Immobilisations générées en interne	-307 984	-49 682	74	-	-357 592
Immobilisations acquises	-414 515	-29 675	766	20 191	-423 233
Logiciels	-317 600	-17 728	54	4 222	-331 052
Autres	-96 915	-11 947	712	15 969	-92 181
Total	-722 499	-79 357	840	20 191	-780 825
Montant net	427 580	50 233	-39 191	-2 864	435 758

Note 15. Ecart d'acquisition

	01.01.2018	Augmentation	Diminution	Autre	31.12.2018
Ecart d'acquisition brut	572 684	0	0	-34 223	538 461
Dépréciations	0	0	0	0	0
Ecart d'acquisition net	572 684	0	0	-34 223	538 461

Répartition par pôle

Pôle	Entités	31.12.2018	01.01.2018
Clientèle retail	Arkéa Direct Bank	259 757	259 757
Entreprises et Institutionnels	Leasecom	0	32 723
	Leasecom Car		
B2B et Services Spécialisés	CFCAL Banque	38 216	38 216
B2B et Services Spécialisés	Monext	100 250	100 250
B2B et Services Spécialisés	Procapital	63 000	63 000
B2B et Services Spécialisés - Fintech	Leetchi SA	25 682	25 682
	Mangopay		
B2B et Services Spécialisés - Fintech	Pumpkin	10 974	10 974
Produits	Izimmo	17 964	19 464
Produits	Schelcher Prince Gestion	11 649	11 649

Produits	Suravenir Assurances	10 969	10 969
Ecart d'acquisition net		538 461	572 684

Note 16. Banques centrales - Dettes envers les établissements de crédit

	31.12.2018	01.01.2018
Banques centrales	0	0
Dettes envers les établissements de crédit	7 117 358	7 999 171
Comptes ordinaires	403 600	330 690
Emprunts	1 432 850	2 031 803
Dépôts de garantie reçus	268 466	314 952
Autres dettes	39 829	48 481
Pensions	4 994 676	5 275 151
Dettes rattachées	-22 063	-1 906
Total	7 117 358	7 999 171
<i>Dont Comptes et Emprunts à vue sur les établissements de crédit</i>	493 261	777 519

Note 17. Passifs financiers à la juste valeur par résultat

	31.12.2018	01.01.2018
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	450 009	384 997
Vente à découvert de titres	0	0
- Effets publics	0	0
- Obligations et autres titres à revenu fixe	0	0
- Actions et autres titres à revenu variable	0	0
Dettes représentatives des titres donnés en pension	0	0
Instruments dérivés	450 009	384 997
Autres passifs financiers détenus à des fins de transaction	0	0
Passifs financiers à la juste valeur sur option par résultat	361 062	173 820
Dettes envers les établissements de crédit	1 895	14
Dettes envers la clientèle	6 243	5 096
Dettes représentées par un titre	352 924	168 710
Dettes subordonnées	0	0
Total	811 071	558 817

La valeur de remboursement des passifs évalués à la juste valeur par résultat s'élève à 844 536 milliers d'euros au 31 décembre 2018 contre 564 359 milliers d'euros au 1^{er} janvier 2018.

Note 17a. Passifs financiers à la juste valeur sur option par résultat

	31.12.2018			01.01.2018		
	Valeur comptable	Montant contractuel à payer à l'échéance	Ecart	Valeur comptable	Montant contractuel à payer à l'échéance	Ecart
Dettes envers les établissements de crédit	1 895	1 868	27	14	108	-94
Dettes envers la clientèle	6 243	6 239	4	5 096	5 098	-2
Dettes représentées par un titre	352 924	386 420	-33 496	168 710	174 156	-5 446
Dettes subordonnées	0	0	0	0	0	0
Total	361 062	394 527	-33 465	173 820	179 362	-5 542

Note 17b. Actifs et passifs financiers faisant l'objet d'une compensation, d'une convention-cadre de compensation exécutoire ou d'un accord similaire

	31.12.2018						
	Montant brut des actifs/passifs financiers comptabilisés	Montant brut des passifs/actifs financiers comptabilisés et compensés au bilan	Montant net des actifs/passifs financiers présentés au bilan	Montants liés non compensés au bilan			Montant net
				Impact des conventions-cadre de compensation	Instruments financiers reçus/donnés en garantie	Trésorerie reçue/versée (cash collateral)	
Actifs							
Dérivés	1 097 523	0	1 097 523	-472 293	0	-257 564	367 666
Prises en pension de titres, emprunts de titres ou accords similaires	1 183 315	0	1 183 315	0	-1 090 216	0	93 099
Autres instruments financiers	0		0	0	0	0	0
Total des actifs	2 280 838	0	2 280 838	-472 293	-1 090 216	-257 564	460 765
Passifs							
Dérivés	980 882	0	980 882	-472 293	0	-402 833	105 756
Mises en pension de titres, prêts de titres ou accords similaires	6 305 368	0	6 305 368	0	-6 297 896	-4 720	2 752

Autres instruments financiers	0		0	0	0	0	0
Total des passifs	7 286 250	0	7 286 250	-472 293	-6 297 896	-407 553	108 508

Note 18. Dettes représentées par un titre

	31.12.2018	01.01.2018
Bons de caisse	7 318	13 643
Titres du marché interbancaire et TCN	2 617 491	2 642 665
Emprunts obligataires	9 514 284	7 396 403
Dettes senior non préférées	500 641	506 146
Dettes rattachées	130 944	179 002
Total	12 770 678	10 737 859

Note 19. Dettes envers la clientèle

	31.12.2018	01.01.2018
Comptes d'épargne à régime spécial	26 009 281	24 917 866
A vue	20 572 450	19 576 834
A terme	5 436 831	5 341 032
Dettes rattachées sur comptes d'épargne	214 302	208 743
Sous-total	26 223 583	25 126 609
Comptes ordinaires	20 145 779	18 332 715
Comptes et emprunts à terme	8 130 328	5 862 614
Pensions	0	0
Dettes rattachées	53 967	55 855
Dépôts de garantie reçus	1 506	1 899
Sous-total	28 331 580	24 253 083
Total	54 555 163	49 379 692

Note 20. Comptes de régularisation et passifs divers

	31.12.2018	01.01.2018
Comptes de régularisation passif		
Comptes indisponibles sur opérations de recouvrement	409 600	518 315
Comptes d'ajustement sur devises	8 846	8 077
Charges à payer	184 645	182 969
Produits constatés d'avance	299 951	288 516
Comptes de régularisation divers	314 353	87 260
Sous-total	1 217 395	1 085 137
Autres passifs		
Comptes de règlement sur opérations sur titres	312 436	302 115
Versements restant à effectuer sur titres	7 510	5 597
Créditeurs divers	526 293	612 664
Sous-total	846 239	920 376
Total	2 063 634	2 005 513

Note 21. Passifs relatifs aux activités d'assurance

	31.12.2018	01.01.2018
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	103 138	100 838
Dettes envers les établissements de crédit	1 340 999	2 127 987
Dettes représentées par un titre	0	0
Provisions techniques des contrats d'assurance	43 480 679	42 807 688
Autres passifs d'assurance	3 107 678	3 209 966
Dettes subordonnées	554	654
Total	48 033 048	48 247 133

Note 21a. Passifs financiers à la juste valeur par résultat

	31.12.2018	01.01.2018
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	103 138	100 838
Instruments dérivés	103 138	100 838
Autres passifs financiers détenus à des fins de transaction	0	0
Passifs financiers à la juste valeur sur option par résultat	0	0
Dettes envers les établissements de crédit	0	0
Dettes représentées par un titre	0	0

Dettes subordonnées	0	0
Total	103 138	100 838

Note 21b. Dettes envers les établissements de crédit

	31.12.2018	01.01.2018
Dettes envers les établissements de crédit		
Comptes ordinaires	0	9 793
Emprunts	0	0
Dépôts de garantie reçus des établissements de crédit	0	0
Autres dettes	0	0
Pensions	1 340 999	2 118 194
Dettes rattachées	0	0
Total	1 340 999	2 127 987
<i>Dont Comptes et Emprunts à vue sur les établissements de crédit</i>	0	9 793

Note 21c. Provisions techniques des contrats d'assurance

	31.12.2018	01.01.2018
Vie hors unités de compte	32 012 177	31 728 589
dont Participation aux bénéfices	2 129 752	2 735 486
Non vie	470 912	475 852
Unités de compte	10 841 617	10 455 218
Autres	155 973	148 029
Total	43 480 679	42 807 688
Participation aux bénéfices différée active	0	0
Part des réassureurs	-87 473	-77 318
Provisions techniques nettes	43 393 206	42 730 370

Note 21d. Autres passifs d'assurance

	31.12.2018	01.01.2018
Dépôts et cautionnements reçus	27 195	25 225
Dettes d'assurance et de réassurance	54 408	58 379
Autres	3 026 075	3 126 362
Total	3 107 678	3 209 966

Note 22. Provisions

	01.01.2018	Dotations	Reprises (provisions utilisées)	Reprises (provisions non utilisées)	Autres	31.12.2018
Provisions pour engagements de retraite	272 840	56 027	-15 425	0	633	314 075
Provisions pour épargne-logement	22 524	0	0	-4 054	0	18 470
Provisions pour pertes attendues sur risque de crédit des engagements hors bilan du périmètre banque	48 835	15 632	-3	-20 759	9	43 714
Provisions pour exécution des engagements de signature	0	0	0	0	0	0
Provisions pour impôts	14 675	1 642	-6 970	0	0	9 347
Provisions pour litiges	11 493	2 155	-1 576	-3 861	-470	7 741
Provisions pour risques	4 573	1 344	-1 263	-1 112	0	3 542
Autres	38 333	4 899	-5 936	-10 521	-113	26 662
Total	413 273	81 699	-31 173	-40 307	59	423 551

Note 22a. Engagements de retraite et avantages similaires**Engagements de retraite à prestations définies et autres avantages à Long Terme**

	01.01.2018	Dotations	Reprises	Autre	31.12.2018
Indemnités de fin de carrière	53 016	11 777	-3 855	633	61 571
Compléments de retraite	112 895	30 459	-9 282	-	134 072
Primes liées aux médailles du travail	38 476	7 514	-2 288	-	43 702
Comptes épargne-temps	68 453	6 277	-	-	74 730
Total	272 840	56 027	-15 425	633	314 075

Note 22b. Provisions pour risques sur engagements au titre des comptes et plans épargne-logement**Comptes et plans épargne-logement sur la phase épargne : encours et provisions**

	31.12.2018	01.01.2018
--	------------	------------

	Encours	Provisions	Encours	Provisions
Plans épargne-logement	5 160 762	18 144	5 010 056	21 940
Ancienneté de moins de 4 ans	1 045 703	8	1 126 140	11
Ancienneté de 4 à 10 ans	2 252 717	2 834	1 978 265	3 784
Ancienneté de plus de 10 ans	1 862 342	15 302	1 905 651	18 145
Comptes épargne-logement	686 426	1	678 021	44
Total	5 847 188	18 145	5 688 077	21 984

Crédits en vie octroyés au titre des comptes et plans épargne-logement : encours et provisions

	31.12.2018		01.01.2018	
	Encours	Provisions	Encours	Provisions
Plans épargne-logement	3 844	13	5 718	21
Comptes épargne-logement	34 076	312	52 094	518
Total	37 920	325	57 812	539

Note 22c. Provisions pour pertes attendues sur risque de crédit des engagements hors-bilan du périmètre banque

	01.01.2018	Dotations	Reprises	Autres	31.12.2018
Engagements donnés					
Pertes attendues à 12 mois	14 619	8 329	-10 961	5	11 992
Pertes attendues pour la durée de vie - actifs non dépréciés	3 798	2 661	-3 536	5	2 928
Pertes attendues pour la durée de vie - actifs dépréciés (instruments dépréciés ou non dès acquisition /création)	30 418	4 642	-6 265	-1	28 794
Total	48 835	15 632	-20 762	9	43 714

Note 23. Dettes subordonnées

	31.12.2018	01.01.2018
Dettes subordonnées	1 538 910	1 758 502
Emprunts participatifs	2 693	2 693
Dettes subordonnées à durée indéterminée	97 199	97 205
Autres dettes	0	0
Dettes rattachées	28 286	33 719
Total	1 667 088	1 892 119

Principales dettes subordonnées au 31.12.2018

EMETTEUR	DATE D'EMISSION	NOMINAL	DEVISE	TAUX	ECHEANCE
Crédit Mutuel Arkéa	05.07.2004	97 314	Euro	CMS 10 ans + 0,10	indéterminée
Crédit Mutuel Arkéa	01.06.2016	500 000	Euro	3,25%	01.06.2026
Crédit Mutuel Arkéa	09.02.2017	500 000	Euro	3,50%	09.02.2029
Crédit Mutuel Arkéa	25.10.2017	500 000	Euro	1,88%	25.10.2029
Total		1 597 314			

Note 24. Capital et réserves liées - Réserves consolidées

	31.12.2018	01.01.2018
Capital	2 260 952	2 202 426
Réserves liées au capital	5 438	5 438
Réserves consolidées	3 896 397	3 941 308
Réserve légale	495 763	421 583
Réserves statutaires et contractuelles	2 186 859	1 783 760
Réserves réglementées	-	-
Réserves de conversion	-	-
Autres réserves	1 153 330	1 675 561
Report à nouveau	60 445	60 404
Total	6 162 787	6 149 172

Le capital social du groupe est composé des parts sociales détenues par les sociétaires de l'établissement de crédit.

Note 25. Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

	31.12.2018	01.01.2018
Actifs disponibles à la vente	119 659	169 099
Instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres sur option non recyclables dont gains ou pertes sur titres de capitaux propres décomptabilisés au cours de la période	50 559	71 697

Instruments de dettes à la juste valeur par capitaux propres recyclables	22 740	52 008
dont gains ou pertes reclassés au résultat net sur titres de dettes décomptabilisés au cours de la période		
Variation de juste valeur attribuable au risque de crédit présentée dans les autres éléments du résultat global pour les passifs	4 933	-14
dont variation quia été réalisée lors de la décomptabilisation, pour tout passif décomptabilisé au cours de la période		
Dérivés de couverture de flux de trésorerie	-2 399	-2 651
Biens immobiliers	-	-
Autres	-91 120	-56 193
Total	104 372	233 946

Note 26.a Analyse des échéances des passifs financiers – périmètre banque

	Durée restant à courir					Total
	jusqu'à 3 mois	de 3 mois à 1 an	de 1 an à 5 ans	plus de 5 ans	Durée non déterminée	
Passifs à la juste valeur par résultat	69 553	100 004	119 438	522 076	-	811 071
Instruments dérivés de couverture					427 735	427 735
Dettes envers les établissements de crédit	1 529 059	390 444	3 796 352	1 401 418	-	7 117 273
Dettes envers la clientèle	43 890 144	1 538 577	5 250 465	3 875 973	-	54 555 159
Dettes représentées par un titre	1 463 758	2 608 993	4 390 643	4 307 284	-	12 770 678
Dettes subordonnées	-	-	-	1 569 889	97 199	1 667 088

Les différents éléments repris dans ce tableau sont ventilés en fonction de leur maturité contractuelle et non actualisés.

Note 26.b Analyse des échéances des passifs financiers – périmètre assurance

	Durée restant à courir					Total
	jusqu'à 3 mois	de 3 mois à 1 an	de 1 an à 5 ans	plus de 5 ans	Durée non déterminée	
Instruments dérivés de couverture					103 138	103 138
Dettes envers les établissements de crédit	400 427	940 572	-	-	-	1 340 999
Dettes subordonnées	554	-	-	-	-	554

Note 27. Actifs non courants destinés à être cédés et dettes liées

Le groupe a engagé un projet de cession des entités Leasecom et Leasecom Car.

La contribution du groupe Leasecom dans les comptes consolidés au 31 décembre 2018 est comptabilisée conformément à la norme IFRS 5 relative aux entités destinées à être cédées.

La cession doit intervenir au cours du 1^{er} semestre 2019.

Les principales catégories d'actifs et de passifs reclassés sur les 2 lignes de l'état de situation financière sont présentées ci-après :

	31.12.2018
Actifs	
Actifs financiers	392 920
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	0
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	29
Prêts et créances sur établissements de crédit et assimilés au coût amorti	173
Prêts et créances sur la clientèle au coût amorti	392 718
Autres actifs	16 735
Immobilisations	34 575
Total Actif	444 230
	31.12.2018
Passifs	
Passifs financiers	890
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	0
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	74
Dettes envers la clientèle	816
Autres passifs	17 917
Provisions	635
Total Passif	19 442

Note 28a. Hiérarchie de la juste valeur du périmètre banque

Actifs financiers	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
JVOCI	8 652 074	2 404 722	266 899	11 323 695
- Effets publics et valeurs assimilées - JVOCI (1)	4 201 642	726 173	0	4 927 815

- Obligations et autres titres à revenu fixe - JVOCI (2) (3)	4 273 977	1 676 129	0	5 950 106
- Actions et autres titres à revenu variable - JVOCI (4)	74 727	2 420	12 038	89 185
- Participations et ATDLT - JVOCI	101 728	0	254 657	356 385
- Parts entreprises liées - JVOCI	0	0	204	204
- Prêts et créances sur établissements de crédit - JVOCI	0	0	0	0
- Prêts et créances sur la clientèle - JVOCI	0	0	0	0
Transaction / JVO / Autres JVPR	11 922	623 997	543 344	1 179 263
- Effets publics et valeurs assimilées - Transaction	0	0	0	0
- Effets publics et valeurs assimilées - Juste valeur sur option	0	0	0	0
- Effets publics et valeurs assimilées - Autres JVPR	0	0	0	0
- Obligations et autres titres à revenu fixe - Transaction	0	0	0	0
- Obligations et autres titres à revenu fixe - Juste valeur sur option	0	0	0	0
- Obligations et autres titres à revenu fixe - Autres JVPR (5)	9 944	138 360	158 119	306 423
- Actions et autres titres à revenu variable - Transaction	0	0	0	0
- Actions et autres titres à revenu variable - Autres JVPR	1 978	0	385 225	387 203
- Prêts et créances sur établissements de crédit - Juste valeur sur option	0	1 895	0	1 895
- Prêts et créances sur établissements de crédit - Autres JVPR	0	63 160	0	63 160
- Prêts et créances sur la clientèle - Juste valeur sur option	0	15 031	0	15 031
- Prêts et créances sur la clientèle - Autres JVPR	0	593	0	593
- Dérivés et autres actifs financiers - Transaction	0	404 958	0	404 958
Instruments dérivés de couverture	0	692 564	0	692 564
Total	8 663 996	3 721 283	810 243	13 195 522
Passifs financiers				
Transaction / JVO	0	811 071	0	811 071
- Dettes envers les établissements de crédit - Juste valeur sur option	0	1 895	0	1 895
- Dettes envers la clientèle - Juste valeur sur option	0	6 243	0	6 243
- Dettes représentées par un titre - Juste valeur sur option	0	352 924	0	352 924
- Dérivés et autres passifs financiers - Transaction	0	450 009	0	450 009
Instruments dérivés de couverture	0	427 735	0	427 735
Total	0	1 238 806	0	1 238 806

(1) Des transferts de Niveau 1 à Niveau 2 ont été réalisés pour un montant de 142M€. Ils concernent essentiellement des obligations dont les caractéristiques correspondent aux critères définis par le niveau 2.

(2) Des transferts de Niveau 1 à Niveau 2 ont été réalisés pour un montant de 167M€. Ils concernent essentiellement des obligations dont les caractéristiques correspondent aux critères définis par le niveau 2.

(3) Des transferts de Niveau 2 à Niveau 1 ont été réalisés pour un montant de 4M€. Ils concernent essentiellement des obligations dont les caractéristiques correspondent aux critères définis par le niveau 1.

(4) Des transferts de Niveau 3 à Niveau 2 ont été réalisés pour un montant de 2M€. Ils concernent essentiellement des actions dont les caractéristiques correspondent aux critères définis par le niveau 2.

(5) Des transferts de Niveau 3 à Niveau 2 ont été réalisés pour un montant de 89M€. Ils concernent essentiellement des FPCI, FCPR, OPCI. Ces derniers sont valorisés par des techniques de valorisation connues (méthode du PER, Multiple etc.) effectuées par des contreparties (sociétés de gestion) spécialisées dans ces méthodes. Dans ce cadre, le classement de ce type d'actif a été défini en niveau 2.

Note 28b. Hiérarchie de la juste valeur du périmètre assurance

Actifs financiers	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Disponibles à la vente	21 368 477	2 579 812	2 033 229	25 981 518
- Effets publics et valeurs assimilées - DALV	9 272 247	0	0	9 272 247
- Obligations et autres titres à revenu fixe - DALV (1) (2)	11 813 936	2 160 922	1 521 154	15 496 012
- Actions et autres titres à revenu variable - DALV (3)	227 872	418 890	76 885	723 647
- Participations et ATDLT - DALV	54 422	0	435 190	489 612
- Parts entreprises liées - DALV	0	0	0	0
Transaction / JVO	9 703 406	8 307 266	4 872 181	22 882 853
- Effets publics et valeurs assimilées - Juste valeur sur option	0	0	0	0
- Obligations et autres titres à revenu fixe - Transaction	0	0	0	0
- Obligations et autres titres à revenu fixe - Juste valeur sur option	104 878	5 411 545	510 153	6 026 576
- Actions et autres titres à revenu variable - Juste valeur sur option (4) (5)	9 598 528	2 895 720	4 362 028	16 856 276
- Prêts et créances sur établissements de crédit - Juste valeur sur option	0	0	0	0
- Dérivés et autres actifs financiers - Transaction	0	1	0	1
Instruments dérivés de couverture	0	0	0	0
Total	31 071 883	10 887 078	6 905 410	48 864 371
Passifs financiers				
Transaction / JVO	0	103 138	0	103 138
- Dettes envers les établissements de crédit - Juste valeur sur option	0	0	0	0
- Dettes représentées par un titre - Juste valeur sur option	0	0	0	0
- Dérivés et autres passifs financiers - Transaction	0	103 138	0	103 138
Instruments dérivés de couverture	0	0	0	0
Total	0	103 138	0	103 138

(1) Des transferts de Niveau 2 à Niveau 1 ont été réalisés pour un montant de 149M€. Ils concernent essentiellement des obligations dont les caractéristiques correspondent aux critères définis par le niveau 1.

(2) Des transferts de Niveau 1 à Niveau 2 ont été réalisés pour un montant de 213M€. Ils concernent essentiellement des obligations dont les caractéristiques correspondent aux critères définis par le niveau 2.

(3) Des transferts de Niveau 3 à Niveau 2 ont été réalisés pour un montant de 412M€. Ils concernent essentiellement des actions dont les caractéristiques correspondent aux critères définis par le niveau 2.

(4) Des transferts de Niveau 2 à Niveau 1 ont été réalisés pour un montant de 18M€. Ils concernent essentiellement des actions dont les caractéristiques correspondent aux critères définis par le niveau 1.

(5) Des transferts de Niveau 3 à Niveau 2 ont été réalisés pour un montant de 2 865M€. Ils concernent essentiellement des FPCI, FCPR, OPCI. Ces derniers sont valorisés par des techniques de valorisation connues (méthode du PER, Multiple etc.) effectuées par des contreparties (sociétés de gestion) spécialisées dans ces méthodes. Dans ce cadre, le classement de ce type d'actif a été défini en niveau 2.

Note 28c. Hiérarchie de la Juste Valeur - Détail du niveau 3 du périmètre banque

	Ouverture	Achats	Emissions	Ventes	Remboursements	Transferts	Gains et pertes en résultat	Gains et pertes en capitaux propres	Autres mouvements	Clôture	Transferts N1, N2 => N3	Transferts N3 => N1, N2
Actifs financiers												
JVOCI	265 775	10 408	8 131	-9 085	-140	-2 088	0	18 134	-24 236	266 899	91	-2 179
- Effets publics et valeurs assimilées - JVOCI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- Obligations et autres titres à revenu fixe - JVOCI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- Actions et autres titres à revenu variable - JVOCI	8 608	0	0	0	0	-2 179	0	5 851	-242	12 038	0	-2 179
- Participations et ATDLT - JVOCI	256 824	10 407	8 131	-9 085	0	91	0	12 283	-23 994	254 657	91	0
- Parts entreprises liées - JVOCI	343	1	0	0	-140	0	0	0	0	204	0	0
- Prêts et créances sur établissements de crédit - JVOCI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- Prêts et créances sur la clientèle - JVOCI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transaction / JVO /Autres	508 157	189 956	50	-80 064	0	-119 774	46 923	0	-1 904	543 344	0	-119 774
- Effets publics et valeurs assimilées - Transaction	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- Effets publics et valeurs assimilées - Juste valeur sur option	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- Effets publics et valeurs assimilées - Autres JVPR	825	0	0	0	0	0	0	0	-825	0	0	0
- Obligations et autres titres à revenu fixe - Transaction	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- Obligations et autres titres à revenu fixe - Juste valeur sur option	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- Obligations et autres titres à revenu fixe - Autres JVPR	247 005	44 989	50	-9 879	0	-119 774	-640	0	-3 632	158 119	0	-119 774
- Actions et autres titres à revenu variable - Transaction	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- Actions et autres titres à revenu variable - Autres JVPR	260 327	144 967	0	-70 185	0	0	47 563	0	2 553	385 225	0	0
- Prêts et créances sur établissements de crédit - Juste valeur sur option	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- Prêts et créances sur établissements de crédit - Autre JVPR	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- Prêts et créances sur la clientèle - Juste valeur sur option	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- Prêts et créances sur la clientèle - Autres JVPR	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- Dérivés et autres actifs financiers - Transaction	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Instruments dérivés de couverture	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	773 932	200 364	8 181	-89 149	-140	-121 862	46 923	18 134	-26 140	810 243	91	-121 953
Passifs financiers												
Transaction / JVO	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- Dettes envers les établissements de crédit - Juste valeur sur option	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- Dettes envers la clientèle - Juste valeur sur option	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- Dettes représentées par un titre - Juste valeur sur option	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- Dérivés et autres passifs financiers - Transaction	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Instruments dérivés de couverture	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Note 28d. Hiérarchie de la Juste Valeur - Détail du niveau 3 du périmètre assurance

	Ouverture	Achats	Emissions	Ventes	Remboursements	Transferts	Gains et pertes en résultat	Gains et pertes en capitaux propres	Autres mouvements	Clôture	Transferts N1, N2 => N3	Transferts N3 => N1, N2
--	-----------	--------	-----------	--------	----------------	------------	-----------------------------	-------------------------------------	-------------------	---------	-------------------------	-------------------------

Actifs financiers												
Disponibles à la vente	1 970 395	2 139 023	0	-1 622 528	-51 663	-414 344	0	12 461	-115	2 033 229	0	-414 344
- Effets publics et valeurs assimilées - DALV	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- Obligations et autres titres à revenu fixe - DALV	1 096 720	2 084 316	0	-1 618 646	-48 675	0	0	4 595	2 844	1 521 154	0	0
- Actions et autres titres à revenu variable - DALV	495 424	0	0	-3 882	0	-414 344	0	-313	0	76 885	0	-414 344
- Participations et ATDLT - DALV	378 161	54 707	0	0	-2 988	0	0	8 179	-2 869	435 190	0	0
- Parts entreprises liées - DALV	90	0	0	0	0	0	0	0	-90	0	0	0
Transaction / JVO	6 345 847	443 311	0	-66 534	-12 056	-2 495 922	685 312	0	-27 777	4 872 181	6 332	-2 502 254
- Effets publics et valeurs assimilées - Transaction	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- Effets publics et valeurs assimilées - Juste valeur sur option	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- Obligations et autres titres à revenu fixe - Transaction	429 988	92 395	0	-8 242	-7 482	0	1 573	0	1 921	510 153	0	0
- Obligations et autres titres à revenu fixe - Juste valeur sur option	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- Actions et autres titres à revenu variable - Transaction	5 915 859	350 916	0	-58 292	-4 574	-2 495 922	683 739	0	-29 698	4 362 028	6 332	-2 502 254
- Actions et autres titres à revenu variable - Juste valeur sur option	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- Dérivés et autres actifs financiers - Transaction	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Instruments dérivés de couverture	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	8 316 242	2 582 334	0	-1 689 062	-63 719	-2 910 266	685 312	12 461	-27 892	6 905 410	6 332	-2 916 598
Passifs financiers										0		
Transaction / JVO	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- Dettes envers les établissements de crédit - Juste valeur sur option	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- Dettes représentées par un titre - Juste valeur sur option	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- Dérivés et autres passifs financiers - Transaction	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Instruments dérivés de couverture	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Note 29a. Hiérarchie de juste valeur des actifs et passifs financiers comptabilisés au coût amorti – périmètre banque

	Valeur de marché	Valeur au bilan	Plus ou moins-valeurs latentes	Niveau 1 de hiérarchie	Niveau 2 de hiérarchie	Niveau 3 de hiérarchie
Actifs	65 607 962	64 725 318	882 644	0	9 019 929	56 588 033
Actifs financiers au coût amorti						
Prêts et créances sur établissements de crédit	9 019 929	8 986 833	33 096	0	9 019 929	0
Prêts et créances à la clientèle	56 427 084	55 574 536	852 548	0	0	56 427 084
Titres	160 949	163 949	-3 000	0	0	160 949
Passifs	76 866 614	76 110 287	756 327	0	22 312 031	54 554 583
Dettes envers les établissements de crédit	7 181 152	7 117 358	63 794	0	7 181 152	0
Dettes envers la clientèle	54 554 583	54 555 163	-580	0	0	54 554 583
Dettes représentées par un titre	13 490 397	12 770 678	719 719	0	13 490 397	0
Dettes subordonnées	1 640 482	1 667 088	-26 606	0	1 640 482	0

Note 29b. Hiérarchie de juste valeur des actifs et passifs financiers comptabilisés au coût amorti – périmètre assurance

	Valeur de marché	Valeur au bilan	Plus ou moins-valeurs latentes	Niveau 1 de hiérarchie	Niveau 2 de hiérarchie	Niveau 3 de hiérarchie
Actifs	525 503	525 503	0	3 534	22 542	499 427
Prêts et créances sur établissements de crédit	22 542	22 542	0	0	22 542	0
Autres prêts et créances liés aux activités d'assurance	499 427	499 427	0	0	0	499 427
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	3 534	3 534	0	3 534	0	0
Passifs	1 499 350	1 499 350	0	0	1 341 553	157 797

Dettes envers les établissements de crédit	1 340 999	1 340 999	0	0	1 340 999	0
Dettes envers la clientèle	157 797	157 797	0	0	0	157 797
Dettes représentées par un titre	0	0	0	0	0	0
Dettes subordonnées	554	554	0	0	554	0

Notes sur le compte de résultat

En milliers d'euros

Note 30. Intérêts et produits/charges assimilés

	31.12.2018		31.12.2017	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Etablissements de crédit & banques centrales	114 890	-124 552	101 034	-117 317
Clientèle	1 441 804	-590 575	1 387 427	-552 778
Titres au coût amorti	2 191	0	1 206	0
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	11 912	-854		
Instruments dérivés de couverture	278 894	-221 051	244 555	-202 593
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	-5 502	0	72 309	0
Dettes représentées par un titre	0	-227 688	0	-298 232
Total	1 844 189	-1 164 720	1 806 531	-1 170 920

Note 31. Commissions

	31.12.2018		31.12.2017	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Etablissements de crédit	8 190	-10 820	7 858	-7 309
Clientèle	92 821	-344	106 320	-363
Instruments dérivés	8 773	-1 112	6 868	-385
Change	5 250	-53	5 473	-208
Engagements de financement et de garantie	562	-2 576	406	-2 956
Titres et prestations de services	507 044	-127 494	521 621	-228 606
Total	622 640	-142 399	648 546	-239 827

Note 32. Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

	31.12.2018	31.12.2017
Instruments de transaction	-10 633	-2 170
Instruments à la juste valeur sur option	14 988	-15
Variation de juste valeur attribuable au risque de crédit présentée dans le résultat net pour les passifs	0	0
Autres instruments à la juste valeur par résultat	81 292	
dont OPC	29 412	
Inefficacité des couvertures	-751	-1 273
Sur couverture de flux de trésorerie	1	9
Sur couverture de juste valeur	-752	-1 282
variation de juste valeur des éléments couverts	16 777	128 865
variation de juste valeur des éléments de couverture	-17 529	-130 147
Résultat de change	166	6 076
Total des variations de juste valeur	85 062	2 618

Note 33a. Gains ou pertes nets sur actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres

	31.12.2018		
	Dividendes	PV/MV réalisées	Total
Effets publics		16 335	16 335
Obligations et autres titres à revenu fixe		650	650
Prêts EC		0	0
Prêts Clientèle		0	0
Actions et autres titres à revenu variable	5 398		5 398
Titres immobilisés	9 252		9 252
Total	14 650	16 985	31 635

Note 33b. Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente

	31.12.2017			
	Dividendes	PV/MV réalisées	Dépréciations	Total
Effets publics		0	0	0

Obligations et autres titres à revenu fixe		6 595	0	6 595
Prêts EC		0	0	0
Prêts Clientèle		0	0	0
Actions et autres titres à revenu variable	7 564	73 642	-1 898	79 308
Titres immobilisés	6 939	93 073	7 932	107 944
Total	14 503	173 310	6 034	193 847

Note 34. Gains ou pertes nets sur instruments financiers au coût amorti

Actifs financiers	Profit ou perte comptabilisé par suite de la décomptabilisation d'actifs au 31.12.2018
Effets publics	0
Obligations et autres titres à revenu fixe	1
Prêts EC	0
Prêts Clientèle	0
Passifs financiers	
Dettes envers les établissements de crédit	0
Dettes envers la clientèle	0
Dettes représentées par un titre	0
Dettes subordonnées	0
Total	1

Note 35. Produits nets des activités d'assurance

	31.12.2018
Intérêts et produits/charges assimilés	41 565
Commissions	-74 764
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	3 885
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	28 631
Gains ou pertes nets sur actifs/passifs financiers au coût amorti	0
Autres produits/charges des activités d'assurance	687 727
Total	687 044

Note 35a. Intérêts et produits/charges assimilés

	Produits	Charges
Etablissements de crédit & banques centrales	2 818	-2 361
Clientèle	0	0
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	256	0
Actifs/Passifs financiers à la juste valeur par résultat	0	0
Actifs financiers disponibles à la vente	40 852	0
Dettes représentées par un titre	0	0
Dettes subordonnées	0	0
Total	43 926	-2 361

Note 35b. Commissions

	Produits	Charges
Etablissements de crédit	0	-31
Clientèle	551	0
Instruments dérivés	0	0
Change	0	0
Engagements de financement et de garantie	0	-2
Titres et prestations de services	63 386	-138 668
Total	63 937	-138 701

Note 35c. Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

	31.12.2018
Instruments de transaction	-39
Instruments à la juste valeur sur option	4 287
Autres instruments à la juste valeur par résultat	0
Résultat de change	-363
Total des variations de juste valeur	3 885

Note 35d. Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente

	Dividendes	PV/MV réalisées	Total
Effets publics, obligations et autres titres à revenu fixe	0	1 101	1 101
Actions et autres titres à revenu variable	24 692	0	24 692
Titres immobilisés	2 838	0	2 838
Autres	0	0	0
Total	27 530	1 101	28 631

Note 35e. Autres produits/charges des activités d'assurance

	31.12.2018	
	Produits	Charges
Activités d'assurance	6 334 766	-5 645 324
Immeubles de placement	5 258	-16 197
Autres produits	12 848	-3 624
Total	6 352 872	-5 665 145

Note 35f. Marge brute des activités d'assurance

	31.12.2018
Primes acquises	5 052 761
Charges des prestations	-195 674
Variation des provisions	175
Autres charges et produits techniques et non techniques	-4 900 828
Produits nets des placements	733 008
Total	689 442

Note 36. Produits/charges des autres activités

	31.12.2018		31.12.2017	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Activités d'assurance			6 986 932	-6 294 649
Immeubles de placement	13 718	-14 835	9 734	-30 470
Autres produits	243 813	-60 343	234 004	-56 740
Total	257 531	-75 178	7 230 670	-6 381 859

Note 37. Charges générales d'exploitation

	31.12.2018	31.12.2017
Charges de personnel	-871 654	-832 292
Autres charges	-522 557	-480 789
Total	-1 394 211	-1 313 081

Note 38a. Charges de personnel

	31.12.2018	31.12.2017
Salaires et traitements	-476 107	-449 120
Charges sociales	-229 854	-222 417
Intéressement et participation des salariés	-96 796	-95 877
Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations	-68 886	-64 855
Autres	-11	-23
Total	-871 654	-832 292

Le Crédit d'impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE) a été comptabilisé en déduction des charges de personnel pour un montant de 11 926 K€.

Note 38b. Effectifs moyens

	31.12.2018	31.12.2017
Employés	4 373	4 279(*)
Cadres	5 390	5 192
Total	9 764	9 471

(*) Les effectifs moyens d'employés au 31/12/2017 ont été modifiés par rapport à la publication des comptes consolidés au 31/12/2017 afin d'intégrer les CDD.

Note 38c. Avantages postérieurs à l'emploi

Les régimes à cotisations définies sont ceux pour lesquels l'obligation du groupe se limite uniquement au versement d'une cotisation, mais ne comportent aucun engagement du groupe sur le niveau des prestations fournies.
Les principaux régimes de retraite à cotisations définies regroupent notamment l'assurance vieillesse obligatoire et les régimes de retraite Agirc et Arrco, ainsi que les

régimes de retraite surcomplémentaire mis en place par certaines entités pour lesquels elles n'ont qu'une obligation de cotiser.
Les charges sur ces régimes sont en 2018 de 77 804 milliers d'euros (contre 74 656 milliers d'euros en 2017).

Régimes à prestations définies et autres avantages à long terme

Ces régimes à prestations définies exposent le groupe à des risques, tels que les risques de taux d'intérêt et le risque de marché.

Ces avantages sont assis sur le salaire final pour les Indemnités de Fin de Carrière (IFC) et sur le salaire moyen des 10 dernières années pour la retraite supplémentaire. Lors de la liquidation des rentes pour la retraite surcomplémentaire, le risque est transféré à Suravenir sous la forme d'un contrat d'assurance.

Variation dette actuarielle

	Postérieurs à l'emploi		Autres avantages à long terme (1)	Total 31.12.2018	Total 31.12.2017
	Surcomplémentaire	Indemnités fin de carrière			
Dette actuarielle brute en début période	115 604	53 015	106 928	275 547	262 632
Coût des services rendus sur la période	6 174	3 317	2 456	11 947	11 828
Intérêts nets	1 745	812	1 636	4 193	4 768
Modification/ réduction/ liquidation de plan	0	0	0	0	0
Acquisition, cession (modif. périmètre conso)		633		633	-109
Prestations versées	-9 282	-3 804	-6 265	-19 352	-15 004
Gains / pertes actuariels	24 426	7 598	13 676	45 700	11 432
dont gains / pertes actuariels liés à des changements d'hypothèses démographiques	4 110	957	7 749	12 816	8 820
dont gains / pertes actuariels liés à des changements d'hypothèses financières	13 781	5 047	2 945	21 773	-11
dont gains / pertes actuariels liés aux écarts d'expérience	6 535	1 595	2 981	11 111	2 623
Dette actuarielle brute en fin période	138 667	61 571	118 431	318 669	275 547

(1) Les autres avantages à long terme concernent les médailles du travail et les comptes épargne-temps.

Détail de la charge comptabilisée au résultat

	Postérieurs à l'emploi		Autres avantages à long terme	Total 31.12.2018	Total 31.12.2017
	Surcomplémentaire	Indemnités fin de carrière			
Coût des services rendus au cours de l'exercice	-6 174	-3 015	-2 456	-11 645	-11 828
Intérêts nets	-167	-128	-1 300	-1 595	-1 823
Effet de toute réduction ou liquidation de régime	0	0	0	0	0
Gains / pertes actuariels			-13 824	-13 824	-7 809
dont gains / pertes actuariels liés à des changements d'hypothèses démographiques comptabilisés au compte de résultat			-7 749	-7 749	-6 635
dont gains / pertes actuariels liés à des changements d'hypothèses financières comptabilisés au compte de résultat			-2 945	-2 945	353
dont gains / pertes actuariels liés aux écarts d'expérience			-3 129	-3 129	-1 527
Charge au compte de résultat	-6 341	-3 143	-17 580	-27 064	-21 460

Variation de juste valeur des actifs du régime et des droits à remboursement

Postérieurs à l'emploi	Surcomplémentaire	Indemnités fin de carrière	Autres avantages à long terme	Total 31.12.2018	Total 31.12.2017
Juste valeur des actifs en début de période	107 136	42 028	21 820	170 984	165 209
Intérêts nets	1 578	621	336	2 535	2 945
Cotisations de l'employeur	19 143	5 023	0	24 165	13 160
Acquisition, cession (modif. périmètre conso)	0	0	0	0	0
Prestations versées	-9 282	-3 462	0	-12 744	-10 268
Gains / pertes actuariels	-1 782	-591	-147	-2 521	-62
dont gains / pertes actuariels sur les actifs du régime liés à des changements d'hypothèses démographiques	0	0	0	0	0
dont gains / pertes actuariels sur les actifs du régime liés à des changements d'hypothèses financières	0	0	0	0	0
dont gains / pertes actuariels liés aux écarts d'expérience	-1 782	-591	-147	-2 521	-62
Juste valeur des actifs en fin de période	116 793	43 618	22 009	182 420	170 984

Position nette	Surcomplémentaire	Indemnités fin de carrière	Autres avantages à long terme	31.12.2018	31.12.2017
Dette actuarielle fin de période	138 667	61 571		118 431	318 669
Juste valeur des actifs/droits à remboursement	-116 793	-43 618		-22 009	-182 420
Position nette	21 874	17 953		96 422	104 563

Éléments reconnus immédiatement et comptabilisés dans le résultat global

	31.12.2018	31.12.2017
Écarts actuariels générés sur les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi	-37153	-7537
Ajustements de plafonnement des actifs	0	0
Total des éléments reconnus immédiatement dans l'année	-37 153	-7537
Montant du stock d'écarts actuariels cumulés en fin d'année	-122 853	-85700

Informations sur les actifs de financement des régimes

Les montants inclus dans la juste valeur des actifs du régime concernant les instruments financiers émis par le groupe et les biens occupés par le groupe ne sont pas significatifs.

Les actifs de couverture sont détenus par Suravenir.

Au 31 décembre 2018, la durée moyenne pondérée des obligations au titre des prestations définies était de 13,4 ans (12,6 ans en 2017).

Les cotisations employeurs devant être versées pour 2019 au titre des régimes d'avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies sont estimées à 12 210 milliers d'euros.

Composition des actifs de couverture

Détails de la juste valeur des actifs du régime	31.12.2018			
	Titres de dettes	Instruments de capitaux propres	Immobilier	Autres
Actifs cotés sur un marché actif	106 502	7 113	356	0
Actifs non cotés sur un marché actif	36 429	888	9 126	0
Total	142 931	8 001	9 482	0

Détails de la juste valeur des actifs du régime	31.12.2017			
	Titres de dettes	Instruments de capitaux propres	Immobilier	Autres
Actifs cotés sur un marché actif	102 379	6 620	338	0
Actifs non cotés sur un marché actif	30 840	790	8 198	0
Total	133 219	7 410	8 536	0

Analyse des sensibilités des engagements aux variations des principales hypothèses actuarielles

(En pourcentage de l'élément mesuré)	31.12.2018			
	Surcomplémentaire	Indemnités fin de carrière	Médailles du travail	Compte épargne-temps
Variation de +0,5% du taux d'actualisation				
Impact sur la valeur actuelle des engagements au 31 décembre N	-6%	-6%	-5%	-5%
Variation de +0,5% du salaire net				
Impact sur la valeur actuelle des engagements au 31 décembre N	6%	6%	6%	4%

Les sensibilités publiées sont des moyennes pondérées des variations observées par la valeur actuelle des engagements.

Note 38d. Paiements fondés en actions

La norme IFRS 2 « Paiements en actions et assimilés » impose l'évaluation des transactions rémunérées par paiements en actions et assimilés dans les résultats et au bilan de l'entreprise.

Cette norme s'applique aux transactions effectuées avec les salariés et plus précisément :

- Aux transactions dont le paiement est fondé sur des actions et qui sont réglées en instruments de capitaux propres ;
- Aux transactions dont le paiement est fondé sur des actions et qui sont réglées en trésorerie.

Pour les transactions réglées en capitaux propres, une charge est comptabilisée en contrepartie des capitaux propres. Cette charge est étalée sur la période d'acquisition des droits.

Le groupe est concerné principalement par les transactions dont le dénouement se fait en trésorerie. Pour ces transactions, la juste valeur du passif, évaluée initialement à la date d'attribution, doit être réévaluée à chaque date de clôture et jusqu'à la date de règlement du passif. Les variations de juste valeur sont à comptabiliser en charges ou en produits au compte de résultat, et ce tant que la dette n'est pas réglée.

	Plan 1	Plan 2	Plan 3	Plan 4	Plan 5	Plan 6	Plan 7	Plan 8
Nature des plans	Cash settled	Cash settled	Equity settled	Cash settled	Cash settled	Cash settled	Cash settled	Equity settled
Date d'attribution	15/10/2015	18/09/2015	2017-2018	30/06/2015	29/11/2017	01/07/2015	02/07/2015	06/2016-03/2018
Période d'exercice	T1 2018 / T1 2020	S1 2019	2018-2019	T4 2020	T1 2021	T3 2020	T1 2020 / T1 2023	2016-2019
Méthode de valorisation	Situation nette + Multiple des encours	Multiple du chiffre d'affaires	Prix de cession	Discounted cash flow	% du Résultat Net - part du groupe	Conquête clientèle	Multiple d'ETIBDA	Prix de cession
Impact résultat 2018	-347	-10 617	-1 275	-4 477	-929	-256	-358	-278
Dettes au bilan	6 122	17 694		22 918	5 995	614	1 758	

Note 38e. Autres charges d'exploitation

	31.12.2018	31.12.2017
Impôts et taxes	-78 971	-73 936
Services extérieurs	-443 299	-406 276
Autres charges diverses	-287	-577
Total	-522 557	-480 789

	31.12.2018	31.12.2017
--	------------	------------

	Mazars	Réseau Deloitte	Total	Mazars	Réseau Deloitte	Total
Crédit Mutuel Arkéa	935	899	1 834	578	1 240	1 818
Filiales consolidées	1 051	1 190	2 241	1 117	912	2 029
Total	1 986	2 089	4 075	1 695	2 152	3 847

Le montant total des honoraires d'audit versés aux Commissaires aux comptes n'appartenant pas au réseau de l'un de ceux certifiant les comptes consolidés et individuels du Crédit Mutuel Arkéa, mentionnés dans le tableau ci-dessus, s'élève à 329 milliers d'euros au titre de l'exercice 2018.

Note 39. Dotations/reprises sur amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles

	31.12.2018	31.12.2017
Amortissements	-119 358	-114 861
Immobilisations corporelles	-39 051	-36 803
Immobilisations incorporelles	-80 307	-78 058
Dépréciations	44	570
Immobilisations corporelles	44	570
Immobilisations incorporelles	0	0
Total	-119 314	-114 291

Note 40. Coût du risque

Note 40a. Coût du risque sur le périmètre banque

31.12.2018	Dotations	Reprises	Créances irrécouvrables couvertes	Créances irrécouvrables non couvertes	Recouvrement sur créances apurées	Total
Pertes attendues à 12 mois	-79 995	70 718				-9 277
- Prêts et créances Etablissements de crédit	-983	481				-502
- Prêts et créances clientèle	-65 742	56 524				-9 218
- dont location financement	-1 302	3 572				2 270
- Actifs financiers au coût amorti - Titres à revenu fixe	-155	42				-113
- Actifs financier en JVOCI - Titres à revenu fixe	-4 788	2 709				-2 079
- Actifs financier en JVOCI - Prêts	0	0				0
- Hors-bilan	-8 327	10 962				2 635
- Autres actifs	0	0				0
Pertes attendues sur la durée de vie	-88 965	87 600				-1 365
- Prêts et créances Etablissements de crédit	0	56				56
- Prêts et créances clientèle	-86 235	83 257				-2 978
- dont location financement	-1 472	1 429				-43
- Actifs financiers au coût amorti - Titres à revenu fixe	0	567				567
- Actifs financier en JVOCI - Titres à revenu fixe	-69	182				113
- Actifs financier en JVOCI - Prêts	0	0				0
- Hors-bilan	-2 661	3 538				877
- Autres actifs	0	0				0
Actifs dépréciés	-210 417	221 637	-60 365	-8 125	6 349	-50 921
- Prêts et créances Etablissements de crédit	0	0	0	0	0	0
- Prêts et créances clientèle	-201 523	215 322	-60 365	-8 125	6 349	-48 342
- dont location financement	-14 631	10 781	-1 582	-3 864	0	-9 296
- Actifs financiers au coût amorti - Titres à revenu fixe	-4 252	49	0	0	0	-4 203
- Actifs financier en JVOCI - Titres à revenu fixe	0	0	0	0	0	0
- Actifs financier en JVOCI - Prêts	0	0	0	0	0	0
- Hors-bilan	-4 642	6 266	0	0	0	1 624
Autres	-6 400	4 300	-35	0	0	-2 135
- Autres actifs	-6 400	4 300	-35	0	0	-2 135
Total	-385 777	384 255	-60 400	-8 125	6 349	-63 698

Note 40b. Coût du risque sur le périmètre assurance

31.12.2018	Dotations	Reprises	Créances irrécouvrables couvertes	Créances irrécouvrables non couvertes	Recouvrement sur créances apurées	Total
- Etablissements de crédit	0	0	0	0	0	0
- Activités d'assurance	0	0	0	0	0	0
- Actifs disponibles à la vente	0	0	0	0	0	0
- Actifs détenus jusqu'à l'échéance	0	0	0	0	0	0
- Autres	0	19	0	0	0	19
Total	0	19	0	0	0	19

Note 40c. Périmètre banque - Informations sur les variations des encours soumis à provisions pour pertes attendues sur risque de crédit

	01.01.2018	Acquisition /production	Vente /remboursement	Transferts entre buckets	Autres (*)	31.12.2018
Actifs financiers au coût amorti - prêts et créances Etablissements de crédit	7 601 243	6 146 044	-4 758 135	0	-172	8 988 980
- pertes attendues à 12 mois	7601243	6146044	-4758135	0	-172	8988980
- pertes attendues pour la durée de vie - actifs non dépréciés	0	0	0	0	0	0
- pertes attendues pour la durée de vie - actifs dépréciés à la clôture mais non dépréciés dès acquisition/création	0	0	0	0	0	0
- pertes attendues pour la durée de vie - actifs dépréciés dès acquisition/création	0	0	0	0	0	0
Réévaluation au titre de la couverture FVH	0				0	0
Actifs financiers au coût amorti - prêts et créances sur la clientèle	51 226 707	12 945 231	-7 523 904	0	-21 716	56 626 318
- pertes attendues à 12 mois	47325752	12601336	-6778879	-383917	9371	52773663
- pertes attendues pour la durée de vie - actifs non dépréciés	2419436	263937	-501556	267065	-24474	2424408
- pertes attendues pour la durée de vie - actifs dépréciés à la clôture mais non dépréciés dès acquisition/création	1257693	59393	-189260	102769	-16697	1213898
- pertes attendues pour la durée de vie - actifs dépréciés dès acquisition/création	223826	20565	-54209	14083	10084	214349
Réévaluation au titre de la couverture FVH	0				0	0
Actifs financiers au coût amorti - Titres	159 008	20 053	-10 091	0	0	168 970
- pertes attendues à 12 mois	133603	14511	-5001	0	0	143113
- pertes attendues pour la durée de vie - actifs non dépréciés	25405	0	-5090	0	0	20315
- pertes attendues pour la durée de vie - actifs dépréciés à la clôture mais non dépréciés dès acquisition/création	0	5542	0	0	0	5542
- pertes attendues pour la durée de vie - actifs dépréciés dès acquisition/création	0	0	0	0	0	0
Réévaluation au titre de la couverture FVH	0				0	0
Actifs financiers en JVOCI - Titres à revenu fixe	10 139 031	1 276 054	-530 406	0	0	10 884 679
- pertes attendues à 12 mois	10060849	1276054	-483950	0	0	10852953
- pertes attendues pour la durée de vie - actifs non dépréciés	78182	0	-46456	0	0	31726
- pertes attendues pour la durée de vie - actifs dépréciés à la clôture mais non dépréciés dès acquisition/création	0	0	0	0	0	0
- pertes attendues pour la durée de vie - actifs dépréciés dès acquisition/création	0	0	0	0	0	0
Réévaluation au titre de la couverture FVH	0				0	0
Actifs financiers en JVOCI - Prêts	0	0	0	0	0	0
- pertes attendues à 12 mois	0	0	0	0	0	0
- pertes attendues pour la durée de vie - actifs non dépréciés	0	0	0	0	0	0
- pertes attendues pour la durée de vie - actifs dépréciés à la clôture mais non dépréciés dès acquisition/création	0	0	0	0	0	0
- pertes attendues pour la durée de vie - actifs dépréciés dès acquisition/création	0	0	0	0	0	0
Réévaluation au titre de la couverture FVH					0	0
Total	69 125 989	20 387 382	-12 822 536	0	-21 888	76 668 947

Note 40d. Périmètre banque - Informations sur les variations des provisions pour pertes attendues sur risque de crédit

	01.01.2018	Dotation	Reprise	Transferts	Changement de méthode	Autres (*)	31.12.2018
Actifs financiers au coût amorti - prêts et créances Etablissements de crédit	-1 700	-984	537	0	0	0	-2 147
- pertes attendues à 12 mois	-1 700	-984	537	0	0	0	-2 147
- pertes attendues pour la durée de vie - actifs non dépréciés	0	0	0	0	0	0	0
- pertes attendues pour la durée de vie - actifs dépréciés à la clôture mais non dépréciés dès acquisition/création	0	0	0	0	0	0	0
- pertes attendues pour la durée de vie - actifs dépréciés dès acquisition/création	0	0	0	0	0	0	0
Actifs financiers au coût amorti - prêts et créances sur la clientèle	-1 090 825	-384 284	393 415	0	0	29 912	-1 051 782
- pertes attendues à 12 mois	-106 981	-57 909	69 370	-17 794	0	89	-113 225
- pertes attendues pour la durée de vie - actifs non dépréciés	-132 974	-94 196	79 575	11 787	0	711	-135 097
- pertes attendues pour la durée de vie - actifs dépréciés à la clôture mais non dépréciés dès acquisition/création	-695 034	-226 580	220 615	6 007	0	29 256	-665 736
- pertes attendues pour la durée de vie - actifs dépréciés dès acquisition/création	-155 836	-5 599	23 855	0	0	-144	-137 724
Actifs financiers au coût amorti - Titres	-1 271	-4 407	657	0	0	0	-5 021
- pertes attendues à 12 mois	-228	-155	41	0	0	0	-342
- pertes attendues pour la durée de vie - actifs non dépréciés	-1 043	0	567	0	0	0	-476
- pertes attendues pour la durée de vie - actifs dépréciés à la clôture mais non dépréciés dès acquisition/création	0	-4 252	49	0	0	0	-4 203
- pertes attendues pour la durée de vie - actifs dépréciés dès acquisition/création	0	0	0	0	0	0	0
Actifs financiers en JVOCI - Titres à revenu fixe	-4 783	-4 871	2 896	0	0	0	-6 758
- pertes attendues à 12 mois	-4 607	-4 792	2 710	0	0	0	-6 689
- pertes attendues pour la durée de vie - actifs non dépréciés	-176	-79	186	0	0	0	-69
- pertes attendues pour la durée de vie - actifs dépréciés à la clôture mais non dépréciés dès acquisition/création	0	0	0	0	0	0	0
- pertes attendues pour la durée de vie - actifs dépréciés dès acquisition/création	0	0	0	0	0	0	0
Actifs financiers en JVOCI - Prêts	0	0	0	0	0	0	0
- pertes attendues à 12 mois	0	0	0	0	0	0	0
- pertes attendues pour la durée de vie - actifs non dépréciés	0	0	0	0	0	0	0
- pertes attendues pour la durée de vie - actifs dépréciés à la clôture mais non dépréciés dès acquisition/création	0	0	0	0	0	0	0
- pertes attendues pour la durée de vie - actifs dépréciés dès acquisition/création	0	0	0	0	0	0	0

Engagements donnés	-48 843	-15 645	20 774	0	0	0	-43 714
- pertes attendues à 12 mois	-14 621	-8 334	10 963	0	0	0	-11 992
- pertes attendues pour la durée de vie - actifs non dépréciés	-3 804	-2 668	3 544	0	0	0	-2 928
- pertes attendues pour la durée de vie - actifs dépréciés à la clôture mais non dépréciés dès l'acquisition/création	-30 418	-4 643	6 267	0	0	0	-28 794
Autres actifs	0	0	0	0	0	0	0
- pertes attendues à 12 mois	0	0	0	0	0	0	0
- pertes attendues pour la durée de vie - actifs non dépréciés	0	0	0	0	0	0	0
- dont pertes attendues évaluées selon la méthode simplifiée	0	0	0	0	0	0	0
- pertes attendues pour la durée de vie - actifs dépréciés (indistinctement dépréciés ou non dès l'acquisition/création)	0	0	0	0	0	0	0
- dont pertes attendues évaluées selon la méthode simplifiée	0	0	0	0	0	0	0
Total	-1 147 422	-410 191	418 279	0	0	29 912	-1 109 422

Note 40e. Périmètre banque - valeur comptable brute des créances clientèle par catégorie de risque de crédit**Au 31.12.2018**

Catégories de risque : PD à 1 an	Soumis aux pertes attendues à 12 mois	Soumis aux pertes attendues pour la durée de vie	Soumis aux pertes attendues sur actifs dépréciés à la clôture mais non dépréciés dès l'acquisition/création	Soumis aux pertes attendues sur actifs dépréciés à la clôture et dès l'acquisition/création
< 0,1	17 364 026	2 237	0	0
[0,1;0,25]	10 615 563	15 446	0	0
[0,26;0,99]	13 311 691	137 475	0	0
[1;2,99]	6 126 258	429 605	0	0
[3;9,99]	5 128 971	954 486	0	0
>=10	227 154	885 159	1 213 898	214 349
Total	52 773 663	2 424 408	1 213 898	214 349

Note 41. Gains ou pertes sur autres actifs

	31.12.2018	31.12.2017
Immobilisations corporelles et incorporelles	1 590	476
Moins-values de cession	-726	-1 229
Plus-values de cession	2 316	1 705
Frais encourus dans le cadre d'un regroupement d'entreprise	3 239	-2 905
Total	4 829	-2 429

Note 42. Impôt sur les bénéfices

	31.12.2018	31.12.2017
Décomposition de la charge d'impôt		
Charge d'impôt exigible	-153 389	-210 258
Charge ou produit d'impôt différé net	-2 306	7 507
Charge nette d'impôt sur le bénéfice	-155 695	-202 751
Résultat avant impôts, badwill et résultat des sociétés mises en équivalence	573 430	607 074
Taux effectif de l'impôt	27,15%	33,40%

	31.12.2018	31.12.2017
Taux normal d'impôt	34,43%	34,43%
Différences permanentes	0,66%	0,26%
Imposition à taux réduit et exonérations	-4,54%	-7,93%
Changement de taux	-0,98%	7,06%
Impact des situations déficitaires	-0,30%	0,39%
Crédits d'impôts	-1,27%	-0,96%
Exceptionnel	-0,16%	0,01%
Autres	-0,68%	0,15%
Taux effectif de l'impôt	27,15%	33,40%

La loi de finance pour 2018 prévoit une baisse progressive du taux d'impôt pour les sociétés qui sera ramené de 33,1/3 % à 25 % sur un délai courant de 2017 à 2022 en fonction du chiffre d'affaires des entités.

Les impôts doivent être évalués sur la base des taux adoptés à la clôture.

En cas de variation de taux, les impôts différés doivent être ajustés, selon le principe de symétrie, en contrepartie du résultat à moins qu'ils ne se rapportent à des éléments comptabilisés en dehors du résultat (parmi les autres éléments du résultat global (OCI) ou directement en capitaux propres).

L'impact de ce changement de taux a été intégré dans le calcul des impôts différés du groupe Crédit Mutuel Arkéa.

Notes sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres (en milliers d'euros)

Note 43a. Information sur les recyclages en résultat des gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres

	Mouvements de la période 2018	Mouvements de la période 2017
Réévaluation des instruments de dettes à la juste valeur par capitaux propres	-28 869	
- Reclassement vers le résultat	-11 141	
- Autres mouvements	-17 728	
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente	-49 440	2 624
- Reclassement vers le résultat	-107	-53 784
- Autres mouvements	-49 333	56 408
Réévaluation des instruments dérivés de couverture	252	1 781
- Reclassement vers le résultat	0	-6
- Autres mouvements	252	1 787
Quote-part recyclable des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entreprises MEE	-399	-9 447
Eléments recyclables en résultat	-78 456	-5 042
Ecart actuariel sur les régimes à prestations définies	-34 928	-4 960
Réévaluation du risque de crédit propre des passifs financiers ayant fait l'objet d'une option de comptabilisation à la juste valeur par résultat	4 947	
Réévaluation des instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres (cédés et non cédés durant l'exercice)	-7 942	
Quote-part non recyclable des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entreprises MEE	-13 198	19
Eléments non recyclables en résultat	-51 121	-4 941
Total	-129 577	-9 983

Note 43b. Impôt relatif à chaque composante des gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres

	31.12.2018			31.12.2017		
	Brut	Impôt	Net	Brut	Impôt	Net
Réévaluation des instruments de dettes à la juste valeur par capitaux propres recyclables	-44 986	16 117	-28 869			
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente	-95 709	46 269	-49 440	5 723	-3 099	2 624
Réévaluation des instruments dérivés de couverture	517	-265	252	2 716	-935	1 781
Quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entreprises mises en équivalence	-609	210	-399	-9 003	-444	-9 447
Eléments recyclables en résultat	-140 787	62 331	-78 456	-564	-4 478	-5 042
Ecart actuariel sur les régimes à prestations définies	-37 156	2 228	-34 928	-7 565	2 605	-4 960
Réévaluation du risque de crédit propre des passifs financiers ayant fait l'objet d'une option de comptabilisation à la juste valeur par résultat	7 277	-2 330	4 947			
Réévaluation des instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres	-10 338	2 396	-7 942			
Quote-part des gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entreprises mises en équivalence	-13 866	668	-13 198	27	-8	19
Eléments non recyclables en résultat	-54 083	2 962	-51 121	-7 538	2 597	-4 941
Total des variations des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-194 870	65 293	-129 577	-8 102	-1 881	-9 983

Autres Notes (En milliers d'euros)

Note 44a. Engagements donnés et reçus du périmètre banque

	31.12.2018	01.01.2018
Engagements donnés	14 077 950	12 860 852
Engagements de financement	9 669 199	8 894 431
En faveur des établissements de crédit et assimilés	13 750	27 400
En faveur de la clientèle	9 655 449	8 867 031
Engagements de garantie	3 761 510	3 653 063
D'ordre d'établissements de crédit et assimilés	1 012	324
D'ordre de la clientèle	3 760 498	3 652 739
Engagements sur titres	647 241	313 358
Titres acquis avec faculté de reprise	0	0
Autres engagements donnés	647 241	313 358
Engagements reçus	45 330 560	39 597 383
Engagements de financement	11 272 071	9 332 245
Reçus des établissements de crédit et assimilés	11 264 184	9 332 245
Reçus de la clientèle	7 887	0
Engagements de garantie	33 580 476	29 775 173
Reçus des établissements de crédit et assimilés	209 899	180 669

Reçus de la clientèle	33 370 577	29 594 504
Engagements sur titres	478 013	489 965
Titres vendus avec faculté de reprise	0	0
Autres engagements reçus	478 013	489 965

Les engagements de financement donnés comprennent l'avance de trésorerie faite à la Caisse de Refinancement de l'Habitat afin d'assurer son fonctionnement pour un montant de 13 750 milliers d'euros.

	31.12.2018	01.01.2018
Créances données en garantie	14 568 978	12 508 247
Banque de France	12 601 162	10 077 991
Banque Européenne d'Investissement	547 314	671 985
Caisse de Refinancement de l'Habitat	369 929	725 065
Caisse des dépôts et consignations	1 048 574	1 028 845
Autres	2 000	4 362
Titres prêtés	0	0
Dépôts de garantie sur opérations de marché	400 856	425 234
Titres et valeurs données en pension	4 994 676	5 275 151

Pour son activité de refinancement, le groupe procède à la mise en pension de titres de dettes et/ou de capitaux propres. Elle se traduit par le transfert de la propriété de titres que le bénéficiaire peut à son tour prêter. Les coupons ou dividendes bénéficient à l'emprunteur. Ces opérations sont soumises à appels de marge.

Note 44b. Engagements donnés et reçus du périmètre assurance

	31.12.2018	01.01.2018
Engagements donnés	-	-
Engagements reçus	959 106	897 695

Note 45. Informations sectorielles

	Banque		Assurance et gestion d'actifs		Groupe	
	31.12.2018	31.12.2017	31.12.2018	31.12.2017	31.12.2018	31.12.2017
Produits internes (1)	267 456	239 947	-267 456	-239 947	0	0
Produits externes (2)	1 355 049	1 330 385	790 756	759 221	2 145 805	2 089 606
Produit net bancaire	1 622 505	1 570 332	523 300	519 274	2 145 805	2 089 606
Charges générales d'exploitation et dotations aux amortissements	-1 347 463	-1 267 897	-166 062	-159 475	-1 513 525	-1 427 372
Résultat brut d'exploitation	275 042	302 435	357 238	359 799	632 280	662 234
Coût du risque	-64 453	-50 865	774	-1 866	-63 679	-52 731
Résultat d'exploitation	210 589	251 570	358 012	357 933	568 601	609 503
Quote-part des sociétés mises en équivalence	-1 601	23 919	1 849	-0	248	23 919
Autres	24 367	-2 351	11,00	-78	24 378	-2 429
Résultat courant avant impôt	233 355	273 138	359 872	357 855	593 227	630 993
Impôts sur les bénéfices	-42 143	-57 038	-113 552	-145 713	-155 695	-202 751
Résultat net	191 212	216 100	246 320	212 142	437 532	428 242
dont Intérêts minoritaires	207	81	37	39	244	120
Résultat net part du Groupe	191 006	216 018	246 282	212 103	437 288	428 121

	31.12.2018	01.01.2018	31.12.2018	01.01.2018	31.12.2018	01.01.2018
Actifs et Passifs sectoriels	83 429 111	76 528 651	51 491 191	51 753 775	134 920 302	128 282 426

(1) Produits sectoriels provenant de transactions avec d'autres secteurs.

(2) Produits sectoriels provenant de ventes à des clients externes.

L'analyse sectorielle s'appuie sur une segmentation en deux secteurs d'activité :

- la Banque correspond principalement aux réseaux de caisses du Crédit Mutuel de Bretagne, du Crédit Mutuel du Sud-Ouest et du Crédit Mutuel Massif Central, aux filiales spécialisées dans le marché des entreprises et le financement de l'immobilier,
- l'Assurance et la gestion d'actifs regroupent les filiales spécialisées dans la gestion d'OPCVM et les sociétés d'assurance.

L'analyse sectorielle par zone géographique n'est pas pertinente pour le groupe dans la mesure où la quasi-totalité de son activité est réalisée sur le territoire national.

Note 46. Information sur les parties liées

Les parties liées au groupe Crédit Mutuel Arkéa sont les sociétés consolidées, y compris les sociétés mises en équivalence. Les transactions réalisées entre le groupe Crédit Mutuel Arkéa et ses parties liées sont effectuées aux conditions normales de marché au moment de la réalisation de ces transactions.

La liste des sociétés consolidées du groupe est présentée dans la note 47. Les transactions réalisées et les encours existants en fin de période entre les sociétés du groupe consolidées par intégration globale étant totalement éliminés en consolidation, seules sont reprises dans le tableau ci-après les données relatives à ces opérations réciproques lorsqu'elles concernent les sociétés sur lesquelles le groupe exerce une influence notable, consolidées par mise en équivalence.

	31.12.2018	01.01.2018
--	------------	------------

	Entités consolidées par mise en équivalence (1)	Entités consolidées par mise en équivalence (1)
Actifs		
Prêts et créances sur établissements de crédit et assimilés, au coût amorti	735 394	585 178
Prêts et créances à la clientèle, au coût amorti	0	9 049
Actifs à la juste valeur par résultat	0	0
Actifs à la juste valeur par capitaux propres	0	0
Titres au coût amorti	83 192	0
Instruments dérivés de couverture	0	0
Actifs divers	39 159	17 223
Passifs		
Dettes envers les établissements de crédit	14 845	0
Instruments dérivés de couverture	0	0
Passifs à la juste valeur par résultat	0	0
Dettes envers la clientèle	27 219	30 664
Dettes représentées par un titre	0	0
Dettes subordonnées	0	0
Passifs divers	10 501	253

(1) Principalement Primonial et CCCM

	31.12.2018	31.12.2017
	Entités consolidées par mise en équivalence (1)	Entités consolidées par mise en équivalence (1)
Intérêts et produits assimilés	8 241	5 768
Intérêts et charges assimilées	-3 062	-2 182
Commissions (Produits)	2 071	0
Commissions (Charges)	0	-678
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	0	49
Gains ou pertes nets sur actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	874	
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente		0
Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'instruments financiers au coût amorti	0	
Produit net des activités d'assurance	-27 981	
Produits des autres activités	0	0
Charges des autres activités	0	-44 399
Produit Net Bancaire	-19 857	-41 442

	31.12.2018	01.01.2018
	Entités consolidées par mise en équivalence (1)	Entités consolidées par mise en équivalence (1)
Engagements de financement		
Engagements de financement donnés	0	0
Engagements de financement reçus	0	0
Engagements de garantie		
Engagements de garantie donnés	0	0
Engagements de garantie reçus	0	0
Engagements sur titres		
Autres titres à recevoir	0	0
Autres titres à livrer	0	0

(1) Principalement Primonial et CCCM

Relations avec les principaux dirigeants du groupe

Le Conseil d'administration du Crédit Mutuel Arkéa est actuellement composé de 20 membres élus pour 3 ans :

- 15 administrateurs représentant les sociétaires, élus par l'assemblée générale ordinaire ;
- 2 administrateurs indépendants ;
- 2 administrateurs représentant les salariés, désignés par le Comité Central d'Entreprise ;
- 1 censeur.

Un représentant du Comité Central d'Entreprise assiste également, avec voix consultative, aux réunions du Conseil d'administration.

La rémunération globale allouée au Conseil d'administration du Crédit Mutuel Arkéa s'élève à 1 986 milliers d'euros en 2018 (contre 1 877 milliers d'euros au 31 décembre 2017).

La rémunération brute totale versée aux principaux dirigeants du groupe au 31 décembre 2018 s'élève à 3 528 milliers d'euros (contre 4 139 milliers d'euros au 31 décembre 2017).

Le contrat de travail des Dirigeants, à l'exception du Président et du Directeur général du groupe Crédit Mutuel Arkéa, n'est pas suspendu au cours de l'exercice de leur mandat.

Pour le Président et le Directeur général du groupe Crédit Mutuel Arkéa, les contrats de travail sont suspendus depuis leur nomination à des qualités et pendant la durée de leurs mandats respectifs, pour être repris automatiquement à leur terme. La période de suspension du contrat de travail se trouve prise en compte pour le calcul de leurs droits, au titre de la loi, de la convention collective et du contrat de travail.

En cas de rupture de leur contrat de travail, le Président et le Directeur général du groupe Crédit Mutuel Arkéa sont susceptibles de percevoir des indemnités de rupture, complémentaires aux dispositions légales ou conventionnelles d'un montant égal à deux ans de rémunération conformément aux recommandations AFEF-MEDEF.

Au moment de leur départ à la retraite, et s'ils ont au moins cinq ans d'ancienneté, les Dirigeants reçoivent une indemnité de fin de carrière égale à sept douzièmes de la rémunération annuelle. Ils disposent, par ailleurs, d'un congé de fin de carrière calculé à hauteur de vingt-trois jours par année effectuée dans ces fonctions.

Par ailleurs, des engagements de retraite et assimilés existent au bénéfice des Dirigeants sous la forme de régimes de retraite supplémentaires à prestations définies (dits « article 39 »).

La rente servie par le régime à prestations définies s'établit, pour les Dirigeants, à 0,35 % de la rémunération de référence par année d'ancienneté. Elle est plafonnée à 10 % de la rémunération de référence. La rémunération de référence correspond à la rémunération, appréciée sur une base annuelle, précédant la date de la liquidation, par le bénéficiaire, de sa pension de vieillesse au titre du régime de retraite de base, en englobant les éléments de salaire fixes et variables, y compris, les avantages en nature (véhicule et logement de fonction), au sens de l'article L. 242-1 du Code de la sécurité sociale.

Le montant total des sommes provisionnées par le groupe au 31 décembre 2018 en application de la norme IAS 19 au titre des avantages postérieurs à l'emploi, autres avantages à long terme et indemnités de fin de contrat de travail s'élève à 414 milliers d'euros (contre 345 milliers d'euros au 31 décembre 2017).

Note 47. Participation dans des entités structurées non consolidées

31.12.2018	Véhicules de titrisation	Gestion d'actifs (OPCVM/OPCI)	Autres entités structurées
Total bilan	285 469	3 969 456	-
Valeur comptable des actifs financiers (1)	73 769	983 853	-
Valeur comptable des passifs financiers (1)	-	-	-
Exposition maximale au risque de perte	73 769	983 853	-

(1) Valeur comptable des actifs et passifs que le groupe Crédit Mutuel Arkéa comptabilise vis-à-vis des entités structurées

Les participations dans des entités non consolidées concernent des participations détenues dans le cadre de contrats d'assurance vie en unité de compte sur lesquelles le Crédit Mutuel Arkéa n'exerce pas de contrôle. Il s'agit principalement de lignes d'OPCVM.

01.01.2018	Véhicules de titrisation	Gestion d'actifs (OPCVM/OPCI)	Autres entités structurées
Total bilan	178 462	4 075 937	-
Valeur comptable des actifs financiers (1)	47 952	1 069 536	-
Valeur comptable des passifs financiers (1)	-	-	-
Exposition maximale au risque de perte	47 952	1 069 536	-

(1) Valeur comptable des actifs et passifs que le groupe Crédit Mutuel Arkéa comptabilise vis-à-vis des entités structurées

Note 48. Périmètre de consolidation

Nom	Pays	Secteur / Activité	% Contrôle		% Intérêts	
			31.12.2018	31.12.2017	31.12.2018	31.12.2017
Crédit Mutuel Arkéa + Fédérations et Caisses du Crédit Mutuel de Bretagne, du Sud-Ouest et du Massif Central	France	Banque / Banque mutualiste	Entité consolidante			
Sociétés consolidées par intégration globale						
ARKEA BANKING SERVICES	France	Banque / Prestations de services bancaires	100,0	100,0	100,0	100,0
ARKEA BANQUE ENTREPRISES ET INSTITUTIONNELS	France	Banque / Banque d'entreprises	100,0	100,0	100,0	100,0
ARKEA BOURSE RETAIL	France	Banque / Holding	100,0	100,0	100,0	100,0
ARKEA CAPITAL (GESTION)	France	Assurances et gestion d'actifs / Gestion d'actifs	100,0	100,0	100,0	100,0
ARKEA CAPITAL INVESTISSEMENT	France	Banque / Capital investissement	100,0	100,0	100,0	100,0
ARKEA CAPITAL MANAGERS HOLDING SLP (2)	France	Banque / Capital investissement	100,0	/	100,0	/
ARKEA CAPITAL PARTENAIRE	France	Banque / Capital investissement	100,0	100,0	100,0	100,0
ARKEA CREDIT BAIL	France	Banque / Crédit bail et location financement	100,0	100,0	100,0	100,0
ARKEA DIRECT BANK (ex Fortuneo SA)	France	Banque / Intermédiation financière et boursière	100,0	100,0	100,0	100,0
ARKEA FONCIERE	France	Banque / Immobilier	100,0	100,0	100,0	100,0
ARKEA HOME LOANS SFH	France	Banque / Structure de refinancement	100,0	100,0	100,0	100,0

ARKEA PUBLIC SECTOR SCF	France	Banque / Structure de refinancement	100,0	100,0	100,0	100,0
ARKEA SCD	France	Banque / Prestations de services	100,0	100,0	100,0	100,0
CAISSE DE BRETAGNE DE CREDIT MUTUEL AGRICOLE	France	Banque / Banque mutualiste	93,2	93,2	93,2	93,2
COMPAGNIE EUROPEENNE D'OPERATIONS IMMOBILIERES (1)	France	Banque / Portage d'actifs	/	100,0	/	100,0
CREDIT FONCIER ET COMMUNAL D'ALSACE ET DE LORRAINE BANQUE	France / Belgique	Banque / Banque de réseaux spécialisés	100,0	100,0	100,0	100,0
FCT COLLECTIVITES	France	Banque/Fonds commun de titrisation	57,8	57,8	57,8	57,8
FEDERAL EQUIPEMENTS	France	Banque / Prestations de services	100,0	100,0	100,0	100,0
FEDERAL FINANCE	France	Assurances et gestion d'actifs / Banque privée et gestion d'actifs	100,0	100,0	100,0	100,0
FEDERAL FINANCE GESTION	France	Assurances et gestion d'actifs / Gestion d'actifs	100,0	100,0	100,0	100,0
FEDERAL SERVICE	France	Banque / Prestations de services	97,8	97,8	97,8	97,8
FINANCO	France	Banque / Banque de réseaux spécialisés	100,0	100,0	100,0	100,0
GICM	France	Banque / Prestations de services	100,0	100,0	97,8	97,8
IZIMMO	France	Banque / Immobilier	100,0	100,0	100,0	100,0
IZIMMO HOLDING	France	Banque / Holding	100,0	100,0	100,0	100,0
KEYTRADE BANK (succursale)	Belgique	Banque / Intermédiation financière et boursière	100,0	100,0	100,0	100,0
KEYTRADE BANK Luxembourg SA	Luxembourg	Banque / Intermédiation financière et boursière	100,0	100,0	100,0	100,0
LEASECOM	France	Banque / Crédit bail et location financement	100,0	100,0	100,0	100,0
LEASECOM CAR	France	Banque / Crédit bail et location financement	100,0	100,0	100,0	100,0
LEETCHI SA	France	Banque / Prestations de services	100,0	100,0	100,0	100,0
MANGOPAY SA (ex Leetchi Corp)	Luxembourg / France	Banque / Prestations de services	100,0	100,0	100,0	100,0
MONEXT	France	Banque / Prestations de services	100,0	100,0	100,0	100,0
NEXTALK	France	Banque / Prestations de services	100,0	100,0	100,0	100,0
NOUVELLE VAGUE	France	Banque / Prestations de services	100,0	100,0	100,0	100,0
NOVELIA	France	Assurances et gestion d'actifs / Courtage en assurances	100,0	100,0	100,0	100,0
PROCAPITAL	France / Belgique	Banque / Intermédiation financière et boursière	100,0	100,0	100,0	100,0
PUMPKIN	France	Banque / Prestations de services	100,0	100,0	100,0	100,0
SCHELCHER PRINCE GESTION	France	Assurances et gestion d'actifs / Gestion d'actifs	100,0	100,0	100,0	100,0
SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE INTERFEDERALE	France	Banque / Immobilier	100,0	100,0	100,0	100,0
SMSPG	France	Assurances et gestion d'actifs / Holding	100,0	100,0	100,0	100,0
SMSPG 2 (2)	France	Assurances et gestion d'actifs / Holding	100,0	/	100,0	/
STRATEO (succursale)	Suisse	Banque / Intermédiation financière et boursière	100,0	100,0	100,0	100,0
SURAVENIR	France	Assurances et gestion d'actifs / Assurance vie	100,0	100,0	100,0	100,0
SURAVENIR ASSURANCES	France	Assurances et gestion d'actifs / Assurance non vie	100,0	100,0	100,0	100,0

Nom	Pays	Secteur / Activité	% Contrôle		% Intérêts	
			31.12.2018	31.12.2017	31.12.2018	31.12.2017
Sociétés consolidées par mise en équivalence						
ALTAROCCA AM AS	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	/	25,4	/	25,6
AVIAFUND FUND FACILITY MANAGEMENT GMBH	Allemagne	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	25,3	30,1	25,9	30,4
AVIAFUND FUND SOLUTION SERVICES GMBH	Allemagne	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	25,3	30,1	25,9	30,4
AVIARENT CAPITAL MANAGEMENT SARL	Luxembourg	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	25,3	30,1	25,9	30,4

AVIARENT INVEST AG	Allemagne	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	25,3	30,1	25,9	30,4
CAISSE CENTRALE DU CREDIT MUTUEL	France	Banque / Banque mutualiste	21,0	21,5	21,0	21,5
CODABEL MANAGEMENT	Belgique	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	10,4	12,4	10,7	12,5
DS INVESTMENT SOLUTIONS SAS (EX-DERIVATIVES SOLUTIONS)	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	23,8	28,3	24,4	28,6
PRIMONIAL IMMOBILIER GMBH (EX-EC ADVISORS GMBH)	Allemagne	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	29,7	35,4	30,5	35,7
FINANSEMBLE (2)	France	Assurances et gestion d'actifs / Gestion d'actifs	30,4	/	30,4	/
HALLES A FOURAGES SCCV	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	17,8	21,2	18,3	21,4
JIVAI (2)	France	Assurances et gestion d'actifs / Courtage en assurances	32,4	/	32,4	/
LA COMPAGNIE FRANCAISE DES SUCCESSIONS (2)	France	Assurances et gestion d'actifs / Gestion d'actifs	32,6	/	32,6	/
LA FINANCIERE DE L'ECHIQUE (2)	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	11,9	/	12,2	/
LEEMO	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	11,9	/	12,2	/
LINK BY PRIMONIAL	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	29,7	35,4	30,5	35,7
LINXO GROUP (2)	France	Banque / Prestations de services	29,8	/	29,8	/
MARSEILLE FURNITURE SARL	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	29,7	20,4	30,5	20,6
MATA CAPITAL	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	11,9	14,1	12,2	14,3
NEW PORT	France	Banque / Holding	31,0	31,0	31,0	31,0
NEW PRIMONIAL HOLDING	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	29,7	36,3	30,5	36,6
OIKO GESTION (EX AIBO GESTION)	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	15,2	23,7	15,5	23,9
PFP	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	29,7	36,3	30,5	36,6
PRIMONIAL	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	29,7	35,4	30,5	35,7
PRIMONIAL HOLDING	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	29,7	35,4	30,5	35,7
PRIMONIAL LUXEMBOURG	Luxembourg	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	29,7	35,4	30,5	35,7
PRIMONIAL LUXEMBOURG FUND SERVICES (2)	Luxembourg	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	29,7	/	30,5	/
PRIMONIAL LUXEMBOURG REAL ESTATE (2)	Luxembourg	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	29,7	/	30,5	/
PRIMONIAL MANAGEMENT	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	29,7	34,5	30,5	34,8
PRIMONIAL MANAGEMENT 2	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	29,7	36,3	30,5	36,6
PRIMONIAL PARTENAIRES (EX-PATRIMMOFI)	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	29,7	35,4	30,5	35,7
PRIMONIAL REIM	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	29,7	21,4	30,5	21,6
PRIMONIAL TI	Canada	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	/	35,4	/	35,7
SEFAL PROPERTY	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	29,4	34,9	30,1	35,3
SPORTINVEST	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	29,7	35,4	30,5	35,7
STAMINA ASSET MANAGEMENT (EX PRIMONIAL AM)	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	/	35,4	/	35,7
UPSTONE SAS	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	29,7	35,4	30,5	35,7
VIVIENNE INVESTISSEMENT (2)	France	Assurances et gestion d'actifs / Gestion d'actifs	34,4	/	34,4	/
VOLTAIRE CAPITAL	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	29,7	35,4	30,5	35,7
YOMONI (2)	France	Assurances et gestion d'actifs / Gestion d'actifs	34,5	/	34,5	/
YOUNITED CREDIT	France / Italie / Espagne / Portugal	Banque / Prestations de services	25,8	25,6	25,8	25,6

Nom	Pays	Secteur / Activité	% Contrôle		% Intérêts	
			31.12.2018	31.12.2017	31.12.2018	31.12.2017
Sociétés consolidées par la méthode simplifiée						
ADAGE CBP FLEX	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	/	36,6	/	36,6
AIS MANDARINE ACTIVE (ex FEDERAL CONVICTION ISR EURO)	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	77,2	61,0	77,2	61,0
AIS MANDARINE ENTREPRENEURS (ex FEDERAL ACTIONS ETHIQUES)	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	73,4	65,7	73,4	65,7
AIS MANDARINE MULTI-ASSETS (ex SURAVENIR REFERENCE ACTIONS)	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	100,0	100,0	100,0	100,0
ALTAROCCA RENDEMENT 2023	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	/	20,0	/	20,0
ARKEA CAPITAL 1	France	Banque / OPCVM	100,0	100,0	100,0	100,0
ARKEA CAPITAL MANAGERS (2)	France	Banque / OPCVM	100,0	/	100,0	/
AUTOFOCUS AIRBAG OCTOBRE 2015 (4)	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	/	93,8	/	93,8
AUTOFOCUS CROISSANCE + SEPTEMBRE 2017 (2)	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	99,3	/	99,3	/
AUTOFOCUS CROISSANCE JANVIER 2017 (2)	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	97,2	/	97,2	/
AUTOFOCUS CROISSANCE JUIN 2015	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	93,9	93,8	93,9	93,8
AUTOFOCUS CROISSANCE MAI 2017 (2)	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	97,3	/	97,3	/
AUTOFOCUS CROISSANCE MARS 2015	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	78,6	78,0	78,6	78,0
AUTOFOCUS CROISSANCE MARS 2016 (4)	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	/	79,3	/	79,3
AUTOFOCUS JANVIER 2016	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	92,4	92,5	92,4	92,5
AUTOFOCUS RENDEMENT DECEMBRE 2014	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	93,6	93,7	93,6	93,7
AUTOFOCUS RENDEMENT MARS 2015	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	93,1	93,3	93,1	93,3
AUTOFOCUS RENDEMENT MARS 2017 (2)	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	97,3	/	97,3	/
AUTOFOCUS RENDEMENT NOVEMBRE 2016 (4)	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	/	92,4	/	92,4
AUTOFOCUS RENDEMENT OCTOBRE 2014 (4)	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	/	91,5	/	91,5
AUTOFOCUS SEPTEMBRE 2016	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	96,6	96,4	96,6	96,4
BPE RENDEMENT 2018 (4)	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	/	36,3	/	36,3
DIAPAZEN CLIMAT SEPTEMBRE 2016	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	97,8	97,8	97,8	97,8
FCT SP EUROCREANCES	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	43,4	43,4	43,4	43,4
FCT SUR PRIV DEBT II (2)	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	100,0	/	100,0	/
FCT SURAVENIR PRIVAT	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	100,0	100,0	100,0	100,0
FEDERAL ACTIONS RENDEMENT	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	/	96,8	/	96,8
FEDERAL APAL	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	74,4	74,2	74,4	74,2
FED CAPITAL INV	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	100,0	100,0	100,0	100,0
FEDERAL CONVICTION GRANDE ASIE	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	83,9	99,8	83,9	99,8
FEDERAL CROISSANCE	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	90,5	90,3	90,5	90,3
FEDERAL ESSOR INTERNATIONAL	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	45,0	49,4	45,0	49,4
FEDERAL INDICIEL JAPON	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	66,7	64,8	66,7	64,8
FEDERAL INDICIEL US	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	56,0	63,8	56,0	63,8
FEDERAL MULTI ACTIONS EUROPE	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	74,0	73,7	74,0	73,7
FEDERAL MULTI L/S	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	63,2	50,9	63,2	50,9
FEDERAL MULTI OR ET MATIERES 1ERES	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	89,4	88,4	89,4	88,4
FEDERAL MULTI PATRIMOINE	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	91,4	90,7	91,4	90,7
FEDERAL MULTI PME	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	67,5	79,2	67,5	79,2
FEDERAL OBLIGATIONS INTERNATIONALES ISR	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	/	36,3	/	36,3
FEDERAL OPPORTUNITE EQUILIBRE	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	99,9	99,7	99,9	99,7
FEDERAL OPPORTUNITE MODERE	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	98,5	98,4	98,5	98,4
FEDERAL OPPORTUNITE	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	99,0	98,8	99,0	98,8

TONIQUE						
FEDERAL OPTIMAL PLUS	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	/	47,9	/	47,9
FEDERAL STRATEGIES ACTIVES (2)	France	Banque / OPCVM	99,8	/	99,8	/
FEDERAL SUPPORT COURT TERME	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	/	42,2	/	42,2
FEDERAL SUPPORT TRESORERIE ISR	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	/	31,3	/	31,3
FORMUL'ACTION SECURITE	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	93,7	93,3	93,7	93,3
FPS SURAVENIR ACTIONS INTERNATIONALES PROTECT (2)	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	100,0	/	100,0	/
FPS SURAVENIR ACTIONS LOW VOL (2)	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	100,0	/	100,0	/
FPS SURAVENIR ACTIONS PROTECT	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	100,0	100,0	100,0	100,0
FPS SURAVENIR ACTIONS PROTECT II (2)	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	100,0	/	100,0	/
FSP / COMPARTIMENT 5	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	42,4	42,4	42,4	42,4
KALEIDOSCOPE	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	98,5	98,3	98,5	98,3
OPCI CLUB FRANCE RET	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	46,3	46,3	46,3	46,3
OPCI PREIM DEFENSE 2	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	37,5	35,5	37,5	35,5
OPCI PREIM EUROS	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	100,0	100,0	100,0	100,0
OPCI PREIM EUROS 2	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	100,0	100,0	100,0	100,0
OPCI PREMIUM	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	89,5	83,7	89,5	83,7
OPCI SOFIDY PIERRE EUROPE (2)	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	84,5	/	84,5	/
OPCI TIKEHAU RET PRO	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	39,3	39,3	39,3	39,3
PRIMO ELITE	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	100,0	100,0	100,0	100,0
PRO FEDERAL LIQUIDITES	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	63,3	61,3	63,3	61,3
S.C.I PROGRES PIERRE	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	100,0	100,0	100,0	100,0
S.C.I SURAV PIERRE	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI CLOVERHOME	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	50,0	50,0	50,0	50,0
SCI LE VINCI HOLDING	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI PR2 PREIM RET 2	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	38,0	38,0	38,0	38,0
SCI SOFIDY CONV IMMO	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	52,0	56,9	52,0	56,9
SCI USUFRUIMMO	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	100,0	100,0	100,0	100,0
SCPI PATRIMMO CROISSANCE	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	/	36,3	/	36,3
SCPI PIERRE EXPANSIO	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	57,0	57,0	57,0	57,0
SCPI PRIMOFAMILY	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	55,7	40,4	55,7	40,4
SCPI PRIMONIA CAP IM	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	40,1	43,2	40,1	43,2
SP CONVERT. GLOBAL EUROPE	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	/	33,4	/	33,4
SP CONVERTIBLES ISR EUROPE	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	26,6	29,8	26,6	29,8
SP HAUT RENDEMENT	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	38,3	33,6	38,3	33,6
SP NS FAMILLE	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	43,1	42,1	43,1	42,1
SP OPPORTUNITES EUROPEENNES (2)	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	31,2	/	31,2	/
STEREO 3 (4)	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	/	97,0	/	97,0
SURAVENIR INITIATIVE ACTIONS	France	Assurances et gestion d'actifs / OPCVM	100,0	100,0	100,0	100,0
SYNERGIE FINANCE INVESTISSEMENT	France	Banque / OPCVM	100,0	100,0	100,0	100,0
WE POSITIVE INVEST	France	Banque / OPCVM	100,0	100,0	100,0	100,0
WEST WEB VALLEY	France	Banque / OPCVM	35,4	35,4	35,4	35,4

(1) Fusion et confusion de patrimoine

(2) Sociétés consolidées pour la première fois en 2018

(3) Scission

(4) Liquidation

La comptabilisation par la méthode simplifiée (dite short cut method) repose sur le recours à l'option de juste valeur pour tous les actifs détenus dans le cadre de l'OPCVM à consolider.

La méthode simplifiée consiste à :

- comptabiliser à la juste valeur les parts du fonds à l'actif sur une base de 100 %
- constater en regard un passif (dette financière) à hauteur de la part non détenue par le groupe (intérêts minoritaires).

Note 49. Regroupement d'entreprises

My Money Bank

Le 1^{er} juin 2018, Financo, filiale du groupe spécialisée dans le crédit à la consommation, a acheté l'activité de financement automobile de My Money Bank en France métropolitaine.

Cette acquisition se traduit par la comptabilisation d'un badwill de 19,6 M€. Les éléments significatifs de ce regroupement sont détaillés dans le tableau ci-dessous :

(En millions d'euros)	
Date d'acquisition	01.06.2018
Prix d'acquisition	345,5
Créances	363
Ecart d'évaluation	3,2
Impôts différés associés	-1,1
Actif net + écarts d'évaluation	365,1
Badwill	-19,6

La comptabilisation initiale du regroupement est provisoire.

En cas d'informations complémentaires relatives à des faits et circonstances existants à la date d'acquisition, le groupe dispose d'un délai de douze mois pour :

- identifier les actifs acquis et passifs assumés de la société acquise non constatés lors de la comptabilisation initiale du regroupement ;
- modifier rétrospectivement les valeurs initialement attribuées.

Fintechs

Au 31/12/2018, 6 entités partiellement détenues par le groupe ont été consolidées en mise en équivalence.

Il s'agit des sociétés suivantes :

- Jivai
- Linxo Group
- Yomoni
- Vivienne Investissement
- La Compagnie Française des Successions et des épargnants
- Finassemble

Ces entités ont été consolidées au 31/12/2018 afin de refléter le caractère stratégique de ces dernières pour le groupe.

Les éléments significatifs de ces regroupements sont détaillés dans le tableau ci-dessous :

	FINTECHS
Prix d'acquisition	23 264
Situations nettes IFRS (pour 100%)	24 778
Méthode de consolidation	Mise en équivalence
Écarts d'acquisition comptabilisés au bilan (goodwill)	9 638
Contributions au résultat 2018 du groupe	-6 177

Note 50. Événements postérieurs à la clôture

Aucun événement significatif n'est apparu postérieurement à la clôture du 31 décembre 2018.

VI. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2018

Mesdames, Messieurs,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés du CREDIT MUTUEL ARKEA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au Comité des comptes.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des Commissaires aux Comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le code de déontologie de la profession de Commissaire aux Comptes.

Observation

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le changement de méthode comptable relatif à l'application à compter du 1^{er} janvier 2018 de la nouvelle norme IFRS 9 exposée dans les notes « First Time Application » ainsi que dans les autres notes de l'annexe présentant des données chiffrées liées aux incidences de ce changement.

Justification des appréciations- Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823- 7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Impact de la première application de la norme IFRS 9 et appréciation du risque de crédit- Notes « First Time Application » et « Principes comptables et méthode d'évaluation » de l'annexe aux comptes consolidés

Risque identifié et principaux jugements :

Le groupe Crédit Mutuel Arkéa applique la norme IFRS 9 « Instruments financiers » depuis le 1^{er} janvier 2018 aux actifs et passifs financiers à l'exception de ceux du métier assurance. Cette norme induit des modifications significatives dans les règles de classement et d'évaluation ainsi que de dépréciation des actifs financiers, se traduisant par des impacts financiers et opérationnels.

En complément des modalités de dépréciation au titre du risque de crédit avéré (dit « bucket » 3), les nouvelles règles de dépréciation des pertes attendues imposent la constitution :

- d'un premier bucket d'instruments financiers pour lesquels la dépréciation constituée matérialise une perte attendue à 1 an à compter de la date d'acquisition ou d'origine de l'instrument;

- et d'un second bucket d'instruments financiers pour lesquels une dégradation significative du risque de crédit a été identifiée depuis la date d'acquisition ou d'origine; dans ce cas, la dépréciation constituée matérialise une perte attendue à maturité sur la durée de vie totale de l'instrument.

La détermination de ces pertes de crédit attendues requiert l'exercice de jugement notamment pour déterminer :

- les critères de dégradation du risque de crédit ;
- les mesures de pertes attendues sur la base des probabilités de défaut (PD) et des pertes en cas de défaut (LGD) ;
- les modalités de prise en compte des projections macro-économiques à la fois dans les critères de dégradation et dans la mesure des pertes attendues (forward looking).

Ces éléments sont intégrés à différents modèles développés par le groupe Crédit Mutuel Arkéa pour chaque typologie de portefeuille de crédits afin de déterminer le montant des pertes attendues.

La première application d'IFRS 9 a conduit Crédit Mutuel Arkéa à constater un impact lié à la mise en place du nouveau modèle de dépréciation de 65,9 millions d'euros dans les capitaux propres, à présenter un bilan d'ouverture au 1^{er} janvier 2018 et à fournir des informations détaillées sur le passage du bilan au 31 décembre 2017 en référentiel IAS 39 au bilan d'ouverture en référentiel IFRS 9 du 1^{er} janvier 2018 (hors actifs et passifs d'assurance).

Au 31 décembre 2018, le montant des encours exposés au risque de crédit au titre des buckets 1 et 2 s'élève à 75,3 milliards d'euros dont 72,8 milliards d'euros au titre du bucket 1 et 2,5 milliards d'euros au titre du bucket 2 ; le montant total des dépréciations bucket 1 et bucket 2 s'élève à 273,0 millions d'euros.

Compte tenu du périmètre de cette norme, de la complexité de sa mise en œuvre et de l'importance des estimations comptables au titre notamment du volet « dépréciation », nous avons considéré que la détermination des impacts de la première application d'IFRS 9 au titre du volet « dépréciation » ainsi que plus généralement l'appréciation du risque de crédit et l'évaluation des dépréciations destinées à couvrir les pertes au titre des risques de crédit attendus (encours en buckets 1 et 2) constituaient un point clé de l'audit en date de première application et au 31 décembre 2018.

Notre approche d'audit:

Dépréciation des encours de crédits en buckets 1 et 2 lors de la mise en œuvre de la norme IFRS 9 :

Nous avons apprécié le dispositif de transition déployé par le Crédit Mutuel Arkéa pour mettre en œuvre cette norme. Nous avons eu recours à nos spécialistes pour l'appréciation des analyses effectuées et des modèles utilisés pour l'application des nouveaux principes comptables IFRS 9.

Sur les aspects de pertes de crédit attendues, nos travaux d'audit ont consisté en :

- la revue de la segmentation des portefeuilles de crédits et la cartographie des modèles de calcul des dépréciations par groupes homogènes ;
- la réalisation d'une analyse de conformité des méthodes de calcul et modalités de calibrage avec les dispositions de la norme IFRS 9, notamment sur: les critères d'affectation des actifs aux différents buckets (variation de la notation et de la probabilité de défaut depuis la comptabilisation initiale, ...) ; les calculs de pertes attendues (modèle de probabilité de défaut (PD), modèle de pertes en cas de défaut (LOD), méthodologie forwardlooking);
- l'analyse détaillée des résultats de chacun des modèles par la réalisation de contre calculs ainsi que la revue des back-tests.

Dépréciation des encours de crédits en buckets 1 et 2 au 31 décembre 2018:

Dans la continuité des diligences réalisées dans le cadre de la 1^{ère} application d'IFRS 9, nos travaux ont principalement consisté à:

- nous assurer de l'existence d'un dispositif de contrôle interne permettant de valider l'exhaustivité des bases servant au calcul des provisions,
- répliquer de manière indépendante la fonction frontière permettant l'assignation des encours en bucket 1 et bucket 2 sur un échantillon,
- réaliser une analyse de la variation des pertes attendues par bucket et de l'impact du forward looking dans les pertes attendues,
- valider les modalités de calibrage des paramètres servant au calcul des provisions IFRS 9.

Nous avons par ailleurs vérifié les informations relatives au risque de crédit présentées dans l'annexe et en particulier les nouvelles informations requises suite à la mise en œuvre d'IFRS 9.

Déclassement et provisionnement des encours douteux et contentieux du Pôle Entreprises et Institutionnels (Bucket 3) - Notes 6 et 40 de l'annexe aux comptes

consolidés

Risque identifié et principaux jugements

Crédit Mutuel Arkéa comptabilise des dépréciations pour couvrir les risques de crédit inhérents à ses activités d'intermédiation bancaire. À compter du 1er janvier 2018, ces dépréciations sont déterminées selon les dispositions de la norme IFRS 9 et le principe des pertes de crédit attendues.

L'évaluation des pertes de crédit attendues pour les portefeuilles de prêts à la clientèle du Pôle Entreprises et Institutionnels requiert l'exercice du jugement notamment pour apprécier la dégradation significative du risque de crédit pour classer les encours en bucket 1, bucket 2 ou bucket 3.

Pour identifier les encours classés en bucket 3, Crédit Mutuel Arkéa détermine l'existence d'indications objectives de dépréciations (événements de défaut). Une fois le risque de perte avérée détecté, Crédit Mutuel Arkéa a recours au jugement et procède à des estimations comptables pour évaluer le niveau des dépréciations individuelles des encours douteux et litigieux (classés en bucket 3). La méthode d'appréciation des pertes repose sur un jugement à dire d'expert pour la clientèle du Pôle Entreprises et Institutionnels du Groupe et des Réseaux spécialisés.

Les créances douteuses et litigieuses du Pôle Entreprises et Institutionnels dépréciées sur base individuelle figurent parmi les créances dépréciées sur base individuelle (Particuliers et entreprises) qui s'élèvent à 1 361 millions d'euros au 31 décembre 2018.

Le taux de provision des créances douteuses et litigieuses (capital+ intérêts) du Pôle Entreprises et Institutionnels s'élève à 67,6% pour les sociétés et 53,9% pour les entreprises individuelles en 2018.

Compte tenu des activités exercées par Crédit Mutuel Arkéa et de l'importance des estimations comptables des dépréciations pour la compréhension des comptes dans leur ensemble, nous considérons que l'évaluation des dépréciations individuelles sur les crédits et sur les engagements envers la clientèle du Pôle Entreprises et Institutionnels constitue un point clé de l'audit.

Notre approche d'audit

Nous avons pris connaissance du processus d'identification des encours classés en bucket 3 et d'évaluation des dépréciations affectées. Nous avons testé le dispositif de contrôle interne mis en place par la direction pour déterminer les hypothèses ayant servi de base à cette évaluation.

Nos travaux ont consisté à :

- apprécier la pertinence du dispositif de détection des contreparties présentant une situation financière fragilisée ou en défaut ;
- apprécier la pertinence du dispositif de contrôle encadrant le système de provisionnement de ces contreparties ;
- procéder au 31 décembre 2018, en particulier sur une sélection des crédits les plus significatifs aux entreprises, à une revue critique des principales hypothèses retenues pour l'estimation des dépréciations affectées à dire d'expert ;
- vérifier que les estimations retenues s'appuient sur des méthodes documentées conformes aux principes décrits dans la partie « Dépréciations des actifs financiers et engagements donnés » de l'annexe aux comptes consolidés et aux principes comptables applicables.

Écarts d'acquisition - Note 15 et 49 de l'annexe aux comptes consolidés

Risque identifié et principaux jugements:

Lors d'opérations de croissance externe, le groupe Crédit Mutuel Arkéa est généralement amené à comptabiliser des écarts d'acquisition. Ces écarts d'acquisition sont ensuite alloués aux différentes unités génératrices de trésorerie (UGT) constituant le groupe. Au 31 décembre 2018, les écarts d'acquisition s'élèvent à 538 millions d'euros.

Ces écarts d'acquisition font l'objet de tests de dépréciation dès l'apparition d'indices de perte de valeur et au minimum annuellement. Ces tests sont fondés sur la comparaison entre la valeur comptable et la valeur recouvrable. Les méthodes de détermination de la valeur recouvrable sont essentiellement basées sur la méthode de la rentabilité future escomptée, laquelle repose sur une estimation des flux futurs basée sur les plans d'affaires de chaque unité génératrice de trésorerie, réalisés sur un horizon explicite.

Les hypothèses sous-jacentes à la détermination de la valeur recouvrable constituent une estimation significative pour l'établissement des comptes et font appel au jugement du management.

Notre approche d'audit:

Nous avons analysé le processus mis en place par le groupe pour identifier d'éventuelles pertes de valeur sur les écarts d'acquisition ainsi que le processus d'élaboration des tests de dépréciation découlant de la constatation d'indices de perte de valeur ou du processus annuel de revue.

Nous avons fait intervenir nos experts en valorisation afin de :

- procéder à une analyse technique de la construction des modèles de valorisations s'appuyant sur la méthode de la rentabilité future escomptée ;
- revoir les hypothèses utilisées pour déterminer les paramètres financiers intervenant dans le taux d'actualisation, par reperforming avec des données internes ;
- réaliser une contre valorisation.

Nous avons également revu la pertinence des données et hypothèses économiques retenues pour la construction des plans d'affaires établis par les directions des entités concernées, et approuvés par le conseil d'administration.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Nous attestons que la déclaration consolidée de performance extra-financière prévue par l'article L. 225-102-1 du code de commerce figure dans le rapport sur la gestion du groupe, étant précisé que, conformément aux dispositions de l'article L. 823-10 de ce code, les informations contenues dans cette déclaration n'ont pas fait

L'objet de notre part de vérifications de sincérité ou de concordance avec les comptes consolidés.

Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires

Désignation des Commissaires aux Comptes

Nous avons été nommés Commissaires aux Comptes de la société CREDIT MUTUEL ARKEA le 10 juin 1976 pour le cabinet MAZARS (compte tenu des fusions de cabinets intervenues depuis cette date) et le 11 mai 2007 pour le cabinet DELOITTE & ASSOCIES.

Au 31/12/2018, le cabinet Mazars était dans la 43ème année de sa mission sans interruption et le cabinet DELOITTE & ASSOCIES dans la 12ème année, dont respectivement 26 années et 12 années depuis que les titres de la société ont été admis aux négociations sur un marché réglementé. Précédemment, la société Sterenn, membre du réseau Deloitte, était Commissaire aux Comptes de l'entité de 1997 à 2006.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité des comptes de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des Commissaires aux Comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux Comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Rapport au comité des comptes

Nous remettons un rapport au comité des comptes qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité des comptes, figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité des comptes la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n°537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 822-10 à L. 822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la

profession de Commissaire aux Comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le Comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Paris-La Défense, le 17 avril 2019

Les Commissaires aux Comptes

DELOITTE&ASSOCIES
Jean-Vincent COUSTEL

MAZARS
Franck BOYER

VII. — Rapport de gestion

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège social de la société